

## INTRODUCTION

### D) Tableau général des Relations Internationales en 1914

#### a. Les cadres

##### i. L'Europe et le monde

Carte du monde en 1914 :

- Peu d'espaces non-colonisés ou n'étant pas des puissances coloniales
- **La colonisation** est le signe le plus évident de la suprématie européenne dans le monde
- **Exception : Amérique** (sauf en ce qui concerne le Canada). Les pays d'Amérique Latine ont déjà obtenu leur indépendance. Ce continent s'est progressivement émancipé mais les Européens y sont toujours présents (Canada, Nord de l'Amérique du sud en Guyane).
- L'Afrique est en quasi-totalité sous régime colonial, idem en Océanie.
- L'Asie a vu s'installer un système plus complexe : **tutelle coloniale directe** (empire britannique des Indes, Indochine française, Indes néerlandaises), **régime semi-colonial** (Chine). On peut quand même voir que la présence Européenne reste dominante (+ domination de l'Empire Ottoman).
- Sur ces 3 continents (Asie, Afrique, Océanie), tous les pays indépendants (sauf Japon), le sont pas un accord européens : **états tampons** (Thaïlande : les Français et les Anglais se sont entendus pour son indépendance. Tampon entre les possessions anglaise et française // Ethiopie : idem, entente entre Britanniques, Italiens et Français // Perse + Afghanistan : idem Russie et Britanniques). Cela évite les conflits.
- Libéria : histoire particulière, fondation par des descendants d'esclaves. Indépendance et place particulière en Afrique.

La colonisation n'est pas un fait uniquement européen surtout la fin du 19<sup>ème</sup> et le début du 20<sup>ème</sup> siècle. **Deux pôles émergent** :

- **Le Japon** en Extrême-Orient (début de l'extension fin 19<sup>ème</sup> siècle : Chine continentale, Taïwan en 1895, Corée en 1910. **Victoire militaire** contre la Russie en 1905 : première fois qu'une puissance européenne majeure est défaite par non-occidentaux)
- **Les Etats-Unis** qui profitent de leur victoire sur l'Espagne (moins choquant car pays en déclin à ce moment-là) en 1898 pour récupérer les dernières possessions coloniales espagnoles et notamment les Philippines (domination brutale et violente par une guerre de pacification). Ils récupèrent aussi Cuba (pas une colonie au sens strict mais rentre rapidement dans la sphère d'influence américaine). **Domination paradoxale** : présentation des EUA comme la première colonie émancipée, comme modèle à suivre.

L'Amérique Latine s'est émancipée de la présence Européenne au début du 19<sup>ème</sup> siècle, mais reste sous perfusion européenne au niveau économique (minerais, matières premières agricoles) → dépendance des achats et des investissements européens.

On peut donc parler d'un monde Européen même si des signes peuvent interroger :

- Apparition au début du 19<sup>ème</sup> siècle du **géant économique qu'est les EUA** (cf. chiffres doc).
- Toutes les prod américaine sont quasiment égales à celles de l'Allemagne, la GB et la FR réunies. EUA : 35% de la prod mondiale en 1914. ALL : 16%, GB : 14%, FR : 6%
- **Grande puissance agricole** : 2<sup>ème</sup> producteur mondial de blé après la Russie en 1914.

- Cette puissance économique contraste avec le **rôle faible des EUA diplomatiquement sur la scène internationale**. Le EUA refusent de s'impliquer dans les affaires à l'Européenne : 1823 Doctrine Monroe. Pas d'implication hors du territoire européen.
- **Très faible puissance financière** : peu d'investissement à l'étranger, alors qu'ils ont les capitaux avec leur production (1<sup>er</sup> : GB, investissements partout dans la planète, 2<sup>ème</sup> : FR). Investissement Américain concentrés sur les caraïbes et l'Amérique latine.  
**Pas de remise en cause de la domination des européens** sur la planète.

Pas le même regard vis-à-vis de la croissance américaine (par rapport au Japon) : vu comme une excroissance européenne (migrations italiennes, européennes en général). Ne suscite pas le même type de fantasmes que la Chine ou le Japon.

## ii. L'héritage de Vienne : « concert des nations » et système diplomatique

**Congrès de Vienne (1814-1815)** : rassemble les pays européens au lendemain de la révolution française et des guerres napoléoniennes. France vaincue en 1814 puis en 1815. Il faut réorganiser l'Europe après ces 25 ans de tueries. Fondements d'une organisation internationale encore valable ajd :

- Mise en place du « **concert des nations** » : système reposant sur une gestion collective des grandes puissances européennes des grandes questions qui agitent le continent européen mais aussi le monde entier. On s'accorde pour discuter et trancher ensemble de ces questions. De 1815 jusque 1914, période marquée par des conférences internationales (1885 : conférence de Berlin). **On discute entre grands** (club des grandes puissances, fermé) : Russie, Angleterre, Prusse, Autriche, France (bien que vaincue parvient à sauver son statut de grande puissance européenne en 1815). Ce club bouge peu au 19<sup>ème</sup> siècle si ce n'est que la Prusse réunit en 1871 plusieurs territoires pour former l'empire allemand. Idem avec l'Autriche qui fusionne avec le royaume de Hongrie pour former l'empire d'Autriche-Hongrie.

Italie aimerait bien être admises au rang des grands mais on la regarde un peu avec mépris. Empire Ottoman : inclus dans le jeu européen mais est dans une période de replis et de déclin, de + en + vu avec mépris.

Carricature de **Daumiers** : 1830 : crise aux Pays-Bas (crise d'indépendance de la Belgique). Les 5 grands règlent la question.

Gestion collective des affaires de la planète à 5 : aucun ne prend le dessus sur les autres, sinon cela rompt l'équilibre des puissances (balance of power : idée britannique), au cœur de cette gestion collective.

- Mise en place des **règles du dialogue international** et de la diplomatie telle qu'elle existe encore aujourd'hui : mission diplomatiques permanentes dont les droits sont codifiés, état juridiquement égaux sur la planète... Mise en place de ces règles pour éviter les querelles de préséance. Mise en place de l'ordre alphabétique des états pour toute les procédures protocolaires (évite une forme de domination). Cette diplomatie est une diplomatie qui s'effectue dans le secret des ambassades et des cabinets ministériels, elle reste une diplomatie d'élite, fermée entre européens (représentants aristocrates). On s'occupe peu des opinions publiques.

Ces deux fondements sont le **système Viennois** qui fait que le 19<sup>ème</sup> siècle est un siècle pacifique (sauf quelques guerres, mais bcp plus pacifique que le siècle précédent, mais aussi que le siècle suivant). Forme d'autolimitation.

En 1914, on a confiance dans le fait qu'on va pouvoir à nouveau résoudre la crise.

### iii. L'héritage bismarckien : des alliances en temps de paix

**Bismarck** introduit un **système d'alliance** en temps de paix. Chancelier du royaume de Prusse puis de l'empire d'Allemagne en 1871. Figure qui écrase la diplomatie européenne à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

C'est un parfait **continuateur du système Viennois** (après 1871 il considère qu'il ne faut pas pousser plus loin l'extension allemande, sinon cela mettrait en péril l'équilibre des puissances. + il ne pousse pas sur la puissance coloniale allemande). Il fait néanmoins de l'Allemagne une puissance pivot en Europe (1885 : conférence à Berlin).

D'un autre côté, il **transforme profondément le système** via des alliances en temps de paix. Avant on s'alliait pour faire la guerre, pas en temps de paix. Il fait cela pour créer des relations et des blocs qui confortent la puissance allemande :

- **Rapprochement** entre Allemagne, Russie et Autriche-Hongrie en 1873
- **Signature de traités d'alliance** avec l'Autriche-Hongrie (1879), Russie (1881), Italie (1882). On cherche à consolider les alliances et à défaire celles du rival.
- 1890 : **Bismarck** quitte le gouvernement, l'Allemagne quitte alors l'alliance Russe. La France va donc s'allier à la Russie (contre nature : république vs régime autoritaire) entre 1891 et 1904.

Après la Russie, la France se tourne vers l'alliance Britannique : débouche sur l'**Entente Cordiale** (1904), encore en vigueur ajd. 1907 : alliance Russie/GB.

On observe donc 2 blocs d'alliance en 1914 :

- Allemagne, Autriche-Hongrois, Italie
- France, Russie, GB

### b. Les grands enjeux internationaux de la Belle-Epoque

**Belle époque** (1900-1914) : années heureuses avant le massacre de 1914. On utilise cette expression rétrospectivement.

#### i. Question coloniale : les différents réglés ?

Début 20<sup>ème</sup>, les rivalités coloniales sont plus ou moins réglées :

- Il y a une **rivalité franco-britannique** quasiment partout (Afrique : GB veut une Afrique britannique de l'Égypte jusque la côte du sud/FR : Afrique française horizontale). Ces tensions sont un peu réglées via la signature de l'Entente Cordiale : GB promet de soutenir les ambitions FR au Maroc et la France reconnaît le pouvoir de la GB sur l'Égypte.
- **Rivalités anglo-russe** (Asie centrale, région persane) : vieux rêve Russe (accès aux mers chaudes), route commerciale pour la GB (canal de Suez). Apaisement avec la création d'états tampons (Perses, Afghanistan) + internationalisation des Détroits (Bosphore et Dardanelles). Cela permet le traité d'alliance entre les deux.
- **Rivalités franco-italienne** pour l'Afrique du Nord (question de la Tunisie prise par les français mais voulue par les italiens, frustration) : calmées avec le contrôle de la Lybie par les Italiens. Déplacement des ambitions italiennes de la Tunisie vers la Lybie.

- **Rivalités franco-allemande** sur le Maroc (crises de Tanger en 1905, 1911 crise de Agadir). 1911-1912 : mainmise sur le Maroc assurée par la France, allemands frustrés mais Maroc plus un sujet de contentieux.  
**Guillaume 2** est frustré que l'Allemagne ne soit pas une puissance coloniale. Il réclame sa « place au soleil ». Possessions allemandes limitées (Cameroun, Tanzanie, Mozambique actuels). Frustrations non-réglées en 1914, d'autant plus que des plus petits pays ont des colonies (Belgique (Congo)+ Portugal (Angola) → possession intéressante pour l'Allemagne en Afrique).

La question coloniale n'a plus la même importance que 30 ans plus tôt (aussi parce qu'il ne reste plus beaucoup de pays à se répartir).

## ii. Le recul Ottoman ou la « question d'Orient »

**Question d'Orient** : concerne le sort de tout les territoires anciennement ottoman, que perd l'empire ottoman.

Carte :

- Territoires perdus en 1914 suscite beaucoup d'ambition
- France en Algérie en 1830, Angleterre en Egypte, Italie en Lybie en 1812.
- En Europe, dans les Balkans, ces territoires laissent la place à des états indépendants (la plupart en 1878 : Roumanie, Bulgarie, Serbie... Etats jeunes fragiles, frontières peu stables, état sur lesquels les puissances européennes lorgnent pour exercer leur influence.
- **Poudrière Balkanique** : instabilité. Cocktail explosif.

On peut voir 3 échelles d'analyse dans cet espace qui posent problème :

- **Les relations entre ces états et l'empire Ottoman** : empire ottoman a toujours pied en Europe proche de Constantinople. Les nouveaux pays veulent chasser définitivement l'empire ottoman d'Europe (avant 1912 : ottoman présents dans ce qui sera l'Albanie en 1912). 1912 : première guerre balkanique (alliance Serbie Roumanie Bulgarie pour chasser les Ottomans). Fonctionne à l'ouest avec la création de l'Albanie.
- **La rivalité entre les états Balkaniques** : alliances face à un ennemi commun mais pas d'entente sinon. Ils essaient d'étendre leurs frontières et de s'imposer comme la puissance dominante (Bulgarie). Cela provoque la 2<sup>ème</sup> guerre d'Albanie en 1913 : alliance contre la Bulgarie pour lui faire ravalier ses ambitions.
- **Le jeu des grandes puissances notamment la rivalité austro-russe** : l'Autriche considère cet espace comme son espace de domination naturelle. La Russie s'y intéresse au nom de la géographie (mer noire) mais aussi de la culture (slave). Les Russes se considèrent comme les grands frères des peuples slaves (rôle protecteur à jouer).

## iii. Le poids nouveau des questions économiques et financières

La fin du 19<sup>ème</sup> siècle à vu la 2<sup>ème</sup> mondialisation, multiplication des échanges économiques à l'échelle de la planète entière (révolution des transports : train, bateau vapeur).

**Naissance de rivalités économiques** entre les puissances qui se battent pour acquérir des marchés, ils rependent leurs capitaux, investissements à l'étrangers.

Conséquences à plusieurs niveaux sur les RI :

- **Concurrence pour conquérir des marchés** : le RU est le champion (profite de son empire et de sa marine), ensuite l'Allemagne (développement des exportations, cible des espaces privilégiés pour elle (Europe centrale, Empire Ottoman), ensuite la France (en retrait, peu d'exportation de marchandise, mais 2<sup>ème</sup> puissance financière de la planète. Elle exporte des capitaux, investissement à l'étranger).
- **Ces liens internationaux renforcés créent des dépendances nouvelles entre les états** : liens par les prêts, dettes, investissements. L'empire Ottoman devient de + en + dépendant de l'Allemagne. A l'inverse l'Allemagne n'est pas dépendante mais si effondrement de l'empire ottoman, elle perd ses capitaux : déséquilibré mais quand même intérêt réciproque. Cas franco-russe : alliance achetée par la France via des investissements en Russie (lignes de chemins de fer). En 1914, la Fr a investi plus de 12 milliards de francs or en Russie. Si la Russie s'effondre la Fr ne reverra jamais son argent (emprunts Russes).
- **Questions douanières** : milieu 19<sup>ème</sup>, sous l'impulsion de l'impératrice Victoria (GB) et de Louis Napoléon Bonaparte, libre-échange dans les années 1850's. Abaissement de tous les tarifs douaniers. De courte durée, puisque cette aire de libre-échange se referme au début des années 1880, et les pays européens vont entrer dans des politiques protectionnistes (crise, faire payer l'accès au marché intérieur).  
2 Etats restent libre-échangistes : RU et Pays-Bas. Forte tradition de libéralisme.  
Cela débouche sur des guerres douanières : France-Italie (hausse successive des frais), Russie-Allemagne (Allemagne ferme les frontières au blé russe).

#### iv. Nationalismes et internationalismes

Les nationalismes (défendre les intérêts d'une nation) marquent la carte de l'Europe à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, carte des nations.

Pas une force nouvelle au 20<sup>ème</sup>, mais **regain de tensions nationalistes** en Europe début 20<sup>ème</sup>. Cela pèse sur l'agenda européen.

3 formes de nationalismes à distinguer :

- **Nationalisme dans les états nations** : nationalisme de combat, patriotisme exacerbé, agressif vers ceux qui sont censés menacer la nation (France : regain nationaliste porté par Charles Maurras par exemple, germanophobie // Italie : nationalisme tourné vers l'Autriche).
- **Nationalisme dans les empires multinationaux** : des minorités réclament, espèrent l'indépendance (Polonais n'acceptent pas d'être inclus dans l'Empire Allemand // Russie, Ukrainiens, Polonais aussi // Empire Ottoman : pop arabe de la partie orientale de l'empire (Syrie, Irak) refusent la tutelle turque + Arméniens).
- **Nationalisme ethnique et expansionniste** : Russie a cette idée que les russes sont les défenseurs des polonais, des tchèques, de tous les slaves d'Europe centrale. Pangermanisme : toutes les pop germanophones sont censées s'unir, l'Allemagne a vocation à s'étendre (Autriche, Benelux, Pays-Bas → tradition germaniques).

Le nationalisme va alimenter les tensions en 1914. Devient une force majeure dans la région.

Internationalisme : gagne de l'ampleur également (appel à des formes de solidarités et de coopérations internationales) :

- **Internationalisme prolétariat** : issu de la pensée Marxiste (Manifeste du parti Communiste de Marx et Engels). Fin 19<sup>ème</sup> : deuxième internationale, réunit tout les

mouvements marxistes d'Europe. Elle tient des congrès réguliers dans les années 1900's et est portée par la force politique du parti socialiste allemand (SPD), porté par l'indus rapide de l'all à cette époque donc de plus en plus d'ouvrier. SPD obtient des scores électoraux écrasant (30% des voix). Cette force majeure sert de modèle aux autres forces communistes (parti communiste Français) : porte haut le drapeau du pacifisme, appel des ouvriers à la grève générale en cas de guerre.

- **Autre organisation :**

- **Kant** : mouvement de la paix par le droit. Courant (réclame procédure internationale) s'incarne dans la première cour d'arbitrage international fondée à La Haye en 1899.
- **Léon Bourgeois** : écrit en 1910 un ouvrage qui s'appelle *Pour une Société des Nations*.
- Grande période des **Jeux Olympiques** (idéaux de Pierre de Coubertin)
- **Internationalisme féministe** : congrès des femmes qui se réunissent à l'international pour un combat commun (droit de vote).

Tout ces éléments forment les traits généraux de ce qui peut être caractérisé par l'agenda international des années 80's 90's. Cf. **Pierre Renouvin** qui appelle ça les « **forces profondes** » (tout ce qui n'est pas l'évènement étudiable au sens strict mais qui flotte un peu dans l'air, éléments de contextualisation qui pèsent sur les décisions internationales et forment le cadre général dans laquelle les relations internationales évoluent).

WW1 produit ce système mais va aussi le renverser. Ere nouvelle dans le monde contemporain.

## **II) 1914-1945 : enjeux du cours et de la période étudiée**

### **a. Une « guerre de trente ans » ?**

Quel sens a la période qu'on étudie ? 3 décennies entre 1914 et 1945, classifiée de manière simple : **WW1 – entre-deux-guerres – WW2**. A réfléchir pour éviter de réfléchir l'histoire de manière mécanique.

Discours de **DG** en 1946 : « *Le drame de la guerre de trente ans, que nous venons de gagner, a comporté maintes péripéties vu entrer et sortir maints acteurs* » → lecture biaisée :

- Séduisante car met en avant une unité de 14 à 45. Pour lui ce qui fait cette unité c'est **l'expansionnisme allemand**.
- Rien a voir avec la guerre de 30 ans du 17<sup>ème</sup> qui ne s'est pas interrompue : plusieurs phases dans ces 30 années (espoirs, guerres, crise, paix...) → **pas linéaire**.

Le découpage traditionnel : WW1 – entre-deux-guerres – WW2 est problématique :

- Entre-deux-guerre : notion créée **a posteriori**. Les contemporains vivent un après-guerre mais ne savent pas l'arrivée d'un nouveau conflit.  
→ Risque d'une **histoire polarisée par la fin**.

### **b. La destruction du système international hérité du 19<sup>ème</sup> siècle**

#### **i. La fin de la suprématie européenne**

Le monde de 1945 n'est plus un monde européen :

- Europe **ravagée et durablement affaiblie** par WW1 et WW2 dont elle a été l'épicentre
- Période permet l'ascension et l'installation des **EUA et de la Russie** qui prennent la place des européens au sommet de la gouvernance mondiale

- La colonisation est déjà progressivement contestée même si les empires n'ont pas été grignotés. Les **mouvements de contestation coloniale** affaiblissent les métropoles européennes.
- **Emergence de nouvelles puissances** : Japon, Chine.

### ii. L'irruption des masses dans les RI

Mise à part de très importants phénomènes migratoires, on voyage très peu à l'international avant 1914. Les populations participent peu à la politique internationale. L'Europe est dominée par des régimes autoritaires qui se fichent de l'avis de la pop sur les décisions qu'ils prennent.

1914 : RI restent une affaire d'élite qui concerne peu les masses.

Change très vite par la suite.

- 1914 : ce sont les peuples qui payent le prix de la guerre, ils se sentent légitime à peser sur des décisions qui pourraient à nouveau les emmener sur un champ de bataille.
- Prétendu triomphe de la démocratie en 1918 : validation par le peuple au suffrage universel, validation des décisions et notamment internationales par les populations.
- Mot d'ordre de transparence s'impose dans le monde : les grands de cette planète doivent discuter aux yeux de tous (justification morale, prix de la WW1).
  - o Modernisation des médias : on ne peut plus tenir une conférence internationale sans journalistes.
- Années 30's : mise en place de régime totalitaires qui justifient leurs décisions internationales par une prétendue volonté des masses (Allemagne hitlérienne, chaque coup de force d'Hitler est validée par l'organisation d'un plébiscite, vote pour demander aux allemands s'il a bien fait → 95% de oui). Volonté de se justifier par l'adhésion de la population au régime.
- Mouvements populaires, nouvelles formes de mobilisation qui gagnent de l'ampleur (20's, 30's) qui deviennent des éléments de pression sur les décideurs politiques.
- Associations pacifiques (gueules cassées) : pèsent sur les décisions internationales
- Associations paramilitaires (Allemagne, Le casque s'acier, 500 000 personnes)
- Associations d'émigrés allemands (EUA) : pèsent dans les années 30 pour éviter une politique antigermanique

### iii. A la recherche d'un système de régulation mondiale

Idée non nouvelle, mais la réalisation l'est :

- SDN, expérience fondamentale même si elle a mauvaise réputation (son histoire est ternie par la fin).
- Echelle régionale : premier plan institutionnel de dialogue européen
- Invention d'une nouvelle architecture mondiale pendant la WW2 : repose sur l'ONU (assemblée de San Francisco de 1944), Système de Bretton Woods

Système très critiqué et très critiquable, mais après 45, l'idée d'un besoin d'une gouvernance commune à l'échelle internationale est nécessaire (pas critiqué).

### iv. Un potentiel de destruction qui bouleverse les relations internationales

L'ordre Viennois de 1815 reposait sur l'idée qu'une grande puissance pouvait perdre une guerre mais pas être rayée de la carte.

Cette idée est remise en cause entre 14 et 45, et avec elle les rapports entre puissances, le fonctionnement des RI.

WW1 :

- Bain de sang, 10 millions de morts au front en 4 ans (6500 morts par jour).
- Une telle catastrophe démographique change fondamentalement les choses
- Elle montre qu'un pays peut être rayé de la carte (Autriche-Hongrie, Empire Ottoman).
- 1<sup>er</sup> massacre ethnique de grande ampleur : génocide arménien (1915-16). Se pose la question de la volonté d'effacer non seulement un pays mais un peuple de la carte.

Ces différents éléments sont portés à des degrés de violence exacerbés pendant WW2 :

- Shoah
- Catastrophe démographique plus importante (Europe de l'est, Russie), civils
- Apparition de l'arme nucléaire (août 45). Simple possession paralyse le système international.
- Notion de risques change de sens lorsque la décision risque une guerre nucléaire.

#### **v. Vers « l'ère des idéologies »?**

Idéologie n'apparaissent pas après 45 mais sont assez loin de jouer le premier rôle en matière de décision à l'échelle internationale : dominé par le pragmatisme, la real politique. Passer outre les idéologie si intérêt commun.

WW1-WW2 : période change la donne pour longtemps

WW1 :

- Pas un conflit idéologique au départ
- 1917 : entrée en guerre des EUA et sortie de la Russie. Wilson parle de croisade pour la démocratie. Rendu possible parce que la révolution russe a amené la naissance d'un foyer socialiste, point de départ de l'affichage de l'idéologie, de la volonté de la propager.

Entre-deux-guerres :

- Installation de régimes d'extrême droite/totalitaires
- Prise de force de l'importance idéologique

WW2 :

- Lecture idéologique, guerre d'idéologie
- 3 idéologies mais 2 camps :
  - o Le Fascisme, idéologie national-socialiste
  - o La révolution prolétarienne alliée avec la démocratie libérale

### **CHAPITRE 1 : Les relations internationales à l'épreuve de la guerre (1914-1918)**

#### **Prologue : La crise de Juillet 1914**

Débat autour des origines de la guerre.

Retour de flammes en 2014 au moment de la commémoration du 100<sup>ème</sup> anniversaire de cette crise, qui montre que c'est encore une question sensible. Publications (émanant d'historiens) qui ont suscité des polémiques violentes car continuent à vouloir trouver qui est responsable de la guerre.

### a. La crise austro-serbe

Crise qui se déclenche lors de l'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914 contre F. Ferdinand par un nationaliste Bosnien dont on suppose avoir été aidé par des groupes en Serbie. A Vienne, on pointe du doigt les serbes comme complices de l'attentat (régicide), le gouvernement austro-hongrois exige une enquête.

→ Semaine de pression, Vienne contre Serbie, ils consultent régulièrement l'Allemagne pour tester leur soutien en cas de guerre. Si l'empire russe s'en mêle, la France et la Grande Bretagne s'en mêleront. Vienne ne pense pas que le risque d'une mobilisation générale soit élevé, et Berlin assure Vienne de son soutien. Ainsi, Vienne déclare la guerre à la Serbie (qui a rejeté certaines conditions) le 28 juillet 1914.

### b. L'échec de la localisation

Cf. dates diapo.

Cette guerre aurait pu rester Austro-Serbe si on était parvenu à localiser le conflit (comme pour les anciennes guerres Balkaniques). Le pari d'une non-réaction des russes échoue puisque 2 jours après la déclaration de guerre, la Russie mobilise son armée et se tient prête à intervenir, elle se mobilise à la frontière autrichienne et allemande.

L'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1er août. (2 guerres en cours) Les Allemands savent bien que les alliés français vont entrer en guerre, ils passent par la Belgique (neutre depuis 1930). L'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 août, ce qui amène la Grande-Bretagne à s'en mêler (4 août). Le 6 août, l'Autriche déclare la guerre à tous les alliés de la Russie. Structuration de deux camps : l'Axe Austro-Allemand et l'Alliance des autres avec la Serbie.

### c. « Kriegsschuldfrage » et « Blame game »

On se demande « qui a provoqué la guerre, qui est responsable de la guerre ? ». Selon le Traité de Versailles, c'est l'Allemagne (question toujours en débat).

6 acteurs accusés :

- **La Serbie** : et si elle avait accepté les conditions ? A-t-elle commandité l'attentat ? Favorise les **nationalistes slaves**. Mais elle s'est ensuite montrée conciliante dans la crise de juillet. A accepté toutes les conditions demandées par l'Autriche.
- **L'Autriche** : homme malade de l'Europe, fragilisée de l'intérieur et qui aurait, d'après certains, essayé de saisir cette occasion pour **affirmer sa puissance** en Europe centrale, intransigente à l'extrême pour affirmer son autorité dans les Balkans.
- **L'Allemagne** : pointé du doigt à Versailles, accusée d'avoir poussé l'Autriche à l'intransigence, jusqu'à l'extrême limite d'une guerre généralisée, n'a pas cherché à éviter la guerre pour 3 raisons :
  - o Ne voulait pas **perdre son seul allié** : l'Autriche-Hongrie (espoir de pôle germanique puissant en Europe centrale).

- Test et **guerre préventive contre la Russie**, Berlin veut voir si la Russie est prête à un affrontement. Si elle l'est mieux vaut se battre **en 1914 qu'en 1920** avant qu'elle ne devienne de plus en plus puissante grâce à la révolution industrielle.
- **Peur d'être encerclée** par l'alliance Franco-Russe : briser l'encerclement.
- **Pression des mouvements pangermanismes** sur le gouvernement allemand : le puissance du continent européen, hausse de la population, 1<sup>ère</sup> puissance militaire du continent, mais une partie de l'opinion pousse à ce que l'Allemagne conquière l'Europe pour assumer sa puissance, ainsi que sa « place au soleil » dans le reste du monde.
- **La Russie** : qui a mobilisé la première des grandes puissances, qui a exalté le **discours de la solidarité slave**, du petit frère Serbe, la Russie est une puissance dynamique qui aurait trouvé l'opportunité d'affirmer un statut politique à la hauteur de son dynamisme → **s'affirmer comme une grande puissance** (défaite face au Japon, traumatisme). Pour les élites russes, la confrontation germano-slave était inévitable. Les plans militaires russes ne prévoyaient pas seulement une mobilisation en Autriche mais aussi en Allemagne (qui s'est donc sentie agressée).
- **La France et la Grande Bretagne** (en retrait) qui ont travaillé à une solution pacifique internationale mais qui hésitent tellement que cela perturbe le dialogue, problème de communication, **cherchent à se suivre dans la guerre** (je rentre si tu rentres). **Hésitations** jouent un rôle important + la **France assure aux Russes son soutien** (la France a-t-elle donné carte blanche à la Russie pour intervenir ?)

Le poids des « forces profondes » ?

- **Le concert européen : Faillite du système des nations**. Ces grandes nations n'ont pas réussi à résoudre le problème pacifiquement. Qu'est ce qui n'a pas marché ? Système devenu obsolète ? Pression des masses sur les gouvernements ? Equilibre n'existe plus entre des nations plus ou moins dynamiques **perturbées par le jeu des alliances** : 2 blocs qui s'affrontent. Echech d'un système qui était parvenu à maintenir la paix depuis un siècle.
- **La technique : développement des armes**, utilisation massive de l'artillerie, plans techniques (**mobilisation totale**)
- **Les rivalités anciennes** : on pense que plusieurs puissances ont voulu se servir de l'occasion pour **régler d'anciens conflits** : Alsace perdue. **Rivalité croissante** entre l'Allemagne et la GB : rivalité commerciale, navale vengée pendant la guerre. Lutte millénaire entre germains et slaves : qui dominera l'Europe centrale ?

→ 30 000 ouvrages écrits sur les origines de la guerre : conflits entre historiens.

Les débats autour du déclenchement de la guerre sont vifs car cette question hante **tout le XXe siècle** : « catastrophe originelle », mécanismes décisifs et importance politique.

## **D) L'engrenage de la guerre mondiale : alliances et buts de guerre**

**Remarque** : on ne fera pas une histoire militaire de la guerre mais on verra son impact sur les relations internationales. On ne fera pas une histoire des sociétés en guerre : comment outils vécus la guerre ? Ici le but c'est de savoir **quelle est l'impact des conflits dans les RI** ?

Le **6 août**, 7 Etats sont en guerre (+ le Luxembourg occupé).

*Comment on passe d'une guerre à 7 à une guerre mondialisée ?*

- Implication des peuples coloniaux (Afrique et Indochine)
- Enjeux militaire (mobilisation de soldat), économie d'économie transformés en économie de guerre (mobilisation des sociétés)
- **Double dynamique des alliances** et des **buts de guerre** : se trouver des alliés et ce qu'on a à gagner dans la guerre, ce qu'on poursuit en faisant la guerre.

### a. Les buts de guerre des grandes puissances en 1914

Les **buts de guerre** sont les raisons pour lesquelles les pays font la guerre. C'est aussi leur objectif final, ce qu'ils veulent suite à la guerre :

- Cela détermine les stratégies militaires.
- Les buts sont centraux pour la cohésion et l'adhésion des populations → créer de l'espoir pour la victoire qui sera à la hauteur des sacrifices consentis. C'est donc une idée centrale.

Dans 1 premier temps on dit au pop ce qu'elles vont perdre si elles ne font pas la guerre : entrée en guerre sur le **principe de la guerre défensive** (survie de la nation) :

- Mot d'ordre qui perdure dans les pays envahis (France, Belgique).
- Pour les autres, pour qui les enjeux sont en dehors du pays, on en vient à mettre en avant des buts de guerre, des objectifs à atteindre.

Du fait des engrenages de la crise de 1914, les puissances sont **entrées en guerre sans exprimer leurs buts de guerre**. C'est donc l'objet des premières semaines, premiers mois du conflit.

#### i. Lectures différentes des historiens, les enjeux du débat historiographique

On se pose la **question de la préméditation** : si une puissance avait des buts très définis, elle aurait tout fait pour déclencher la guerre. Y a-t-il un pays dans ce cas ? Les allemands, ils avaient des buts de guerre, sont-ils responsables ? Selon le **Traité de Versailles**, oui, mais c'est une idée très débattue.

- **Fritz Fischer**, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*, 1961, l'historien explique que l'Allemagne avait élaboré un **programme de guerre** depuis le début et que le pays a profité de la crise pour provoquer une guerre mondiale. Ce livre est contesté et en débat, polémique.
- **George-Henri Soutou**, *L'or et le sang : Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, 1989, l'historien met en avant que le moteur de la guerre à une **dimension économique**. Il dit que dans la crise de 1914, les milieu éco et financiers auraient pesés de tous leur poids pour le fait d'entrer en guerre.

La dimension historiographique fait le lien entre l'enjeu de la responsabilité et celui des buts de guerre.

#### ii. Les plans des empires centraux

L'Allemagne et les empires centraux sont les premiers à exprimer leurs buts de guerre :

**BUTS ALLEMANDS** : 9 sept 1914, « **Programme Bethmann-Hollweg** »

Contexte : période favorable militairement pour les allemands, juste avant la bataille de la Marne. Cette progression renforce l'appétit d'une victoire allemande.

Il y a 2 axes principaux dans les buts de guerre allemands :

- **L'établissement d'une influence allemande généralisée sur l'Europe centrale**, sur une Mitteleuropa (qui va au nord du Benelux/Danemark jusqu'au sud en Autriche-Hongrie/Italie du nord) → en faire un **ensemble éco** sous influence allemande avec un système douanier dirigé vers Berlin.
- **Affaiblissement durable de la France** : laisser l'Allemagne comme seule grande puissance sur le continent ; gagner une influence éco en visant des territoires miniers et éco décisifs → **déplacer la frontière**, récupérer un **bassin minier** (fer), détacher une partie de la France (avec le port de dunkerque) pour la donner à la Belgique (qui serait sous influence allemande). Passe par l'outil économique (faire payer la France).

→ Enjeux économiques centraux. Autres buts de guerre allemands : **ambitions inter coloniales**. (Mittelafrica : unifier le triangle des 3 colonies allemande, le Cameroun, l'est africain allemand et l'ouest africain allemand)

**BUTS AUSTO-HONGROIS** : Gagner une **influence dans les Balkans** (même si elle ne pourra pas égaler l'Allemagne, elle le sait) à l'Allemagne domine dans l'alliance.

### iii. Les plans de l'Entente : solidarité et marchandages

Grande différence entre les deux alliances :

- Empire centraux : déséquilibré, Allemagne donne le ton et les autres suivent
- Entente : pas de hiérarchie, plus équilibrée donc nécessite + de dialogue et de négociation pour assurer une solidarité entre les 3 acteurs.

Avant d'établir les buts de guerre, il faut définir les modalités de solidarité :

5 sept 14 : signature de l'accord de Londres, accord de solidarité → 3 partenaires solidaires dans le combat, mm but, s'engagent à ne pas conclure de paix séparée avec d'autres belligérants, ne pas négocier tout seul avec l'un des belligérants, et accepter une armistice que si les 2 autres sont d'accords. La paix est un acte collectif → buts de guerre définis en commun.

Ce sont les Russes qui sont les plus offensifs :

- Position de force sur le front est : victoires, dynamique militaire positive
- 14 sept 14 : exposition des buts de guerre. 2 axes majeurs :
  - **Affaiblissement durable de l'Allemagne** par une amputation territoriale majeure : en incorporant Prusse orientale à Russie, en recréant une Pologne autonome et en rendant les territoires à la France (alsace Moselle, rive gauche du Rhin).
  - **Soutien slaves Europe centrale** en leur offrant un grand État autour d'une Serbie élargie et qui engloberait pop slaves du Sud de l'empire autrichien (Balkans), et en soutenant slaves du nord de l'empire (tchèques, slovaques) en forçant une réforme de l'empire et en transformant la double-monarchie en une triple-monarchie w/ 3 gvt/capitales (Vienne, Budapest, Prague) pour que les Tchèques et Slovaques ne soient plus une minorité MAIS une composante de l'État. Nord de l'empire austro-hongrois : nouveau système polit pour assurer représentation minorité slaves, faire un empire tri national : austro-hongrois-tchèque, même statut pour les 3.
- Les Russes annoncent **renoncer à toute ambition coloniale** et encouragent au contraire les Français et les Britanniques à récupérer les colonies allemandes.
- Bien que la Russie ne l'ait pas clairement énoncé, **la conquête des Détroits et l'accès aux mers chaudes est important** dans les buts de guerre russes.

Peu après, la France accepte les buts de guerre russes :

- **20 sept** : annonce qu'elle continuera le combat au-delà de la « libération du territoire », pour « *se débarrasser définitivement du militarisme prussien* ».
- Abandon de la guerre défensive, ralliement au plan Russe

La GB se rallie au plan Russe dans l'idée qu'il faut un front ouest pour diviser les armées des empires centraux.

3 points d'observation sur ces buts de guerre :

- Ce qui est sûr, c'est que **ce sont les deux puissances jeunes** et dynamiques du continent (Allemagne et Russie) qui **voient la guerre comme une opportunité d'expansion** pour gagner une place internationale conforme à leur nouveau statut de grande puissance.
- Avec cette exposition des buts de guerre rapide (moins de 2 mois après le début de la guerre), **on ne se bat plus pour la libération de la Serbie, pour récupérer l'Alsace Moselle ou pour l'indépendance Belge**. L'issue du conflit sera un bouleversement majeur de la carte européenne et des rapports de force.
- Aucun des plans ne prévoit non plus de rayer de la carte une puissance européenne. On est donc dans la **tradition du concert des nations**.

Certaines puissances neutres en août 1914 vont par la suite entrer en guerre pour les buts de guerre comme c'est le cas de l'Italie qui marchandise son entrée en guerre. Ces puissances voient dans la guerre un intérêt qui les pousse à définir des buts de guerre.

## **b. Le grand marchandage : l'élargissement des alliances**

### **i. L'entrée en guerre du Japon (23 août 1914) : la « guerre égoïste »**

Le Japon entre en guerre contre l'Allemagne le 23 août 1914.

On qualifie souvent cette entrée en guerre de « guerre égoïste ».

A ce moment, elle semble sortir de nulle part, elle surprend tout le monde :

- **L'ennemi du Japon serait plutôt la Russie** (cf. guerre russo-japonaise).
- Tokyo juge en fait que l'intérêt de la guerre pour le Japon (qui occupe déjà la Corée à l'époque) est de profiter d'une défaite de l'Allemagne pour **récupérer les comptoirs allemands en Asie** (Shandong et Tianjin) ainsi que les **archipels et îlots allemands** dans le Pacifique (îles Mariannes, Carolines et Marshall).

Le terme de guerre peut être critiqué dans ce cas puisque **l'Allemagne n'a aucun moyen de riposte dans la région**. Entrée en guerre **opportuniste**.

**Automne 1914** : débarquement des troupes Japonaises sur les archipels/îlots.

### **ii. L'entrée en guerre Ottomane (1<sup>er</sup> novembre 1914)**

Forme d'incertitude sur ce que va faire l'Empire Ottoman :

- **Liens économiques très importants avec l'Allemagne** puisque les Allemands investissent beaucoup dans la région (ligne de chemin de fer). + coopération militaire entre leurs armées.

- **Le Royaume-Uni et la France sont aussi les premiers créanciers** de l'Empire Ottoman (dettes détenues par RU et FR → prêts à annuler la dette si l'Empire Ottoman se comporte bien dans la guerre).

Il n'entre donc pas directement en guerre mais **attise les convoitises pour sa position stratégique** :

- Son entrée en guerre aux côtés de l'empire Allemand pourrait notamment menacer les ambitions russes pour les **mers chaudes**
- **Grande-Bretagne : Égypte** (canal de Suez, mer rouge)
- Empire Ottoman **sépare les Russes de ses alliés** britanniques et français.
- Crainte de la France : **calife de l'empire** (= dirigeant Ottoman), peut entraîner un soulèvement dans les territoires coloniaux Français.

Les Alliés tentent de **négoier la neutralité de l'Empire** en lui garantissant son **intégrité territoriale** à l'issue de la guerre. Istanbul négocie aussi avec Berlin et espère profiter de l'entrée en guerre pour regagner une forme d'éclat international et des territoires sur la Russie. Finalement, l'Empire Ottoman **bombarde les ports russes sur la Mer Noire** (Odessa) le **29 octobre** et **déclare la guerre à l'Entente** le **1er novembre**.

En cas de défaite, il serait donc rayé de la carte (refus de la garantie d'intégrité territoriale). Dès le **20 novembre**, Russes et Britanniques se mettent d'accord sur ce qu'ils feront de l'Empire Ottoman après la guerre (**annexion définitive de l'Égypte** pour le Royaume-Uni et **internationalisation des détroits** pour la Russie. France-Russie : Russie veut l'Arménie ottomane et France parle d'une influence sur l'empire du Levant (Syrie et Liban).

- ➔ Logique de contagion du conflit. **Fin automne 14** : front se stabilise à l'est et à l'ouest en Europe. Une issue rapide est désormais peu probable. C'est d'autant plus décisif de faire entrer des alliés dans la guerre pour faire basculer les choses d'un côté ou d'un autre.

### **iii. Les marchandages de l'entrée en guerre de l'Italie (26 mai 1915)**

C'est la plus grande puissance militaire restante en dehors de la guerre. Elle va donc donner un avantage décisif + possibilité d'ouvrir de nouveaux fronts, d'élargir le terrain militaire.

Quand l'Italie refuse l'entrée en guerre **en 1914**, c'est une **victoire pour les Alliés** puisqu'elle faisait partie de la **Triple Alliance**. Cette neutralité est **favorisée par le contentieux entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie** pour les terres Irrédentes.

Les deux alliances négocient donc avec le gouvernement italien :

- L'Allemagne fait pression sur Vienne pour **accepter la cession de terres aux Italiens** mais le refus autrichien pousse l'Italie dans l'autre camp.
- L'Entente fait des promesses à l'Italie notamment la **cession des terres en question**. Ils promettent aussi une **zone d'influence sur le futur ex-Empire Ottoman**.

L'Italie fait monter les enchères et envoie **16 revendications aux Britanniques et aux Français** (expansion en Afrique, réclame une partie de l'Empire Ottoman...). Accepté, demandes consignées dans le Traité de Londres (**26 avril 1915**). Le traité de Londres **du 26 avril** qui prévoit l'entrée en guerre de l'Italie un mois plus tard est finalement signé et entérine l'entrée en guerre des Italiens aux côtés de l'Entente. Cette entrée en guerre est une **véritable victoire de l'Entente** mais elle ne **changera finalement pas grand-chose** à la situation de la guerre.

Dans les mois qui suivent, le Portugal entre en guerre **en 1916** aux côtés de l'Entente lui aussi.

#### **iv. Les choix divergents des Etats balkaniques**

Entrées en guerre progressives :

- La Bulgarie entre en guerre en **septembre 1915** aux côtés **des Empires centraux**, espérant par-là obtenir une influence dans les Balkans. Cette entrée en guerre est réussie puisqu'elle permet de **mettre en échec la Serbie**.
- La Roumanie entre en guerre en **août 1916** du côté de l'Entente mais **cette entrée en guerre est ratée** notamment parce que son **armée est peu préparée** : en trois mois, elle est **vaincue et occupée** par les armées bulgares et autrichiennes (territoires occupés : Bulgarie au nord et hongrois au sud). Gagne des territoire à la fin de la guerre car est dans la bonne alliance.
- **La Grèce est placée sous « tutelle » de l'Empire Britannique** depuis son indépendance. Néanmoins, la monarchie grecque est liée à la monarchie allemande. Face à l'hésitation grecque, les Français et les Britanniques forcent les choses et **débarquent à Salonique sans préavis**. Entrée en guerre forcée en octobre 1915 du côté de l'Entente.

Peu de pays restent neutres (Espagne, Suisse, Pays Scandinaves), de sorte que **les jeux d'alliance semblent terminés**. Les buts de guerre et les dynamiques liées aux entrées en guerre ont amené à la mondialisation du conflit. Cela encourage l'inflation des ambitions de chacun. Cela finit par **changer le cours de la guerre** et à menacer les promesses d'intégrité du début de la guerre.

**Avril 17** : entrée en guerre américaine.

#### **c. L'inflation des ambitions : les empires menacés**

Les buts de guerre vont aussi réveiller **des agitations nationalistes au sein des pays belligérants**. Réveil des nationalités dans les empires multinationaux.

##### **i. Le réveil des nationalités**

4 empires multinationaux : Russie, Autriche-Hongrie, Allemagne, Empire Ottoman

2 empires coloniaux : France, GB

Dans cette configuration, un des enjeux est de **réussir à contenir l'agitation des minorités**.

A l'été 1914, contrairement à ce qui était prévu, les minorités sont calmes voire se rallient aux gouvernements centraux :

- C'est le cas de l'Irlande qui **fait une trêve avec les Britanniques**.
- Pour les colonies, les métropoles réussissent mieux à faire adhérer les colonies à l'effort de guerre. Les autorités françaises et britanniques craignaient des rebellions après l'entrée en guerre de l'Empire Ottoman puisque son chef est aussi calife et aurait pu appeler au djihad. Cela n'a pas eu lieu

Grande diff après : réveil des minorités nationales qui menacent les empire continentaux :

- **Les Tchèques d'Autriche-Hongrie se réclament comme indépendants**. Ils **refusent la mobilisation** et **ne vont pas payer** pour financer l'effort de guerre. Fuite vers l'Europe de l'Ouest (leader nationalistes viennent en France et négo avec le gouv français pour organiser une insurrection dans l'état Austro-Hongrois en échange de la création d'un état tchèque à l'issue de la guerre).

- D'autres vont **publiquement souhaiter la défaite de l'Autriche-Hongrie** (c'est le cas de militants indépendantistes qui fuient les persécutions de la police autrichienne). Les puissances de l'Entente jouent d'ailleurs avec cela pour affaiblir l'empire Austro-hongrois.
- Polonais : **cas de figure similaire** (refus de rejoindre les armées et de payer les impôts de guerre). **Promesse d'un état polonais indépendant** par les 3 états, toujours sur les territoires de l'autre (Allemagne, Russie, Autriche). Les Russes exhortent les Polonais à se battre avec eux pour créer une nouvelle Pologne sur le territoire allemand tandis que les Allemands font de même et promettent de rétablir une Pologne sur le territoire russe. Guillaume II et François-Joseph font d'ailleurs une déclaration commune qui promet le rétablissement d'une Pologne indépendante.
- Alsaciens Lorrains : . Ils sont **très majoritairement envoyés à l'Est** car on avait peur d'une mutinerie alsacienne s'ils étaient au contact des Français (phénomènes d'exil, protestations à Berlin).
- Beaucoup de minorités de l'empire Russe sont réticentes à la mobilisation :
  - o Polonais
  - o Musulmans d'Asie centrale (pays en stan).
  - o Ukrainiens et les musulmans du Caucase voient d'ailleurs d'un assez mauvais œil le discours nationaliste russe du tsar.
  - o Ces protestations sont soutenue par L'Allemagne, qui finance d'ailleurs le congrès de **la Ligue des Peuples Étrangers de Russie en juin 1916**.
- **La trêve tacite entre nationalistes irlandais et le gouvernement anglais ne tient pas.**
  - o Les nationalistes irlandais signent en effet un **pacte avec le Kaiser** : l'Allemagne fournit donc les nationalistes de l'Irlande en arme.
  - o **En avril 1916** a lieu la **Pâques Sanglante** durant laquelle les nationalistes s'emparent des institutions irlandaises et déclarent **l'indépendance de l'Irlande**.
  - o Le **mouvement est ensuite « décapité »** (3000 morts) par les forces Britanniques ce qui ne facilite pas la guerre continentale pour l'empire Britannique.
- Dans l'Empire Ottoman, les turcs dominant des populations arabes et chrétiennes installées dans le Caucase et dans les grandes villes d'Anatolie. Parmi ces derniers, il y a les grecs et les arméniens. Ces populations chrétiennes sont mal vues par le pouvoir central qui les perçoit comme un « cheval de Troie » de l'Entente. Ce sont **les Arméniens qui vont concentrer les haines** liées à la **paranoïa du pouvoir turc** de l'Empire Ottoman. Mesure discriminatoire **en 1915** : on les empêche d'abord d'entrer dans l'armée et dans l'administration. On les déporte ensuite vers les terres désertiques de l'Empire. Cette déportation se transforme par la suite en **massacre généralisé puis en génocide** à partir de **juin 1915** (entre 800 000 et 1,5 million de victimes dans le génocide). Ce règlement de la question arménienne est loin d'assurer la survie de l'Empire Ottoman.

## **ii. Le problématique partage du Proche-Orient**

Dès lors que l'Empire Ottoman est entré en guerre aux côtés de l'Allemagne, **il joue sa survie** (= monnaie d'échange de l'entente, on promet ses territoires aux puissances qui entrent en

guerre). Prélude à de nombreux plans de partages qui impliquent des états mais aussi des minorités nationales.

Les Anglais axent leur stratégie (à partir de 1915) sur le **soulèvement provoqué des populations arabes de l'Empire turc** :

- Centré sur un renouveau de la culture islamique autour des lieux saints, Damas.
- **Printemps 1915** : Le Haut-Commissaire britannique en Égypte **McMahon** rentre en contact avec les **dynasties arabes de la région** (avec le **shérif Hussein**, **échanges de correspondances** pour définir ce que les Britanniques pourraient offrir aux arabes). Les dynasties arabes souhaiteraient un État dont le territoire s'étendrait de Jérusalem à la Mecque → McMahon le lui promet en échange d'une rébellion contre les turcs. Les ambitions Anglaises sur la région poussent les Britanniques à laisser planer une forme d'ambiguïté quant à leurs grandes promesses.
- **En 1916**, le **soulèvement des populations arabes** a lieu avec notamment comme figure emblématique le fils de **Hussein** de la Mecque, Fayçal.
- Les puissances occidentales ne souhaitent donc pas réellement la création d'un État pan-arabique. Dans le secret, les Anglais et les Français négocient le partage de la région, ce qui aboutit sur le **célèbre accord Sykes-Picot (1918)** :
  - o La France obtient ainsi la côte Méditerranéenne (donc l'Assyrie et le Sud-Est de l'Anatolie) ainsi qu'une zone d'influence adjacente plutôt dans les terres
  - o Les Anglais ont l'embouchure de l'Euphrate et les territoires au sud de la zone d'influence française. La région autour de Jérusalem est constituée en zone internationale.
- Divisions en 5 zones (pouvoir indirect, direct, zone internationale de la Palestine).
- **1917** : promesses réévaluées pour inclure les Italiens (accord de Saint Jean de Maurienne).

C'est ainsi que les Anglais vont introduire le sionisme dans la question du partage de la région **2 novembre 1917** : Déclaration de Balfour (foyer national juif). Ce geste permet de **contrer le succès des Arabes et de gagner à la cause Franco-britannique les juifs d'Europe** (en considérant que la Russie d'alors est vue comme largement antisémite avec des pogroms réguliers contre les populations juives).

Ainsi, nous avons d'un côté 4 puissances prêtes à se partager la région (Italie, Russie, France et Angleterre) avec les Américains (**Wilson** voulant une Arménie et un Kurdistan indépendants) et de l'autre des populations arabes qui souhaitent un État étendu sur la péninsule arabique.

Le partage implique 4 puissances européennes, mvmt national arabe, mvmt sioniste, sans compter que les grecs espèrent aussi récupérer des pieds à terres sur la côte anatolienne + EUA ont pour but la création d'états indépendants pour les arméniens et les kurdes.

Dans ce découpage, de nombreuses zones se recoupent. La guerre a amené à multiplier les promesses, à repousser vers la paix le moment où l'on va prendre des décisions concrètes.

Deux choses sont donc claires **dès 1916** :

- La défaite de l'Empire Ottoman signifierait sa chute (après 500 ans d'existence)
- Tout le monde ne pourra pas être satisfait dans le partage du Proche-Orient.

## **II) Des relations internationales à l'heure de la guerre totale**

**A partir de 1914**, la guerre définit peu ou prou les relations des pays sur la scène mondiale. Il s'agit ici de voir quels sont les modalités des différents types de relations (neutres, ennemis ou alliés).

### a. Quelle place pour les neutres ?

En Europe, les pays neutres sont peu nombreux : l'Espagne, le Danemark, Scandinavie, les Pays-Bas, la Suisse, la Norvège, la Finlande (et l'Albanie mais elle en partie occupée). Hors d'Europe, le seul grand espace qui reste à l'écart de la guerre, c'est le continent Américain (exception : Canada).

#### i. Carrefours et médiateurs

Certains ne doutent pas qu'ils pourraient être des médiateurs pour héberger des négociations entre pays belligérants.

La Suisse a une position centrale sur la carte de l'Europe et des populations qui se partagent entre soutien aux Français et aux Allemands + pays multinational avec une forte pop germanophone + petite pop italophone et francophone. Solidarité entre suisse-germanophone et Allemagne + entre suisse-francophone et France = risque de rupture nationale. Tout cela fait de la Suisse un carrefour diplomatique et un lieu d'accueil des réfugiés et des exilés politiques : les pacifistes français s'y réfugient car ils sont considérés comme hors-la-loi comme Romain Rolland ou des pacifistes allemands (sociabilité internationale particulière). Ces personnes peuvent se rencontrer dans certaines villes. Les deux camps envoient de manière officieuse des représentants non-officiels de l'État pour mener des négociations (autour des deux ambassades à Bern → plusieurs tentatives de dialogue). Cela prépare la Suisse à devenir le lieu où sera établie la Société des Nations.

Les États-Unis se perçoivent au départ comme un médiateur possible dans la guerre, pour éviter d'importer le conflit européen sur le continent, pour préserver l'unité de la population américaine (migrants d'origine italienne, allemande, britannique → pression de ces communautés pour l'entrée en guerre dans l'un des camps, communautés germaniques plus que les autres). Entre 1915 et 1916, le Président Wilson multiplie l'envoi d'émissaires en Europe comme le colonel House qui est le bras droit de Wilson dans son projet de paix, pour engager un dialogue voir des négociations (tour des capitales européennes). La dernière offre de paix publiée par Wilson date de décembre 1916 : échec (pays de l'entente réclament la dissolution de l'empire austro-hongrois).

Le Pape et le Vatican souhaitent aussi être des acteurs pour la paix. Benoît XV est arrivé à la tête de l'État pontifical au début de la guerre en septembre 1914, et a tout de suite publié une encyclique pour la paix (paix entre catholiques autrichien et franco-italiens. Deux pays catholiques mais anticléricaux). Clemenceau traite le pape Benoît XV « pape boche », le voit comme favorable aux intérêts germaniques. Cette allégation s'appuie sur le fait que l'Autriche-Hongrie est le seul État européen de l'époque à être catholique (lien privilégié entre Vatican et Vienne) quand la Russie est orthodoxe, la Grande-Bretagne protestante anglicane, la France anticléricale et l'Italie qui s'est construite contre les États pontificaux. Cela dit, malgré cette méfiance des pays de l'Entente, le pape lance le premier appel en 1915 à une solution négociée à la guerre mais il n'obtient pas de réponse (retour au statu quo). Le 1er août 1917, il exhorte à la paix dans une lettre adressée à tous les belligérants qui constitue le premier projet de paix construit. Elle permet au moins au Vatican de retrouver une place dans les relations internationales qu'il avait perdue avec l'Unification Italienne (1870).

#### ii. Otages ou profiteurs ? Les neutres dans la guerre économique

L'enjeu majeur pour les alliés de l'Entente est ici celui du blocus. En effet, les puissances centrales sont enclavées. Les navires neutres qui ne sont pas dans la guerre se voient ainsi interceptés par les forces britanniques (navires suédois dans la Baltique) ce qui

**dégrade les relations** entre les puissances de l'Entente et les puissances neutres. Le blocus doit donc être maintenu tout en laissant un peu d'air aux puissances neutres pour **éviter qu'elles ne rentrent en guerre du côté de l'Allemagne**. Face à ce problème, les Alliés achètent tout ce qu'il est possible pour **éviter que l'Allemagne soit ravitaillée** (métaux, bois...). On passe d'otages de la guerre à profiteurs.

Ainsi, la guerre peut profiter aux puissances neutres. Les besoins sont alors forts et c'est pour cela que la guerre est **particulièrement profitable pour les nations neutres**. Cette opportunité est particulièrement vraie pour les scandinaves et pour les pays américains et en premier lieu pour les États-Unis qui fournissent des armes aux Alliés et les pays d'Amérique du Sud qui fournissent des matières premières agricoles **vendues à prix d'or** aux puissances européennes ce qui permet à ces pays d'être plus indépendant financièrement vis-à-vis des pays européens ainsi qu'un début d'industrialisation (remboursement des dettes : inversion des rapports de forces entre américains et européens).

### iii. De la nécessité de ménager les neutres

La question principale est celle de la guerre sous-marine qui est notamment menée très précocement par l'Allemagne qui a développé avant **la guerre des sous-marins**. Il s'agit de **couper les liaisons franco-britanniques avec leurs empires coloniaux** (avantage comparatif par rapport aux allemands) → bateaux coulés régulièrement. Néanmoins, des navires d'autres pays naviguent dans l'Atlantique.

**Le Lusitania** qui est un navire civil britannique est notamment coulé en **mai 1915**. **Parmi les victimes on compte beaucoup d'Américains** (128 sur les 1000 victimes au total). Cet incident est vu comme une attaque contre les États-Unis et aboutit sur un avertissement à l'Allemagne par ces derniers. **Guillaume II** décide alors de restreindre la guerre sous-marine. **Fin 1916, début 1917, le pouvoir central reprend la guerre sous-marine à outrance** (hausse des pénuries, guerre s'éternise → vu comme une nécessité). **Février 1917, Guillaume II** ordonne la **guerre sous-marine à Outrance**. L'entrée en guerre des États-Unis est prévue mais les estimations allemandes prévoient la victoire avant que l'entrée en guerre américaine soit effective. **Les États-Unis rentrent ainsi en guerre en avril 1917**. S'ensuit **l'entrée en guerre du Brésil** en **octobre 1917** (après que des paquebots brésiliens aient été coulés).

### b. Penser le fonctionnement des alliances

Empire centraux : relations hiérarchisées. Du côté de l'Entente, les relations sont plutôt équilibrées du fait d'une **interdépendance des puissances concernées**. La Royal Navy organise le blocus sur l'Allemagne tandis que les Russes tiennent le front Est et les Français tiennent le front Ouest. Une sympathie nouvelle se met en place entre Russes et Britanniques mais aussi entre Britanniques et Français (image positive des « poilus » quand les Français sont admiratifs de l'efficacité de la Royal Navy). Place de l'Italie particulière.

### i. Comment coordonner l'effort de guerre ?

Il s'agit de **rationaliser l'organisation de la guerre sur le plan économique**. **Jean Monnet** s'occupe alors de la coordination logistique de l'effort de guerre. En 1916, il est nommé responsable de la **coordination des ressources alliées** et s'occupe donc de la coordination des ressources qui proviennent des empires coloniaux français et britanniques (organisation de **comités techniques**).

Il y a aussi la **question financière** qui reste importante pour tenir dans la guerre. **Jusqu'à fin 1916**, l'essentiel du financement de la guerre est assumé par la Grande-Bretagne qui prête à

tous ses alliés pour soutenir l'effort de guerre (1916 : 700 millions pour la France). Dès 1915, **la France se tourne vers les États-Unis pour contracter des emprunts**. Les Britanniques finissent par devoir s'endetter envers les États-Unis. Cela **créer une solidarité** de fait puisqu'en cas de défaite des Alliés, les États-Unis ne verraient pas les intérêts revenir sur le continent américain. Réseau croisé de dettes.

Question militaire : Pendant la grande majorité de la guerre, les armées alliées sont sous un commandement propre à cause notamment d'une problématique de **prestige national**. La défection russe en **octobre 1917** pousse néanmoins les Alliés à mettre en place une **coordination Franco-Britannique puis un commandement unique** sous l'autorité du **général Foch** en mars 1918 (choc majeur) + novembre 1917 création du conseil supérieur de guerre interallié (décisions en commun). Son commandement s'étend ensuite à l'armée américaine.

- ➔ Coordination de l'effort de guerre inédite (nécessité de mobilisation totale de la manière la + efficace possible : humaine, économique, militaire). Sert d'appui à la SDN de 1920, dessin des bases de ce système via les relations Paris/Londres/Washington

### ii. « Alliés » ou « associés » ? : les effets de l'entrée en guerre américaine sur l'Entente

**Les Américains n'entre pas dans le cadre de l'Entente**, ils sont associés à l'alliance européenne. L'entrée en guerre Américaine tient aussi à l'interception **du télégramme Zimmermann** par les britannique (rédigé par l'Allemagne à l'intention du Mexique, pour mener une guerre contre les États-Unis).

Ils **refusent encore la signature des accords interalliés** comme l'accord de Londres du **5 septembre** (interdiction d'une paix séparée, décision ensemble) et sont donc associés à l'Entente. Ils n'ont **pas de buts de guerre similaires** aux autres forces de l'Entente. Ne prennent pas part aux annexions territoriales prévues par les européens (vision du partage de l'empire ottoman différente de celle des européens : Wilson veut une Arménie et un Kurdistan indépendants). Ainsi donc, **aucun des mécanismes d'effort de guerre ne sont adoptés par les États-Unis** ce qui fait que l'Entente perd un peu de cohérence mais y gagne en termes financiers et économiques.

- ➔ Change l'organisation de l'Entente : seul le but de victoire sur les empires centraux est commun.

### iii. La solidarité interalliée à l'épreuve des révolutions russes

Elles **amènent à briser l'accord de Londres sur la paix séparée** puisque dès 1917, les autorités russes demandent la paix à l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Dès 1916, la guerre est de **plus-en-plus populaire en Russie** du fait d'un **ravitaillement difficile** notamment. Paris et Londres ont alors peur de la défaillance du front Est. France et Grande-Bretagne vont ainsi essayer de renflouer et de ravitailler les forces russes pour pallier à cela. Après la chute du tsar en **mars 1917**, **les autres forces de l'Entente envoient des diplomates** pour essayer de faire en sorte que le nouveau gouvernement bourgeois russe d'alors tiennent le front Est + France et GB reconnaissent immédiatement ce nouveaux gouvernement. Après la révolution bolchevique d'Octobre (novembre dans le calendrier grégorien), le **8 novembre**, la Russie publie le **décrets sur la paix** : la Russie se pliera à **une paix « sans annexion ni indemnité »**. Le **21 novembre**, **Trotsky propose une paix négociée à tous les belligérants**.

A la fin du mois de novembre, les bolcheviques **publient tous les traités secrets signés par le tsar** (on apprend que les accords de Saint-Jean de Maurienne seront difficiles à tenir) ce

qui achève d'excéder les Français et les Britanniques. Les bolcheviques **répudient ensuite les dettes du tsar** en janvier 1918.

A la fin de l'année 1917, les **Allemands et les Autrichiens acceptent l'armistice** puis la paix avec la Russie bolchevique courant **mars 1918** (accords de Brest-Litovsk).

→ Développement d'une forme de **croisade de la démocratie** (+ de cohérence idéologique avec la défection Russe).

### c. Sonder l'ennemi est-il possible ?

Le **principal lieu de relation avec l'ennemi est évidemment le front**. Cela ne signifie cependant pas que l'on ne discute pas entre ennemis (épisode de fraternisation combattantes). Contacts officieux demeurent (gagnent en importance avec la prolongation de la guerre). **A partir de 1916 et 1917, les dialogues entre belligérants débutent.**

#### i. Les tentatives de dialogue entre les deux camps

Les villes où sont présents des représentants des pays ennemis sont rares. Des contacts s'y nouent comme à Berne ou à Oslo (anciennement Christiana). La première tentative est **l'affaire Briand-Lancken** (**Lancken** étant le représentant des forces allemandes en Belgique, **Briand** chef du gouvernement Français). Une **correspondance débute** (c'est une femme qui permet ces échanges et chargée d'organiser la rencontre) sous l'impulsion de **Lancken** entre les deux hommes et prévoit une **rencontre sur le sol belge ou français** mais la chute de **Briand** au profit de **Clemenceau** met un terme à ces négociations. Il y aussi une **tentative de médiations** entre **Charles Ier** (conscient des faiblesses de l'Empire, s'appuie sur 2 de ses beaux-frères : Sixte et François-Xavier qui appartiennent à une grande famille aristocratique européenne, tous deux dans l'armée belge) et la France **à partir de mars 1917**. Adresse des lettres à **Pointcarré** via ses beaux-frères. Cet échange de correspondance va loin mais **Clemenceau** s'oppose encore une fois à cette médiation et la fait échouer en 1918.

#### ii. Cibler le maillon faible vers une paix séparée

Il s'agit d'essayer d'amener le maillon faible du camp adverse à une paix séparée et affaiblir l'ennemi. Le Royaume-Uni entreprend, à l'automne 1917, de **conclure une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie** en rencontrant des représentants de l'empire central à Genève. Les Franco-Britanniques proposent alors de **garantir l'intégrité de l'empire Austro-hongrois** à la fin de la guerre si une paix séparée était conclue. Les Alliés n'avaient pas nécessairement envie de beaucoup affaiblir l'empire Austro-hongrois car ils considéraient à l'époque qu'il permettait de limiter l'influence germanique en Europe centrale et de l'Est. Cette négociation échoue car **l'Italie fait pression sur ses alliées pour qu'ils arrachent la cession des terres Irrédentes.**

Finalement, **la ligne de front n'a jamais été une division diplomatique** totale entre les deux camps. Aux vues des efforts inouïs consentis par les populations, la paix de compromis ou sans défaite claire de l'un ou l'autre des deux camps semblait sans doute difficile à envisager. **A la fin de l'année 1917, on est de plus-en-plus convaincus que l'issue du conflit se jouerait sur le champ de bataille.** Les acteurs sont alors conscients que la guerre ne peut plus durer éternellement. **Dès 1916, on commence à penser la sortie de guerre et les façons de l'envisager.**

### III) Quelle sortie de guerre ?

A côté de la précocité de l'affirmation des buts de guerre, il faut attendre encore pour avoir **des projections de la part des belligérants sur la paix et la sortie de guerre.**

#### a. Plans de paix en temps de guerre

On a notamment **deux plans de paix relativement précoces**. Le premier est celui du **socialisme européen**

##### i. De Zimmerwald (septembre 1915) à Kiental (avril 1916) : appels à la paix et recomposition de l'internationale socialiste

La IIe Internationale avait, avant 1914, affirmé sa volonté d'une grève générale en tant de guerre. Néanmoins, cette position est **mise à mal à l'entrée en guerre** : les socialistes votent les crédits de guerre voire rejoignent les gouvernements durant la guerre (France : deux ministres socialistes entrent dans l'union sacrée). C'est analysé comme une **faillite de l'Internationale communiste**. Cela dit, on peut noter des exceptions et une évolution : les socialistes italiens refusent de voter les crédits de guerre ; en Allemagne, **Karl Liebknecht** est le premier député socialiste allemand à voter le refus du renouvellement des crédits de guerre (décembre 1914). Son exemple est suivi par d'autres hommes politiques socialistes : France, Allemagne, Russie (en exil car socialisme non-autorisé). Dans cette logique et ce climat de débat au sein de l'Internationale, **ceux qui dénoncent cette évolution du socialisme se structurent en temps de paix.**

Le moment clé est la **conférence de Zimmerwald** en septembre 1915. Les points importants de la conférence de Zimmerwald sont (manifeste de Zimmerwald) :

- La guerre est associée à une manifestation de **l'exploitation des prolétaires par les capitalistes**. Cette guerre capitalise utilise le sang des travailleurs.
- Refus de la solidarité nationale avec les exploités (considérée comme une coquille vide), **défense d'une solidarité de classe**.
- Appel à la paix, à une paix blanche qui doit être servie par la solidarité des prolétaires (« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* »).

On parlera après la guerre de « zimmerwaldiens », ce qui est considéré comme une fierté pour une partie de la gauche européenne. On discute aussi en coulisses d'une **refondation de l'Internationale communiste**. Il y a une seconde conférence en Suisse, à Kiental. On y discute d'une **refondation de l'Internationale communiste** où les Russes sont très présents et à la manœuvre : **Lénine, Trotski...**

→ 3<sup>ème</sup> internationale plus tard, avec le Komintern.

##### ii. La « Résolution pour la paix » du Reichstag allemand (juillet 1917)

Appel à la paix : **Résolution pour la paix**, votée par le Reichstag (parlement élu démocratiquement mais qui ne pèse pas sur le gouvernement allemand dans le système impérial) allemand en juillet 1917 :

- Contexte de crise institutionnelle marquée par le fait que l'Etat Major prône de plus en plus le pas sur le pouvoir civil (chancelier, gouvernement). Plus la guerre avance, et **plus les militaires dirigent l'Allemagne**, mettant à l'écart le gouv civil et le parlement.
- Dans ce contexte, le parlement vote le 19 juillet 1917 une résolution sur la paix qui ne remet pas en cause la justesse de la guerre allemande. Par contre, elle appelle

l'Allemagne à initier une paix négociée en affirmant que « *le peuple allemand n'est pas mené par le besoin de conquête* », et donc qu'il est temps de mettre terme au désastre.

- Cette résolution est votée par le parlement, mais sans effet immédiat : Etat major, gouv et empereur refuse la proposition. Mais elle fait **émerger une majorité parlementaire**, fait apparaître le parlement dans le paysage politique = **ligne divergente des autorités militaires**.
- Milieu 17 – automne 1918 : montée en force du parlement, **logique parlementariste**. Cette logique l'emporte à l'automne 18 (modif institutionnelles + révolution du 9 novembre qui renverse l'empire).
- Révolution + Weimar = on retrouve à leur tête les hommes qui étaient à l'origine de la Résolution pour la paix
- Contribue à modifier le paysage politique en Europe, et à l'intérieur de l'Allemagne. Cependant, les deux n'amènent pas la paix.
- Il faut attendre la révolution Russe pour voir un premier belligérant sortir du conflit.
- Paix Brestlikov : avertissement sévère pour les autres (si on perd la guerre, ça va coûter cher).

### **b. Malheur au vaincu : l'avertissement de Brest Litovsk**

Deux révolutions ont lieu en 1917 en Russie, une première révolution bourgeoise en février et une bolchevique en octobre. C'est à la suite de la seconde révolution **que la Russie sort de la guerre**. Après un « **décret sur la paix** » début novembre 1917 (**Trotsky**), la Russie parachève sa sortie de guerre. Le 21 novembre, les Russes proposent un **armistice** aux ambassadeurs étrangers (accepté par les empires centraux mais refusé par l'Entente). S'ensuit le début de **négociations à Brest-Litovsk** et la **signature d'un armistice** en décembre 1917 et enfin la signature du traité de paix en mars 1918. Double prix à payer :

- La Russie est vaincue et doit payer le **prix de cette défaite** : contrainte à la paix (chaos totale : mutinerie généralisée de son armée, émeutes et mvmt révolutionnaires, guerre civile). Son état de faiblesse est extrême au moment des négociations pour la paix, elle n'a donc rien à faire valoir dans les négociations, elle est en position de faiblesse. Tous les **territoires perdus par la Russie sont établis comme des États sous influence allemande** (perte de l'Ukraine, la Pologne Russe, Finlande). Si elle refuse ses clauses, les belligérants la menace de reprendre le combat. Accepte le 23 février, signe le **Traité de Brest-Litovsk**. + perte de certains territoires au Kokase au profit de l'Empire Ottoman. Elle doit aussi s'acquitter d'une **indemnité de guerre de 94 tonnes d'or** (somme qu'elle n'a pas à l'époque).
- La Russie doit aussi **payer le prix de la défection** : ses anciens alliés sont furieux. Immédiatement, les **alliés dénoncent le traité de Brest-Litovsk** (considéré comme nul et non avenu, ils ne le reconnaissent pas : illégal à cause du traité de Londres de 1914, pas le droit de signer une paix séparée). Les Franco-britanniques organisent un **débarquement dans le nord de la Russie pour aider les blancs** (partisans du Tsar) contre les rouges, restent jusqu'en 1920. C'est fort symboliquement : effet direct. Paradoxalement, la Russie n'est **plus en guerre contre ses anciens ennemis** mais le gouvernement bolchevique se retrouve en **guerre contre les anciens alliés** de la Russie. Cela n'enjoint pas les autres pays à négocier la paix. Elle donne aussi le ton de la paix qui apparaît comme devant être une **paix des vainqueurs, une paix très dure pour les vaincus** (Espoir avec Wilson que les EUA changent la donne).

### **c. La diplomatie wilsonienne viendra-t-elle bouleverser la sortie de guerre ?**

Les États-Unis entrent en guerre en avril 1917. Elle correspond à une **politique répondant à ses intérêts nationaux** (défense contre la guerre sous-marine, remboursement des dettes...). Il faut aussi noter que cette **guerre a été largement vendue à l'opinion publique** américaine sous un autre angle, popularisée par l'administration Wilson comme une **croisade pour la démocratie et la liberté** (remplir la mission « naturelle » des EUA sur la planète). Il dénonce les empires autoritaires du centre qui ne sont pas démocratiques. Cela a des effets concrets puisque les États-Unis expriment dès leur entrée en guerre que leur but de guerre n'est pas la conquête d'un quelconque territoire. Les EUA ne mènent **pas une guerre de conquête**. Les principes défendus avec cette guerre sont formulés dans les **14 points de Wilson** : 8 janvier 1918, discours au congrès, énumère en 14 points son programme pour la paix :

- **Diplomatie ouverte** (plus de négociations à huis-clos)
- **Liberté des mers** (libre-circulation, notamment des marchandises : moins de tensions liés aux échanges économiques)
- **Réduction des armements**, la paix doit permettre l'abaissement des barrières commerciales (pour mieux garantir cette paix). 1910-1914 : course aux armements RU vs ALL (vu comme une des raisons du déclenchement du conflit).
- Il **aborde aussi des situations géographiques tendues qui doivent être réglées** selon lui en tenant compte de l'avis des populations qui vivent sur ces territoires (Alsace Moselle, Pologne, accès à la mer de la Serbie...).
- Appel à la création d'un **organisme international** qui permettrait de régler pacifiquement les contentieux (en découle la **création de la SDN** en 1920, mais pas nouveau).

Il n'est posé **ni part le principe de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes**. Wilson est assez prudent, notamment sur la question coloniale (ses alliés sont les 2 grands empire coloniaux : il parle de règlement de la question coloniale à la satisfaction de tous les partis). Marque une inflexion nette dans le programme de paix que la fin de la guerre peut développer.

Ce discours est complété par le **discours de Mount Vernon**, prononcé le jour de la fête nationale américaine. Reprises des principes des 14 points. Ajoute 2 éléments :

- **Demande une conférence** (tribunal public, au vu des populations) RATTRAPER.
- Il ajoute en réalité l'objectif de la **suppression de tout pouvoir arbitraire**. Il ne projette donc pas de négocier avec les pouvoirs autoritaires des grands empires centraux.

Ces déclarations successives du président américains suscitent des **espoirs** parmi ceux qui voient pointer la défaite : on pense pouvoir **obtenir une paix plus clémente** avec l'appui des américains (voix différente de la voix Européenne).

#### d. Les armistices à l'origine d'un malentendu ?

##### i. Echange de notes germano-américaines (octobre – novembre 1918)

Echanges entre l'Allemagne et les EUA durant le mois d'octobre 1918. A la suite des offensives violentes de l'été 1918, Allemagne dans une situation délicate. Autorités allemandes savent que les militaires sont sur le point de craquer + crise politique en Allemagne. Le 5 octobre 1918, le **nouveau chancelier allemand (Max de Bade)** envoie une **courte note au président américain** pour des négociations (Cf. diapo). Début d'un échange de note qui va durer tout au long du mois d'octobre.

**Wilson** répond de manière assez sèche (reste ouvert) et **pose des conditions dures (évacuation des territoires occupés, démocratisation et parlementarisation du régime)** qui doivent être acceptées avant même que les États-Unis n'évoquent cela devant leurs alliés. Contraints et forcés, les Allemands mettent en place de nouvelles institutions. Une **nouvelle Constitution** est rédigée entre octobre et novembre 1918. La dernière note du gouvernement

américain date du 5 novembre 1918. Elle annonce que **les Allemands peuvent demander au maréchal Foch l'établissement d'un armistice**. Idée de base de la paix restent les 14 points, espoir d'une sortie de paix plus douce que si on s'adresse au Français et RU.

Le 9 novembre, la **révolution éclate en Allemagne**, **Guillaume II** démissionne et les nouvelles institutions sont balayées. Se pose alors la question de savoir si les **conditions négociées de l'armistice sont toujours valables**. Ce nouveau gouvernement de la république allemande envoie un délégué à Rethondes (forêt de Compiègne) pour **signer l'armistice**. Les Allemands cultivent l'idée d'une paix clémente puisqu'ils n'ont pas vécu les combats sur leur sol.

(cf. notes diapo)

## ii. Débats interalliés sur les armistices

+ négociations entre alliés qui montre que leurs visions de la paix sont différentes (stresse encore plus les allemand). **Wilson** prévient ses alliés de ces négociations très tardivement. Wilson leur envoie les notes et leur demande leur avis : Franco-britanniques veulent sortir de la guerre. Paris et Londres tombent d'accord sur les conditions négociées mais en ajoutent :

- **Libertés des mers remise en cause** (sujet à différentes interprétations, les alliés se permettent d'en récuser certaines): britannique veulent assurer la suprématie de leur marine sur l'ensemble des mers de la planète.
- Les territoires occupés doivent être **évacués, libérés et restaurés** (nécessité de remise en état des territoires dévastés (Français : dommage sur le territoire + réparations).

**Wilson accepte ces deux nouvelles conditions** mais on voit bien que les **priorités ne sont pas les mêmes en France, au Royaume-Uni et en Amérique**. Débats notamment autour des stratégies militaires au sein de chaque pays, sur la question de savoir **jusqu'où poursuivre l'effort de guerre** (poursuivre jusqu'en Allemagne (argument : être en position de force pour négocier) ou saisir la première occasion de faire la paix). Le principal débat au sein de l'Entente est de savoir s'il faut pénétrer sur le sol allemand. Certains veulent aller jusque Berlin pour être dans une condition de force. D'autres défendent la proposition d'armistice. Finalement, **la décision est prise de ne pas aller jusqu'à Berlin**.

## iii. Les conditions d'armistice : un état d'attente

Les 3 empires centraux s'effondrent rapidement : Le premier **armistice est celui de Moudros** (30 octobre 1918) et qui concerne le front ottoman. Suit **l'armistice du front des Alpes** (Villa Giusti, 3 novembre 1918) entre l'Italie surtout et l'empire Austro-hongrois et enfin **l'armistice de Rethondes** le 11 novembre 1918.

Les trois sont prévus pour 6 mois et les **clauses sont dures** et similaires pour les 3, afin d'empêcher les empires de reprendre le combat : **maintien du blocus, occupation de certains territoires par les vainqueurs**, obligation de **livrer du matériel militaire** (notamment artillerie). Dans l'empire Ottoman, ces clauses ont des conséquences rapides (britannique débarquent dès novembre en Constantine, Français débarquent dans le civil : Damas pris par l'Allemagne) puisque les alliés vont **occuper et donc se partager des territoires**. L'armistice est à peine signée, que tout le monde débarque pour faire valoir ses droits (on sait que les promesses faites sont contradictoires, volonté d'être sur place).

Ces armistices **stoppent les combats**. Cela ne veut pas dire que l'on arrête de se battre en Europe pour autant : **guerre civile en Russie, en Finlande, en Irlande** (répression britannique, attaque sanglante de 1916)... + armistice provisoire de 6 mois en attendant de négocier un traité de paix.

## Conclusion

Même si les conditions de paix sont dures, le contexte militaire notamment pour les nations vaincues laisse penser les vaincus qu'ils vont pouvoir peser un minimum dans les négociations d'autant plus qu'ils ont pu constater des dissensions au sein de l'Entente.

- Allemagne restée inviolée (sauf retrait Alsace Moselle)
- Pas un soldat alliés sur le territoire allemand
- Allemagne en voie de démocratisation

→ Espoir pour les vaincus d'avoir leur mot à dire dans les négociations.

Année 18 : soulagement dans toute l'Europe, même si les troupes coloniales sont les dernières troupes démobilisées.

Armistice signé le 9 novembre 1918, fin des combats rapide (sauf échange de combat le 11 et 12 novembre : info passe trop lentement)

Division vainqueur/vaincus : fin des combats figent des RI en 2 camps.

L'ordre mondial n'est en rien fixé, frontières non déterminées. Espérance pour la suite à la hauteur du prix payé par la population.

## CHAPITRE 2

### A la recherche d'un nouvel ordre mondial (1919-1924)

Fin de la guerre : 9 millions de morts, territoires dévastés. Après la signature de l'armistice, on a déjà des troubles politiques partout en Europe notamment en Allemagne et en Russie (deux empires effondrés). Au moment où les combats se terminent, tous les observateurs s'accordent à dire que **le système d'avant-guerre s'est définitivement effondré** (système Viennois), il faut donc le repenser. C'est le **but de la Conférence de la Paix** ouverte à Paris en janvier 1919, soit seulement deux mois après les armistices. Elle siège jusqu'à la fin de l'été 1920 et prétend poser les **bases durables du nouvel ordre mondial** voulu (assurer une paix durable, éviter une nouvelle catastrophe). Les années qui suivent la conférence montrent qu'il est tout de même **difficile de retranscrire les volontés de cette conférence et de tout ce qui avait été fait dans le compromis** lors de ladite conférence. Cet « **ordre versaillais** » est **très vite contesté** partout et il d'autant plus mal défendu que ceux qui le défendent sont eux aussi très divisés. Les querelles se multiplient. Loin d'avoir trouvé les bases d'un ordre stable, au moins jusqu'au milieu des années 20. **Le monde semble en fait vivre plutôt un après-guerre qu'un véritable retour à la paix.**

#### I) La conférence de la Paix et les traités : redessiner la carte du monde pour « moraliser » les relations internationales ?

**Wilson**, avant la guerre, avait **demandé une paix devant l'opinion publique**, conclue aux yeux de tous. C'est à ce chantier que l'on s'affaire après la signature des armistices. Très vite, on pense à Paris pour organiser la conférence par le fait que la France a été très touchée par la guerre. Vague de francophilie dans les population britanniques et américaine admiratives de l'effort poilu.

**Wilson** dit dès le départ qu'il **participera sur toute la durée à la conférence à Paris** : il s'agit d'un fait rare pour un président américain. **Wilson** devient **extrêmement populaire** en France (« *Wilson mania* », américanophilie). La conférence s'ouvre le **18 janvier 1919** à

Versailles en référence à la proclamation de l'Empire Allemand du 18 janvier 1871 dans la galerie des glaces.

### a. Le déroulement de la conférence : sous la baguette des grands

Cette conférence de la paix est une entreprise diplomatique comme on en a jamais vu, et s'inscrit dans la lignée des grands congrès historiques qui ont fondé l'Europe (congrès de Vienne en 1815). Ambition mondiale, vise le « congrès des nations » (presse de l'Epoque cf. diapo). La grande différence entre la conférence de Paris et le Congrès de Vienne par exemple, c'est que celle-ci prend une dimension mondiale et qu'elle se passe sous les yeux de la presse contrairement aux précédentes réunions à propos de la paix.

#### i. Un grand-messe mondial

**Vingt-sept États sont présents** lors de la conférence et sont issus de **tous les continents**. Promesse que chacun pourra présenter ses objectifs. Cependant, il s'agit uniquement des États ou prétendants à la création d'un État qui sont les **vainqueurs de la guerre**. Cela veut dire que l'Allemagne n'en fait pas partie, ni même la Russie. Les concepteurs de la conférence jugent en effet qu'il est difficile de se mettre d'accord à vingt-sept et décident de **se mettre d'accord entre vainqueurs avant de négocier avec les puissances vaincues**. La France étant la puissance accueillant la conférence, **Clemenceau** est désigné **comme président de la conférence** et a donc le pouvoir de fixer l'ordre du jour. La conférence se divise en de **multiples commissions qui s'attellent à régler des problèmes précis** comme les frontières dans les Balkans. **Des experts font d'ailleurs partie de certaines de ces commissions** tout comme des représentants de tous ceux qui ont des intérêts dans les différentes questions traitées (ethnographes, géographes, linguistes, historien...). Fonder les décisions sur des réalités scientifiquement validées. Tous les représentants des nations doivent être entendus dans ces commissions.

Très vite cependant, **l'organe décisionnel se forme autour des grandes puissances vainqueurs** : la France, le Royaume-Uni, le Japon, l'Italie et les États-Unis, qui forment le **conseil restreint**. Au début on parle de « conseil des 5 ». Les questions intéressant le Japon étant vite réglées, les nippons se mettent en retrait de la conférence rapidement. On parle alors de « Conseil des quatre » puis de « Conseil des trois » après que l'Italie a claqué la porte de la conférence, mécontente de son sort. **Clemenceau, Lloyd George et Wilson** sont les **trois personnalités qui jouent un rôle important dans la conférence**. Il s'agit, d'une certaine manière, de **personnalités très différentes** de par leur génération, de par leur expérience de la guerre aussi (= **choc des personnalités**, expérience de guerre très différentes selon leur pays). **Keynes** en parle notamment dans *Les Conséquences économiques de la Paix* (1919) : fait le portrait des 3 protagonistes en opposant leur caractère et leur personnalité (cf. diapo).

Oubli rapide du tribunal de l'opinion : Malgré les promesses d'une diplomatie ouverte, les **principales décisions se prennent à huis-clos** entre **Lloyd George, Clemenceau et Wilson**. La **presse est largement tenue à l'écart** tout comme les **représentations nationales** (parlements représentants la nation) :

- **Clemenceau** se fait **voter une confiance** de la part de la Chambre ce qui lui évite d'avoir à rendre des comptes. Pendant tout le déroulement de la conférence, il ne tient ni l'état-major, ni les ministres, ni le parlement de ce qu'il se passe. Le Président de la République, **Poincaré**, ainsi que **Foch** ou l'état-major sont particulièrement **remontés contre ce vote de confiance** du Parlement.

- Au Royaume-Uni, **Lloyd George** gagne les élections juste avant la conférence ce qui lui donne une **légitimité renforcée** juste avant la conférence (pas besoin d'en référer constamment à son parlement).
- Du côté américain, le Congrès n'est pas plus introduit que ses homologues européens ce qui **fragilise quelque peu la position du Président Wilson** lors de la conférence. Sentiment d'un fossé qui se creuse entre Wilson et l'opinion publique américaine, et plus précisément le congrès américain (rejet des négociations pas le Congrès en 1920).

## ii. Le contenu des débats : promesses incompatibles et visions contradictoires

Dans les premières semaines, la conférence tourne à un **défilé des représentants des différentes nations qui revendiquent quelque chose**. Il s'agit donc de représentants des nations des Balkans, des populations arabes, etc. On se rend cependant compte **que les promesses faites par l'Entente sont difficiles à tenir**. Le cas le plus criant en étant celui de l'Italie.

En effet, les **États-Unis ne se sentent pas engagés par les promesses faites à l'Italie** dans le traité de Londres (prévoyant de donner les terres Irrédentes, côtes adriatiques à l'Italie). Les États-Unis et la France sont plutôt **réticents à donner l'intégralité de ces terres Irrédentes** à l'Italie et préféreraient la **construction d'un État slave** puissant et ayant accès à la mer (récompenser le tribut de la Belgique, de la Serbie). **L'Italie quitte la conférence** le 4 avril 1919. Cela contribue à créer la rhétorique de la « **guerre mutilée** » reprise par l'extrême droite italienne dès 1919. A partir de 1919, les **mouvements nationalistes « prennent les choses en main »** (les négo ne tournent pas en leur faveur). Cas de **Gabriele d'annunzio**, qui, à la tête d'une milice paramilitaire (nationalistes Italiens) décide de mener **l'épopée de Fiume**, épisode durant lequel des partisans d'extrême droite vont occuper la ville de Fiume (actuelle Croatie). Il y établit une **dictature personnelle** pendant 1 an dans cette ville, qu'ils veulent rattacher à l'Italie (cf. article *Le Monde*).

En Europe centrale, même type de problème (multiplication des frontières et des nouveaux états) : les territoires des vaincus vont servir à « **récompenser** » **les puissances vainqueurs**. Certaines nations obtiennent ainsi des États et donc des territoires. **Création de la Pologne et de la Tchécoslovaquie**. Cependant, certains **territoires sont cause de tensions** comme le bassin de Teschen qui attise les tensions entre Tchécoslovaquie et Pologne. Elles ont pourtant a priori toute les raisons d'être dans le même camp : problème majeur entre elles et leurs alliés (France notamment). Pour ce qui est du Moyen-Orient, il y a aussi des complications : **création d'un état arabe centré sur le péninsule arabique** (Hedjaz). Complicé pour les territoires proches-orientaux promis de multiples fois. Son reçues des délégations syrienne, libanaises, irakiennes. Rien n'est décidé sur ces territoires (ambitions des FR et des RU). Décisions remises à plus tard → excite les frustrations. L'État du Hedjaz ne parvient pas à contenter les populations arabes de la région puisqu'il est jugé trop petit en comparaison aux promesses faites lors du conflit.

Les négociations de 1919-1920 créent **différentes grandes visions des relations internationales** :

- **Du côté français**, la priorité absolue tient en un mot : « **sécurité** ». Cela signifie donc **affaiblir l'Allemagne pour éviter une 3e invasion** allemande en l'espace de moins d'un demi-siècle. Pour se faire, elle souhaite créer des États à l'Est de l'Allemagne pour s'allier avec eux contre l'Allemagne si besoin (se rapproche des états slaves : Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, pour encercler l'Allemagne d'une alliance solide (c'est pour ça que le conflit entre

Tchécoslovaquie et Pologne l'embêtent). **Clemenceau** souhaite aussi obtenir une **garantie de la frontière franco-allemande** et veut au départ créer un Etat-tampon entre les deux pays mais doit vite y renoncer. Il obtient néanmoins une **occupation militaire de l'Allemagne**.

- **Du côté britannique**, les frontières ne sont pas la priorité. D'autant plus que la question préoccupant le Royaume-Uni est déjà réglée puisque **l'Allemagne a livré sa flotte à la Royal Navy**. L'inquiétude d'une concurrence allemande sur les mers disparaît de fait. La diplo britannique retrouve son dogme habituel, celui de l'équilibre européen. Le Royaume-Uni souhaite donc **éviter une hégémonie de la France** sur le continent européen (1<sup>ère</sup> armée du monde, crainte d'une Europe Française). Il s'agit de ne maintenir des contrepoids à la puissance française.
- **Pour ce qui est des États-Unis**, **Wilson** est à Paris pour défendre les intérêts américains et notamment les intérêts financiers, l'enjeu étant pour **Wilson** de garantir le **remboursement des dettes** européennes. **Wilson** s'accroche davantage à ce que le **respect du principe des nationalités** soit respecté et se refuse aussi à créer des États trop petits qui seraient potentiellement « dévorés » par de plus grands États. Il veut des États viables. La combinaison de ces 2 principes amène à redessiner la carte euro avec des États plurinationaux (ex : Tchécoslovaquie : au lieu de faire deux États vulnérables, on en fait 1 plus fort → compromis entre État Nation pur et viabilité des États). Cela explique la création du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovaques (Yougoslavie). Volonté de création d'une Arménie et d'un Kurdistan. Sa priorité des priorités est aussi la **création d'une Société des Nations** (paix par le droit)

Sécurité française, équilibre Britannique et nouvelle pol internationale EUA : explique que ces traités semblent inaboutis, incohérents, bancals → compromis permanent entre ces 3 visions.

## **b. Les traités de paix et la nouvelle carte du monde**

### **i. Les cinq traités de paix**

La conférence débouche sur 5 traités : Versailles (concernant l'Allemagne, datant du 28 juin 1919) ; Saint-Germain-en-Laye (concernant l'Autriche, datant du 10 septembre 1919) ; Neuilly (concernant la Bulgarie, datant du 27 novembre 1919) ; Trianon (concernant la Hongrie) et Sèvres (empire Ottoman). Un traité pour chaque vaincu.(cf. Diapo tableau)

3 mêmes lignes directrices dans chacun de ces traités :

- **Tous ces traités prévoient des pertes territoriales** (au profit des vainqueurs ou des nouveaux États)
  - De ce point de vue, celui du Trianon est le plus dur puisqu'il prévoit que la Hongrie perd une très large part de son territoire (les 2/3), au profit de la Tchécoslovaquie, la Roumanie et le royaume des croates.
  - Le Traité de Versailles prévoit aussi la perte de l'Est du territoire allemand (Alsace Moselle, territoires au profit de la nouvelle Pologne → région de la Prusse occidentale ) et la création de la Pologne et du fameux couloir de Dantzig.
  - La Turquie voit aussi son territoire limité à la partie contre-Nord de l'Anatolie (perte territoires arabes, européen, une partie de ses côtes occidentales à la Grèce et de ses îles cédées à l'Italie, détroit internationalisés et démilitarisés, à l'est création d'une Arménie + territoire prévu pour la création d'un Kurdistan).

- Bulgarie est un des pays qui a été le moins mal traité : perte de son accès à la méditerranée au profit de la Grèce (accès qu'à la mer noire : fermée et contrôlée).
- On trouve aussi le **principe des réparations** dans tous les traités de la conférence. Il s'agit d'un principe relevant **plus de la justice ou de la morale**. Si le principe est nouveau, la pratique ne l'est pas puisque les vaincus devaient déjà payer des tributs de guerre ou des indemnités de guerre. Nouveauté : justification nouvelle, par un principe moral et pas par la loi du plus fort (cf. Versailles : « *justifié par celui de la responsabilité* », l'Allemagne et ses alliés sont « *responsables* », ce qui justifie le principe de réparation). Tous les pays vaincus hormis l'empire Ottoman (trop endetté) se voient ainsi infligé des réparations de guerre. Dans le Traité de Versailles, l'article 231 justifie le principe des réparations mais le montant n'en est pas fixé pour autant. C'est d'ailleurs le gros problème de la conférence : la définition des chiffres des réparations de guerre provoque de grands débats (insolubles).
- Des **clauses politiques et militaires limitant la souveraineté des États vaincus** sont aussi introduites dans les traités. Aucune puissance vaincue n'a le droit de développer une artillerie, une aviation et une marine de guerre, service militaire interdit, pas le droit de maintenir une armée qui puisse procéder à une agression extérieurs, les effectifs des armées (All : 150 000 hommes max) sont limités et certains territoires sont soit démilitarisés, soit occupés (Allemagne et Turquie). (Cf. diapo). **Accompagner la démilitarisation et occupation de certains** (occupation Rhénanie 15 ans avec retrait progressif, démilitarisation de la Rhénanie, interdiction de l'Anschluss (fusion état allemand et autrichiens)). Le Traité de Versailles et soumis, une fois rédigé, à une délégation allemande. La délégation allemande a alors un mois pour formuler des observations. Cependant, il constitue un choc pour les Allemands qui avait accueilli ses soldats de retour comme appartenant à « l'armée invaincue ». Le traité est signé le 28 juin 1919 à Versailles pour la date anniversaire de l'attentat de Sarajevo. La Sarre est détachée pour 15 ans et placée sous mandat de la Société des Nations. La Rhénanie est occupée pour 15 ans et démilitarisée à perpétuité d'après le traité. La fusion de l'Allemagne et l'Autriche est aussi proscrite par les traités. Versailles est un traité dur mais pas nécessairement plus que les autres et répond surtout aux priorités de Clemenceau. **Certaines dispositions du traité sont vues comme humiliantes et vexatoires** par le peuple Allemand ce qui explique la politique extérieure de la République de Weimar largement axée sur la révision du Traité de Versailles (principe de la responsabilité non acceptée en Allemagne). Livraison des criminels de guerre aux alliés → refuse de perdre sa souveraineté au point de ne pas juger elle-même ces criminels. Obsession → révision de ces traités (par négociation, ou méthode plus rude, sans renoncer à l'épreuve de force). Appelé le **révisionnisme**. Traités durs, Trianon, Sèvre et Versailles sont les plus rudes.

Pacte de la société des nations est annexé à chacun des 5 traités, fondateur de la première institution internationale, prétendant incarner une égalité entre petite et grande nation et assurer les bases de la paix, durable (cf. Moodle : texte à étudier).

## **ii. La création de la Société des Nations**

Le pacte de la Société des Nations est en annexe de tous les traités de paix. C'est un texte décisif dans l'histoire des relations internationales puisque c'est la première organisation ayant pour ambition de chapeauter l'organisation des relations internationales. Elle incarne pour

la première fois l'idée d'égalité entre tous les États et l'ambition de faire la paix par l'arbitrage et le dialogue plutôt que par l'épreuve de force. Le pacte de la Société des Nations est une sorte de **règlement intérieur** de la Société des Nations. Siège fixé à Genève, avec un **secrétariat permanent** (1<sup>er</sup> fonctionnaires internationaux, ne dépendent pas de leur pays d'origine, C'est la première organisation internationale à avoir un siège permanent et une administration et la première fois que des agents ne travaillent pas pour une administration nationale).

A Genève se tient L'assemblée plénière a lieu en septembre, une fois par an (réunit l'ensemble des membres sur le principe d'égalité : 1 membre, 1 voix). Fin de l'Idée de concert européen, les 5 grandes puissances qui gère les histoires du monde. On y vote des résolutions sur le principe d'une voix correspondant à un État, quelle que soit sa puissance ou sa superficie. Gardent une place privilégiée : On aussi un **organe directif qui est le Conseil** et donc une instance réduite avec 5 membres permanents (FR, GB, EUA, IT, JAP) et 4 membres tournants. La Société des Nations (abrégé SDN) est au départ un club des vainqueurs puisque les États vaincus sont au départ exclus de cette SDN, en 1919. Pas invités à en faire partir. 1920-21 : invitation de la Bulgarie, 1926 : Allemagne. Une invitation aux États neutres est cependant envoyée dès la création de cette institution. Suscite des attentes, portée par Wilson, laisse les européens relativement sceptiques (Clemenceau, Lloyd Georges). Acceptent pour obtenir des choses + importantes pour eux (armement, notamment). **Les États-Unis sont néanmoins absents à l'ouverture de la première Assemblée Générale en septembre 1920.** Il ne seront jamais membre de la société, alors qu'ils en sont à l'origine. Cela en fait très vite un outil fortement européen et marqué par l'empreinte franco-britannique.

### **iii. La carte du monde profondément remaniée**

Conférence de la Paix est un des rares événements durant lesquels on crée de nouveaux États. **On en créé 9** (inédit, jamais on a créé autant d'Etats en si peu de temps) dont la Pologne, la Finlande (ex-empire tsariste), les États baltes (ex-empire tsariste), La Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Arménie et le Hedjaz + Kurdistan à venir. Dans l'ensemble, le principe des nationalités est respecté, mais Etats viables. + accès à la mer. Cela signifie aussi que des frontières ont été tracées et que des tensions sont aussi apparues. Ces nouvelles frontières et ces traités ont pour conséquence de **diviser l'Europe centrale en deux camps** : les défenseurs de « l'ordre versaillais » (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie et Grèce, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) et les révisionnistes parmi lesquels l'Allemagne, l'Italie ou encore la Hongrie, Bulgarie, Autriche (cf. Tableau Moodle).

La carte du monde est aussi bouleversée à **l'échelle mondiale** puisque l'Allemagne est dépossédée de ses colonies qui sont transférées et placées sous le **système des mandats donc sous la tutelle de la SDN**. Par ailleurs, des anciennes colonies sont données sous mandat de la SDN à des puissances nouvelles comme **le Sud-Ouest africain donné sous mandat à l'Afrique du Sud**, Nouvelle Zélande, Australie (dominions Britanniques) Les mandats sont classés selon des catégories de niveau A, B (peu de diff avec les colonies africaines → Cameroun) ou C (selon la proximité avec une situation d'indépendance, cf. photo, explication par l'article 20). Système qui s'apparente au système colonial, mais le système mandataire, dans ses principes est assez différentes : les mandats sont pensés comme un système d'accompagnement vers l'indépendance (Cf. article 20 SDN).

Principe mandataire : certains y voient apogée de l'empire colonialiste (FR, GB). N'ont jamais été aussi étendus qu'en 1920. D'un autre côté, droit de pétition des pop sous mandat pour exprimer leur mécontentement si besoin. SDN peut annoncer une remontrance au mandataire voir le changer. Le seul fait que ça existe montre que c'est différent de la domination coloniale. Inspire les autres : algériens, marocains, tunisiens → pourquoi pas nous ?

#### iv. Les questions qui restent en suspens

Quatre points principaux sont à noter ici :

- Le premier est celui de la **question de la circulation des produits financiers**. En effet, le montant des réparations de guerre ne sont pas fixés + mécanismes de transfert d'argent et il est aussi difficile de s'accorder sur les montants qui reviennent à chacun et sur les différentes modalités de cette circulation. On sait juste que les vaincus doivent payer. Autre question en suspens → dettes de guerre. Par ailleurs, il n'y a **officiellement aucun lien entre les réparations et les dettes de guerre** qui concernent les Alliés et leurs échanges internes à l'Entente. Les Français (+ Italie, Belgique) font le lien entre les deux en affirmant qu'ils rembourseraient les dettes de guerre une fois qu'ils auraient touché les réparations de guerre de la part de l'Allemagne. Cela **entretient la rancœur des États-Unis** notamment qui réclament très vite le remboursement des dettes de guerre.
- La seconde question qui reste en suspens concerne **des zones sur lesquelles on a pas réussi à s'entendre**. Mise en place de **péliclites d'autodétermination** : votes sont organisés pour que les peuples choisissent à quel État ils souhaitent être rattachés. Cela crée de grandes tensions à cause de disputes et de situations qui sont de fait non tranchées comme en **Haute Silésie** par exemple qui est disputée par les **Allemands et les Polonais**, chacun des deux camps organisant des **stratégies consistant à faire pression** sur la population. + d'autres dans l'Europe de l'Est.
- **L'Europe Orientale** est aussi une des grandes questions qui ne sont pas tranchées par le Traité de Versailles. La **Russie soviétique est la plus grande question de l'Europe de l'Est** : on ne sait pas si les bolcheviques sont véritablement l'avenir de la Russie. Les grandes puissances de la conférence souhaitent donc se protéger de cet acteur pour le moins incertain. Sont donc créés **des États plus-ou-moins grands et puissants pour protéger l'Europe Occidentale** (Pologne et Roumanie bien traités). Cela explique que les États à l'Ouest de la Russie sont particulièrement gâtés par le Traité de Versailles : les États Baltes, la Pologne, la Roumanie et la Finlande notamment. Volonté de résister l'influence bolchévik. Beaucoup voient donc une **œuvre contre-révolutionnaire** dans la Conférence de la Paix de 1919 (vague révolutionnaire en Allemagne, Russie, Hongrie, Italie. Personne n'est capable de dire où s'arrête la Russie (perte territoires avec Brest Litovsk) → frontière est européenne instable.
- **La défection américaine** pose aussi question. Effectivement, après l'épisode de « Wilson-mania », **le Congrès refuse de ratifier les traités de la Conférence de la Paix** d'autant plus que **Wilson** lui-même n'est pas réélu (**Hardin** le bat). Tournant majeur. Le refus américain est un camouflet pour les dispositions de la Conférence de la Paix et ce qui en découle. Ils **considèrent que les réparations de guerre n'ont pas lieu d'être et demandent le remboursement des dettes de guerre** (pour lesquelles ils ne font pas de lien avec les réparations de guerre). **Les Américains ne tiennent donc aucun des engagements de Wilson** durant la conception des traités de paix de la Conférence (promesse de la protection à la France en cas d'agression oubliée).. Ce refus marque un **désengagement américain des affaires européennes** qui pose une **lourde hypothèque** sur la résolution durable de la guerre.

Négociations de paix séparées avec les Vaincus, puisque ne reconnaissent pas Versailles : traité séparé avec l'Allemagne en 1921.

## II) La guerre après la guerre : les périphéries européennes en flammes (1919-1923)

Trois années de guerre ont lieu dans les périphéries européennes et concernent des espaces qui n'ont pas été tranchées par la Conférence de la Paix ou qui ont justement été retouchées (pcq traité n'occupent pas ces espaces ou se sont imposés à ces Etats).

### a. La réveil de la question irlandaise

Au printemps 1916, les indépendantistes irlandais avaient proclamé l'indépendance de l'Irlande et tenté de résister dans la « Pâques sanglante ». Le jour même de l'armistice, des émeutes éclatent à Dublin. Dès le début 1919, les violences reviennent de façon aiguë avec une guerre civile entre irlandais.

#### i. Le déclenchement de la guerre d'indépendance

En décembre 1918, des élections générale sont organisées au Royaume-Uni. En Irlande, le Sinn Féin (parti indépendantiste irlandais) gagne dans la majeure partie des circonscriptions hormis dans l'Ulster. Division entre majorité de l'Irlande et l'Irlande du nord (unionistes l'emportent), majoritaire protestante. Les députés du Sinn Féin refusent d'aller siéger à Westminster à Londres et **établissent leur propre Parlement à Dublin** et y siègent (janvier 1919). Ce parlement se déclare en Etat de guerre avec Londres : création de l'IRA (Armée Républicaine Irlandaise). Dans ce Parlement, ils décident de réitérer la déclaration d'indépendance de 1916. Le but est donc de **chasser les Britanniques de l'île** (cibler par attentat la présence britannique : fonctionnaires, armés, organisations...). Répression des autorités britanniques. Le pouvoir royal et les Britanniques s'appuient volontiers sur des **milices paramilitaires comme les Auxies et les Black and Tans** (scrupule à renvoyer des soldats qui rentrent tout juste de WW1). La répression est sans nuance et apporte un **soutien populaire à l'Irish Republican Army**. L'épisode le plus célèbre de cette guerre est le **Bloody Sunday** durant lequel des *Auxies* tirent sur la foule dans le stade de *Croke Park* durant un match de football gaélique le **21 novembre 1920** (suite à un attentat de l'IRA). Se pose néanmoins toujours le **problème de l'Irlande du Nord qui veut rester dans le Royaume-Uni**. Les forces de l'IRA y luttent contre les forces Britanniques et contre des milices protestantes qui défendent le maintien de l'île sous le giron britannique. A partir de l'été 1920, il y a donc une **guerre entre irlandais du nord et républicains** dans la région du Nord. La guerre civile se greffe à la guerre d'indépendance.

#### ii. De la trêve à l'indépendance : la partition irlandaise

Les deux camps se lassent très vite des violences d'autant plus que les Anglais sont assez critiqués sur la scène internationale. Ces mois de violences aboutissent sur une impasse et une trêve est donc signée en juillet 1921 entre le Dail et le Parlement de Londres qui débouche sur le Traité du **6 décembre 1921**. Etat Libre d'Irlande : statut de dominion. On considère aujourd'hui que c'est la date d'indépendance de l'Irlande. Il donne à l'Irlande le statut de dominion ce qui veut dire que le pouvoir politique irlandais est totalement **indépendant en termes de politique intérieure** mais que l'Irlande reste dans le Commonwealth ce qui induit une **solidarité économique et militaire en cas de guerre**. Le fait de rester dans le Commonwealth induit un serment envers la Couronne anglaise (induit bcp de rancœur). L'Irlande du Nord est alors libre de choisir si elle se rattache au nouvel État ou si elle reste dans le Royaume-Uni. Elle **choisit dès le 8 décembre de se maintenir au sein du Royaume-Uni**.

C'est ce qu'on appelle **la partition** (Irlande scindée en deux) Fin de la guerre d'indépendance avec ce traité.

### iii. Le nouvel Etat dans la guerre civile

Début 1922, le traité est ratifié par les deux parties. Le problème est que cette nouvelle Irlande indépendante est loin de contenter tout le monde et qu'il bascule très vite dans la guerre civile. Division des indépendantistes : les + radicaux n'acceptent ni la partition de l'île, ni de renoncer à une république Irlandaise. Les députés les plus radicaux **rentrent en lutte pour conserver les cantons du Nord**. Le **parti indépendantiste se scinde en deux** entre ceux qui ont négocié le Traité du 6 décembre et ceux qui veulent que l'île soit unie et strictement indépendante, menés par le nouvel ancien Premier Ministre irlandais **Eamon De Valera** (vs **Michael Collins**, leader qui a négocié le traité du 6 décembre) Derrière de Valera : Les opposants au Traité **prennent les armes contre le pouvoir de Dublin** dès 1922. Cette guerre civile est **plus meurtrière** que la guerre d'indépendance : on compte 12 000 morts en un an. La situation ne se stabilise qu'à partir du printemps 1923. **Les opposants sont finalement vaincus, signent un cessez-le-feu et déposent les armes.**

1938 : Dublin obtient son détachement total de l'Empire Britannique

### b. Blancs, Rouges, Nationalistes : combats et confusion en Europe orientale

Le problème de l'Europe Orientale est la situation pour le moins incertaine de la Russie. Jean-Marie Soutou : « *vide juridique et trop plein d'armées* ». Les traités n'ont pas pris de décisions claires, mais tout un tas d'armées, de milices, gens qui prennent les armes et qui ne demandent qu'à trouver un moyen de les utiliser. La région est caractérisée à l'époque par un trop-plein d'armées et un vide juridique. En effet, **les Franco-Britanniques n'ont jamais reconnu le Traité de Brest-Litovsk** mais n'y mettent pas grand-chose à la place. Entre nouveaux, états, indépendance, états favorisés par le traité → ou s'arrête la Russie ??? Désordre. Tous profitent de la confusion (guerre civile en Russie) pour **récupérer des territoires** en profitant notamment de la faiblesse du pouvoir russe pour reprendre des terres (**Bessarabie reprise par la Roumanie**). Idem en Pologne : **conflit important entre la Russie et la Pologne** : la nouvelle Pologne veut profiter de la guerre civile en Russie pour pousser le plus possible sa frontière vers l'Est. Les Franco-britanniques proposent une frontière en 1919 mais la Pologne n'en est pas contente. En 1920, **les généraux polonais lancent une offensive vers l'Est** et vont vers l'Ukraine notamment. Une contre-offensive russe les mène jusque Varsovie. Les russes sont de nouveau repoussés plus à l'Est. C'est le **Traité de Riga** de mars 1921 qui **fixe la frontière russo-polonaise**. La guerre russo-polonaise a indirectement profiter aux **États Baltes et à la Finlande qui ont profité de la faiblesse russe pour faire signer à Moscou une reconnaissance de leur indépendance** et l'intégrité de leurs frontières (défavorables à la Russie).

**L'Union Soviétique est fondée en 1922** et les armes ont primé sur le droit (bolchévik installent leur pouvoir durablement, prennent acte de ce qu'est le nv territoire). Les potentiels contentieux sont nombreux : **la Russie ne reconnaît pas la perte de la Bessarabie** + frontière avec la Pologne vue comme une frontière transitoire. Cela ouvre une **période d'incertitudes à moyen et à long terme**.

**c. La « guerre d'indépendance » turque : exemple unique de remise en cause des traités**

**La Turquie est le seul pays qui réussit à remettre en cause les conditions de paix qui lui sont imposées.** Les Turcs permettent à effacer le traité de Sèvre en prenant les armes, remplacé par le Traité de Lausanne. C'est important car cela montre à tous que les traités de paix sont potentiellement révisables.

30 octobre 1918 : armistice de Moudros, alliés arrivent massivement dans les territoires anciennement turcs de l'EO.

Ce qui est déclencheur de violences est le **débarquement des grecs à Smyrne** (côte occidentale de l'Anatolie, grand rêve d'une Grèce étendue) puisque c'est la « goutte d'eau » qui provoque le **soulèvement des populations turques d'Anatolie**.

Le Sultan est à Istanbul. Il envoie donc un officier pour résoudre le problème. Ne veut pas donner le signe qu'il est en position de faiblesse, doit donner l'impression de maintenir son contrôle sur ces territoires turcs. Envoie l'armée impériale pour tenter de restaurer le calme en Anatolie. Mission confiée à **Mustapha Kemal**. Ce dernier fait le contraire de ce dont il était chargé et tente d'organiser politiquement et militairement le mouvement en **mouvement de résistance nationale turc**. En septembre 1919, le **congrès national de Sivas** (réunit les différents leaders de l'insurrection) propose un programme politique fondé sur le nationalisme turc, objectif de sauvegarde du territoire turc dans son intégralité. Ce congrès se positionne clairement contre le Sultan (« *sacrifiant la nation turc face aux alliés* »). Pour Kemal, le Sultan ne souhaite que sauver son trône quitte à se mettre à quatre pattes devant les puissances de l'Entente. Kemal met en place un **gouvernement turc autoproclamé**, établit son quartier général à Ankara (ville du cœur de l'Anatolie).

On observe en parallèle la **mise en place de la Grande Assemblée Nationale et du gouvernement de la Grande Turquie** à Ankara.

En avril 1920, le Sultan (calife, chef de tous les musulmans) lance une fatwa (= condamnation religieuse invitant tous les musulmans à se soulever et à s'opposer à Kemal) contre Kemal. Cela marque le début de la guerre civile entre armée ottomane et force alliées à Kemal.

Deviens très vite une guerre internationale : En juin 1920, les **Grecs entre en guerre aux côtés des forces ottomanes** (pour conserver les territoires qu'ils convoitent, il ne faut pas que Kemal gagne). Réserve des alliés.

À Paris, les émissaires du Sultan signent le **Traité de Sèvres** (10 août 1920) qui découpe l'Empire Ottoman et ne laisse pour territoires souverains que la moitié Nord de l'Anatolie. Il est considéré comme un « **Traité de la honte** » par **Mustapha Kemal** et inacceptable pour les forces nationalistes turques (limite la partie sur laquelle le pouvoir turc est véritablement souverain). Il condamne le sultan pour avoir signé ce traité, il l'aurait fait pour sauver sa place. Redouble l'intensité de la guerre civile.

Septembre 1920 : forces kémalistes attaquent la nouvelle Arménie. Fin novembre, l'État Arménien est vaincu par les forces kémalistes et aura donc existé 3 mois.

La guerre continue, les kémalistes étant soutenue par les bolcheviques. Progressivement, les Français et les Italiens se rallient aux kémalistes, ils prennent le dessus. 9 septembre 1922 : entrée des troupes kémalistes dans Smyrne (débâcle grecque). Signature le 11 octobre 1922 de **l'armistice de Mudanya**, fin de la guerre d'indépendance et Kemal abolit le sultanat

Kemal est donc en position de force pour négocier avec les Alliés ce qui aboutit à la signature du **Traité de Lausanne** du 23 janvier 1923, qui annule le traité de Sèvre. La **République de Turquie** est proclamée en octobre 1923 et **Ankara est choisie comme capitale** pour couper avec le passé ottoman, se recentrer sur la nation turque (petite ville à construire,

comparée à Istanbul, symbole : c'est au cœur de l'Anatolie que doit se construire ce nouvel Etat Turque, en rupture avec le passé Ottoman).

Etat original se met en place : mélange d'ultranationalisme turque, de volonté de modernisation et d'admiration pour les états occidentaux. Il veut aussi couper avec l'Islam et la République **devient laïque en 1924. Le califat est aboli** (1922). Sa volonté est celle d'un **développement économique et culturel pour rattraper le monde occidental** : adoption de l'alphabet latin, du calendrier chrétien (but d'ouverture et de modernisation) mais nationalisme (forme affirmée de personnalisation du pouvoir, autoritaire autour de la figure de Kemal).

Il faut attendre 1923 pour voir ces périphéries pacifiées. Cela souligne la difficulté du retour de la paix. Ces guerres soulignent 3 grandes faiblesses du traité de paix :

- L'apparent triomphe du principe des nationalités a surtout provoqué un **regain nationaliste**, y compris dans des espaces qui ne semblaient pas concernés par les traités de paix (Irlande, Pologne, Turquie)
- Sévérité des clauses des traités portent en elle une **volonté générale de révision** (exemple Turquie, dangereux pour les vainqueurs).
- Les négociations de la région parisienne ont **éludé la question russe** : dès 1919, impossible d'ignorer la Russie. On ne peut pas l'exclure du jeu européen, elle est amenée à jouer un rôle, d'une manière ou d'une autre, de perturbateur des RI et du jeu diplomatique du continent européen.

Périphéries européennes ne sont pas le seul endroit où les règlements sont compliqués, le retour à la paix est également compliqué.

### **III) L'impossible restauration d'un ordre européen**

Le premier des Traités à entrer en vigueur est celui de Versailles, en janvier 1920. Les années 1920 à 1923 voient la montée des contentieux et leurs conséquences dans les relations européennes (notamment entre la France et l'Allemagne).

#### **a. Les réparations au cœur de la paralysie européenne**

Le traité de Versailles prévoyait de fixer ce montant au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 1921. Entre deux, incertitude. Cela alimente les fantasmes et **empêche le retour d'une éco européenne stable**.

Cette question des réparations de guerre alimente de nombreux fantasmes en France notamment, où l'on pense que cela peut régler tous les problèmes. Dans les années qui suivent la guerre, on convoque des conférences internationales sur ladite question des réparations. L'Allemagne ne peut pas relancer sa machine éco tant qu'elle ne sait pas ce qu'elle devra payer. Autre problème : celui des **dettes de guerre, connecté indirectement** (France).

Conférences interalliées organisées dans l'immédiate l'après-guerre portent sur cette question, visent à clarifier la situation, poser les bases d'un système financier européen relativement stable :

- **À la conférence de Spa** (Belgique) de juillet 1920, on essaie de se mettre d'accord sur la **définition des réparations entre les alliés** sans pour autant établir un montant. Débats :
  - Français/Belges : font valoir les destructions matérielles qu'ils ont subies sur leur sol pour avoir la part la plus importante des réparations
  - Royaume-Uni : mise en avant des dommages moraux et financiers subis par leur effort de guerre.

C'est plutôt la conception française qui l'emporte lors de cette conférence mais cela au prix de **détériorations des relations avec Londres**.

France	52 %
Grande-Bretagne	22 %
Italie	10 %
Belgique	8 %

Répartition entre alliés des réparations allemandes – quotas définis à Spa (1920)

On se partage un gâteau dont on ne connaît tjrs pas la taille.

- **Lors de la conférence de Londres** qui dure de mars à mai 1921, on se met cette fois d'accord sur un montant des réparations. Prise de retard de l'Allemagne dans les clauses de désarmement et dans le paiement des acompte à payer aux alliés. France met en avant une mauvaise volonté allemande (argument pour imposer un traitement sévère).

Tensions entre les alliés pendant les négociations. Le 5 mai 1921, on lance un ultimatum à l'Allemagne (sans paiement, on menace l'Allemagne d'occuper d'autres parties de son territoire, partie les plus productives du territoire) qui doit alors accepter de payer **132 milliards de marks-or**. Finalement, l'Allemagne verse son **premier milliard en août 1921**.

Ce chiffre, s'il est élevé, suscite un **certain nombre de déceptions en France et provoque une dégradation des relations Franco-Britanniques**, les Britanniques étant frileux de laisser s'installer une hégémonie française sur l'Europe. D'autant plus que les Britanniques souhaitent garder une Allemagne économiquement viable. En tout cas, pour Londres, il s'agit d'un **chiffre provisoire qui sera renégocié** par la suite.

En novembre 1921, l'Allemagne **demande un moratoire** (= un report des paiements) sur le paiement des réparations, estimant ne pas pouvoir les payer. Les États-Unis rappellent ainsi à la France les créances que doivent leur rembourser les Européens. **La question des réparations reste donc au cœur des tensions sur la scène internationale** et la fraternité des armes de la guerre se fissure progressivement avec les enjeux financiers et politiques.

Pour trouver une solution favorable à leurs intérêts, France et Royaume Unis vont développer au début des années 20 des stratégies propres pour essayer d'établir leur influence durable sur le continent européen (alimente encore + les tensions, la rivalité entre Paris et Londres, mais alliance non-remise en cause).

## **b. Rivalités franco-britanniques en Europe**

On parle de **mésentente cordiale** entre Londres et Paris pour la période allant de 1920 à 1924. Le fait que l'Allemagne ne puisse plus être un contrepoids, les potentialités d'hégémonie de la France ou du Royaume-Uni augmentent.

### **i. Les grandes lignes de la politique française**

L'obsession française est **l'affaiblissement durable de l'Allemagne**. Cela passe notamment par l'alliance avec les pays d'Europe centrale comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie, traditionnellement soumise à l'influence allemande. Réseau d'alliés que la France espère fidèle : Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Royaume des Croates et des Slovènes. Cela passe par un **soutien militaire et politique** (Pologne) mais aussi par des **investissements financiers dans ces pays** (en capital, en industrie, faire démarrer les économies jeunes de ces pays).

Cela passe aussi par ce que l'on appelle le « **complexe sidérurgique** » dont l'idée est de profiter du retour de la Lorraine dans le giron français et du fait que l'Allemagne doit payer les réparations (bénéficiaire du charbon allemand) pour **gagner des parts de marché dans la**

**sidérurgie et s'imposer comme une puissance sidérurgique mondiale.** Or, pour récupérer des minerais en Allemagne, il faut pouvoir faire tourner ses usines. Allemands sont conscient de cet intérêt français pour le charbon allemand (pour la sidérurgie mais aussi pour la reconstruction, faire tourner les usines). L'Allemagne propose alors à la France de **la payer en nature** et notamment en charbon. Discussion entre **Louis Loucheur** et **Walter Rathenau** (ministres de la reconstruction). Cela aboutit avec les **accords de Wiesbaden** : Avantage pour l'Allemagne : faire tourner ses usines et de redécoller économiquement parlant. C'est le premier accord réunissant autour d'un même texte les deux ennemis.

Face à cette collusion, **Londres est remonté.** L'entente Franco-allemande se ferait au détriment des intérêts britanniques. Le Premier Ministre britannique craint en effet que cela permette à la France d'asseoir sa position dominante sur l'Europe. Il fait donc **annuler les accords de Wiesbaden** en menaçant de sortir de l'alliance avec la France. Passent en réaction à la mise en œuvre de leur propre projet.

## ii. La réaction britannique : le « Plan Lloyd George » (1922)

Le plan **Lloyd George** est rendu public en 1922. Il s'agit d'un **plan de réorganisation économique et de stabilisation politique du continent européen.** Il marque une rupture avec l'ordre issu des traités de la Conférence de la Paix : il faut, selon lui, **inclure la Russie soviétique et l'Allemagne** dans la reconstruction de l'Europe.

Le plan consiste en un **consortium européen** pour financer la reconstruction économique de l'Europe centrale et de la Russie. À ce fond, Lloyd George prévoit que l'Allemagne participe ce qui permettrait à ce pays de retrouver des débouchés en Europe centrale et de faire fonctionner son industrie. **La moitié des bénéfices de l'Allemagne seraient ensuite reversés aux vainqueurs de la guerre.** Pour la Russie soviétique, on prévoit que les fonds permettent de reconstruire le pays et de le réintégrer aux circuits économiques européens (contrepoids à la puissance française).

Assure une prédominance britannique : repose sur la **prédominance britannique**, et sur la **livre sterling**, qui doit servir de monnaie de référence au projet, monnaie la + forte.

Aristide Briand prés du conseil, se montre prêt à négocier sur les bases du plan Lloyd George. Janvier 1922 : conférence de Cannes. Négociations autour du plan. Président de la république Alexandre Millerand, impose à Briand de ne rien céder sur la mise en œuvre des traités. C'est le « **coup de Cannes** » : **Aristide Briand quitte la conférence de Cannes** de janvier 1922. Quitte ses fonctions de président du conseil. Crise gouvernementale de la 3<sup>ème</sup> république. Il est remplacé par **Raymond Poincaré.**

Sur la question du plan, la conférence de Cannes est remplacée par la **conférence de Gênes** entre avril et mai 1922 : le revers français fait que le climat a changé : la délégation française est donc menée par Poincaré, **fermement opposé** au plan Lloyd George.

Reste un moment tournant : permet un rapprochement inattendu. Les Allemands et des Soviétiques sont présents. Ils profitent de cette conférence pour se rencontrer et signent les **accords de Rapallo** du 16 avril 1922 (entre **Rathenau** et **Tchitcherine**) qui établissent des **relations diplomatiques** entre les deux pays, **annulent les réparations et dettes** entre eux et établissent une **coopération militaire** entre les deux pays (la Russie autorise aux Allemands à utiliser son territoire pour développer de l'armement sur son sol, en échange transfert de technologie vers la Russie). Réactions violentes en Europe : vu comme la réunion de deux périls qu'on voulait à tout prix séparer. Ce risque ne fait que radicaliser l'intransigeance française lors de la conférence de Gênes.

Ce projet de reconstruction européenne échoue ainsi. Le seul point adopté à Gênes est **l'adoption du Gold Exchange Standard** : prépondérance de la livre Britannique. GB tente de rétablir la parité de la livre sur l'or et y parviennent en 1925.

Après cet échec, le **Royaume-Uni s'implique moins dans les affaires européennes** et regardent de plus-en-plus clairement vers les États-Unis et le reste du monde. Les Britanniques annoncent en effet qu'ils vont **rembourser leur dette aux Américains en juillet 1922**. Il devient de fait plus difficile pour les Français de ne pas payer leur dette aux États-Unis (colère française contre les britanniques).

### c. Le retour à l'épreuve de force : l'occupation de la Ruhr (1923)

La France ne sort pas renforcée de la conférence de Gênes puisque deux nouveaux axes semblent la mettre à l'écart : **l'axe Berlin-Moscou et l'axe Londres-Washington**.

Du côté allemand, les réparations ne sont toujours pas payées ce qui excite les rancœurs françaises. Les Américains réclament le remboursement de la dette française et du côté Britannique, on prend ses distances avec Paris et on déclare qu'on peut aménager les conditions des traités de paix dans l'objectif de ramener les États-Unis dans le jeu européen.

Le Secrétaire d'État **Hugues** déclare que **les affaires européennes sont un fardeau pour les Américains** qui ne sont pas tenus de s'y impliquer dans son **discours de Newhaven** du 22 décembre 1922. Il propose de mettre en place un **comité d'experts financiers** auquel pourraient participer des banquiers américains qui pourraient **chercher des solutions pour gérer cela d'une façon plus apaisée**, mais sans implication des autorités et du gouvernement américain. Cependant, cette solution est jugée expéditive par les Européens.

Face à la mauvaise volonté de l'Allemagne dans la question du remboursement des réparations de guerre, le 27 novembre, Poincaré prend la décision d'occuper la Ruhr. Pour Poincaré, il s'agit d'un « **gage productif** » : l'occupation est là pour forcer les Allemands à payer et le choix de la Ruhr tient au fait que c'est la première région charbonnière d'Europe et l'objectif est de produire et de ramener le fruit de cette production directement en France et en Belgique.

**Occupation de la Ruhr** (première région économique, sidérurgique, charbonnière d'Allemagne) le 11 janvier 1923 (opération franco-belge). Les Allemands dénoncent directement une **agression et une violation des normes internationales**. La réaction allemande est de procéder à une « **résistance passive** » et donc d'organiser une grève générale dans la Ruhr pour éviter que les usines ne produisent pour les Français et les Belges. Le gouvernement paye ainsi les ouvriers de la Ruhr pour rester en grève.

Cette opération **écorne l'image internationale de la France, mais lui permet d'obtenir le charbon et de mettre l'Allemagne à genoux** et renforce notamment le fossé entre Paris et Londres. L'opération plonge aussi l'Allemagne au bord du gouffre. L'occupation de la Ruhr aggrave en effet le problème de l'hyper-inflation en Allemagne (multiplication de l'émission de billet pour financer la résistance passive). Surtout, l'occupation de cette région allemande favorise les **contestations du gouvernement berlinois**. Il y a par exemple la multiplication des mouvements sécessionnistes, de tentatives de coups d'État notamment communistes à Hambourg mais aussi des tentatives de sécession en Bavière ou encore la tentative de coup d'État d'**Hitler** à Munich le 9 novembre 1923.

Le **gouvernement de Berlin est contraint d'abandonner la « résistance passive »** mais cette occupation coûte cher à la France. Le coût important de cette opération tient à la nécessité d'envoyer des troupes et de financer l'expédition de manière générale mais aussi de la mobilisation d'ouvriers. **Le franc s'effondre** ainsi en 1923. Le succès français n'est donc pas si net puisque **Stresemann** (à partir de l'automne 1923, nouveau gouv allemand) va arriver à mater les mouvements sécessionnistes et à stopper l'hyper-inflation. Cela amène la France à **accepter la précédente proposition de Hugues**. Entrée dans une logique de dialogue pour régler les problèmes européens.

## **IV) Une géopolitique mondialisée ?**

L'Europe est plongée dans une crise. Intellectuels développent un discours autour du déclin de l'Europe, qui repose sur le constat que **l'Europe des Conseils des nations n'est plus le seul espace à définir les relations internationales**. L'Europe est toujours un foyer des relations internationales et le principal, reste au cœur de ses RI d'ailleurs mais n'en est plus l'unique. De nouveaux acteurs s'affirment ainsi que de nouveaux enjeux.

a. De nouveaux acteurs dans le jeu mondial  
i. La société des Nations

Trois principaux acteurs s'affirment. Le premier est d'ailleurs **la SDN** (septembre 1920). Les Français et les Britanniques s'entendent pour verrouiller l'institution, en sécurisant leur mainmise sur les principaux postes (même s'ils croient peu en la SDN). Même si la SDN accueille des membres de tous les continents, elle est vite vue comme un **instrument de l'impérialisme européen** puisque ceux-ci ont la majeure partie des postes et représentent plus de la moitié des membres de l'institution. Dans le cas des Britanniques, avec les colonies et les dominions, ils ont 6 votes pour soutenir leur position par exemple. À côté de l'Europe, l'Amérique est le continent le mieux représenté mais les pays américains n'arrivent pas à peser grandement dans la SDN, ce qui amène le Brésil à quitter la SDN en 1926. En Afrique, 3 états sont membres : Dominion Sud-Africain, Ethiopie et Libéria (= **quasi-inexistence de l'Afrique sur la scène internationale**). En Asie : Perse, Chine, Thaïlande, Japon, Empire des Indes. En dehors des acteurs occidentaux, seul le Japon a un rôle important puisqu'il fait partie du Conseil.

SDN permet donc de donner de la visibilité à certains états, notamment les dominions, et c'est aussi un espace qui va permettre l'affirmation de nouveaux enjeux sur la scène internationale. Au départ, la Société des Nations n'a pas un grand rôle dans le règlement des questions internationales importantes. **Elle soulève de nouveaux enjeux** dans les relations internationales grâce à **des organismes techniques propres** (Conseil, Assemblée) notamment avec la création du **Bureau International du Travail**. Il s'agit de **faire des questions sociales un enjeu international** et de proposer un autre discours que celui des soviétiques. Ce Bureau International du Travail encourage à limiter le temps de travail des enfants et des femmes ou encore à mettre en place des régimes d'assurances sociales.

Au sein de la SDN, il y a aussi des organismes qui touchent à des **questions plus humanitaires** et avec eux il y a l'idée d'une **forme de responsabilité mondiale** de la communauté internationale. Par exemple, on a un **Commissariat aux Réfugiés** qui est créé pour prendre en charge collectivement les réfugiés. Le **passport Nansen** est mis en place pour les apatrides (donné pour leur accorder une protection juridique collective, celle de la SDN et leur permettre de passer les frontières). Des comités humanitaires sont aussi mis en place pour **lutter contre les maladies infectieuses (tuberculose, fièvre jaune) ou contre le trafic de drogue** et tout particulièrement d'opium (**Commission Sanitaire**).

Pas un acteur de premier plan dans la géopolitique des années 20's, mais sa création modifie le fonctionnement du système international.

ii. L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Dès la Révolution d'octobre, on voit qu'on aura affaire à un acteur à part parce qu'il **conteste les règles des relations internationales**. C'est aussi un acteur à part puisque son seul objectif à l'international est d'exporter la révolution prolétarienne. Pour atteindre ce but, les soviétiques définissent une stratégie qui est de **jouer des divisions du monde capitaliste** : il s'agit de les amplifier ce qui explique les **accords de Rapallo** en 1922.

Au début des années 1920, la Russie est confrontée à un **conflit intérieur et à un conflit avec la Pologne**. Elle se dote très vite d'un moyen singulier qui doit être **l'outil de la révolution mondiale** avec **le Komintern** créé en 1919 et fonctionne suivant le texte des **21 conditions d'admission au Komintern** adopté en juillet 1920 (A LIRE) :

- La IIIe Internationale est en quelque sorte **l'association des partis communistes** à travers le monde.
- Tous ces partis sont obligatoirement rebaptisés « *parti communiste* ».
- Il repose sur une **logique autoritaire** (« *centralisme démocratique* » : les décisions sont prises dans un centre) qui fait du **Parti Communiste moscovite** le chef du Komintern.
- Cette IIIe Internationale a un **rôle important dans les vies politiques internes** de nombreux pays : extrême gauche doit choisir entre adhésion ou non à cette 3<sup>ème</sup> internationale. Elle amène des **scissions dans les partis européens** avec le Congrès de Tours en France (socialistes sont amenés à trancher : création du PC vs SFIO), le Congrès de Livourne en Italie ou encore celui de Haale en Allemagne.
- Conséquences sur la scène internationale : c'est l'outil de la diplomatie soviétique. Mes outils traditionnels de la diplomatie ne sont donc pas utilisés par les soviétiques qui passent ainsi par des **chemins différents pour acquérir une influence** en Europe.

Après l'échec de la vague révolutionnaire en Europe entre 1918 et 1920, la phase de la consolidation interne dans la Russie au début des années 20's amène **Lénine** à un moment de relatif apaisement : 1921, **accord commercial** avec les Britanniques, 1922, imagine la possibilité que l'URSS participe à la reconstruction européenne (via **plan Lloyd Georges**). Mais en même temps, à la même époque, il signe les **accords de Rapallo** (1922, accords avec l'Allemagne).

Finalement, avec la vague de révolutions communistes en Europe, la Russie soviétique est considérée comme un **acteur singulier dans les relations internationales** et surtout un **acteur important** malgré ce que l'on a pu penser notamment au moment de la Conférence de la Paix.

### iii. Les Etats-Unis : le mythe de « l'isolationnisme »

Les Américains ont gagné un « **potentiel de puissance** » important avec la Première Guerre mondiale : une puissance politique, militaire et surtout économique (le dollar est une monnaie de référence et ils possèdent la moitié des stocks d'or du monde).

**Duroselle** s'est interrogé sur la manière dont les États-Unis ont disposé de leur puissance. Les États-Unis ne sont pas isolationnistes pendant l'entre-deux-guerres ou du moins pas dans les années 1920 :

- **Réticence à s'impliquer dans l'Europe** : Après l'échec de Wilson, forte pression de l'opinion public américaine pour se retirer du « borborygme européen ».
- Cependant, cette frilosité à l'égard de l'Europe ne s'accompagne pas d'un total repli puisqu'ils **s'engagent dans des espaces précédemment sous influence britannique** et là où cela se voit de la façon la plus évidente est en Amérique latine.

Il faut ainsi distinguer **l'interventionnisme militaire en Amérique centrale et dans les Caraïbes** (**Interventionnisme militaire** : Nicaragua occupé entre 1912 et 1934 ; Haïti occupé entre 1914 et 1932, interventions au Mexique dans les années 1920, Cuba. Politique du « big stick » de Roosevelt qui se perpétue dans la période de l'après-guerre) de **l'engagement américain dans d'autres régions** :

- **En Amérique du Sud**, cette influence des États-Unis tient surtout à leur **puissance économique et financière** (quasi-tutelle, « République bananière : indépendance de façade, tutelle indirecte). United Fruit Company : investi tellement qu'elle tient entre ses mains le sort des gouvernements des états d'AS, et marque de fait la dépendance de ces états à la présence des EUA. Investissement également dans d'autres domaines. Partenariat déséquilibré. Les pays d'Amérique du Nord vont donc développer une « **yankophobia** » et les États-Unis sont pris à parti violemment lors de la conférence de la Havane (conférence panaméricaines tourne à un front contre l'impérialisme américain).
- Les États-Unis sont aussi **présents au Moyen-Orient**. L'enjeu pour les Américains est de concurrencer la domination Britannique sur la région. **Hugues** perçoit l'importance de cette zone, travaille à soutenir les ambitions de la **Standard Oil Company** dirigée par **Rockefeller** et qui va prendre des parts dans des entreprises d'extraction de pétrole dans la région (**Turkish Petroleum Company** (GB) : pression diplo, arme financière, parvient à prendre une participation dans cette structure majeure de l'exploitation pétrolière, notamment en Irak en 1928 : montre le pied mis par la Standard Oil dans cet espace).

### **b. Le Pacifique, nouvel enjeu international**

Jusqu'en 1914, il s'agit d'un **espace dominé par la Royal Navy** par le biais des dominions et de l'alliance avec le Japon (position privilégiée dans le pacifique sud et du pacifique nord : consortium anglo-japonais). Contrôle des routes importantes et des détroits (Malacca).

La situation se complexifie après la guerre notamment à cause d'une **affirmation régionale du Japon** par ses succès dans la guerre (met le pied sur la Chine continentale) et sa **croissance économique**. Le Japon connaît aussi une très **forte poussée démographique** et nourrit son **ambition territoriale** (surpopulation), poussée industrielle, puissance augmente de 60%. Déjà avant la guerre : expansion du Japon à Taïwan et en Corée, qui contribue à modifier les équilibres.

La **guerre a aussi détourné le regard européen** (occupées en Europe pendant la guerre) de la zone même si les puissances européennes y **restent attachées** (Puissance Britannique : Australie, Malaisie, Indes / France : Indochine / Néerlandaise : Indonésie).

La Russie reste, quant à elle, **relativement effacée** dans la région (et depuis sa défaite contre le Japon en 1905) du fait de la guerre civile qui a lieu dans le pays (révo de 1917, guerre civile entre blancs et rouges). Cette **relative faiblesse excite un certain nombre d'appétit** : la Russie est occupée ailleurs, volonté pour d'autres puissances de récupérer des territoires dans le pacifique nord (Japon notamment).

**La Chine est dans une grande faiblesse** qui fait d'elle une cible des ambitions des autres plus qu'une puissance régionale. Elle n'a par exemple **aucun pouvoir central** (seigneurs de guerres au pouvoir). Fait d'elle une proie facile pour des puissances ambitieuses (Japon). Vulnérable aux pénétrations européennes (enclaves euro), et des États-Unis (**Politique de la porte ouverte en Chine** : tous les acteurs, notamment éco, doivent avoir le droit de s'impliquer dans l'éco chinoise sur un principe de libre-concurrence).

**Les États-Unis font du Pacifique une des priorités** de leurs relations internationales et sont présents aux Philippines. Ils cherchent à y affirmer leur présence. Ils transfèrent entre 1920 et 1922 par exemple le commandement de la Navy d'Annapolis (côte atlantique) à San Diego (Californie, côte pacifique). Deux axes majeurs, priorités :

- **Protection de la voie transocéanique** (appui sur la côte américaine, au milieu de la route sur Hawaï, et Midway (îlots) et la terminaison de cette route c'est la colonie des Philippines). Axe majeur du commerce américain
- **Défense du principe de la porte ouverte en Chine** : faire du commerce, s'implanter économiquement, refus des enclaves européennes.

Au début des années 20, c'est le désordre qui règne, avec une multitude d'acteurs avec des intérêts différentes. La **conférence internationale qui se tient à Washington** de novembre 1921 à février 1922 a pour objectif de **clarifier la situation dans le Pacifique**. Deux sujets :

Empire Britannique	5
Etats-Unis	5
Japon	3
France	1,75
Italie	1,75

- **Limitation globale des armements navals à l'échelle de la planète** : Cela aboutit au **Traité du 6 février 1922** qui met en place des **coefficients maximums aux grandes puissances navales** (coefficients de proportionnalité).
  - Cela constitue une **défaite diplomatique française** puisque la France est cantonnée à un coefficient de 1,75 (contre 5 pour l'empire Britannique et les États-Unis et 3 pour le Japon). Montre sa difficulté à négocier, tensions avec ses alliés.
  - **Fin de la domination Britannique**, à court ou moyen terme, les EU obtiennent le droit d'obtenir une marine qui leur soit équivalente. Les États-Unis sont, eux, victorieux car ils obtiennent le même coefficient que la Royal Navy.
  - **La puissance maritime japonaise s'affirme** donc aussi avec ce traité puisqu'elle devient la troisième marine mondiale même si celle-ci est très concentrée dans le Pacifique. Reconnaissance internationale forte. S'affirme d'autant plus que la marine GB et EUA, qu'elle est concentrée sur un territoire bcp plus restreint, et donc fort contrôle de cette zone en question.
- **Ordre régional du pacifique**, ce que peut ou pas faire l'acteur engagé. Les autres traités signés visent notamment à **freiner les ambitions japonaises**. Inquiète les EUA. Deux Traités :
  - **Un premier traité réaffirme l'intégrité territoriale de la Chine** : personne n'a le droit d'en prendre un bout. On défend notamment la « porte ouverte en Chine » ce qui force les Japonais à abandonner les territoires qu'elle avait pris lors de la guerre.
  - **Engagement à participer à une stabilisation et fortification du pacifique** : on met aussi en place une mesure qui interdit de faire des fortifications dans le Pacifique (alors que les Japonais fortifiaient des petits îlots dans le Pacifique). **Interdiction de fortifier aucun nouveau territoire pendant 10 ans.**

Washington marque un **transfert d'une tutelle britannique à une tutelle américaine**. On a ainsi pu parler de **Pax Americana** avec l'engagement des États-Unis dans la région mais aussi d'une **bride face aux volontés expansionnistes du pouvoir Japonais**. Traités conservateurs, ils font leur possible pour que l'ère pacifique soit organisée sur le statu quo, volonté de **figer la situation**. Cela provoque la rancœur du Japon, qui lui veut bouleverser les choses (il profite de la période entre 1918 et 1922 pour fortifier des îlots récupéré pendant la guerre : base militaires et stratégiques pour une expansion future + profite des failles des traités de Washington pour dev son arsenal sous-marin (pas inclus dans le traité de limitation des armes navales) + aviation). **Le Japon est considéré comme un enjeu majeur pour les grandes puissance, une menace qu'il convient de limiter.**

### c. Les cartes de la question coloniale rebattues ?

L'après Première Guerre mondiale est **loin d'être une remise en cause de la question coloniale** comme l'après Seconde Guerre mondiale. Cependant, il y a tout de même **quelques changements** :

- **La voix de l'anticolonialisme est plus forte** qu'auparavant puisqu'elle est représentée par les **États-Unis** et la **Russie bolchevique**.
  - Le discours des premiers est appuyé par leur histoire vis-à-vis de la colonisation britannique et par l'idéologie wilsonienne.
  - L'Union Soviétique dénonce la colonisation comme une **manifestation du capitalisme** et une forme de lutte des classes au niveau international. La voit aussi comme une faille pour affaiblir les puissances coloniales. Elle fait d'ailleurs de la propagande avec, par exemple, le « **Congrès des peuples d'Orient** » organisée à Bakou en septembre 1920 par le Komintern et rassemblant des leaders nationalistes. **Cette propagande est performante en Asie** du Sud-Est comme en Indonésie où le PKI adhère au Komintern en 1921. L'Égypte nationaliste se rapproche aussi en partie du Komintern. Création de partis communistes en Indochine française : 20's, PCI.
- **La Société des Nations** vient aussi changer quelque peu les enjeux de la colonisation. **Avec les mandats**, elle a donc pour but (théorique, certes) d'amener certains territoires et peuples vers l'indépendance. Certaines colonies approuvent alors cet objectif de la SDN, cela leur donne des idées. + des mouvements servent d'exemple : guerre d'indépendance Turques, menée par Mustapha Kemal, qui semble avoir libéré la Turquie d'une tutelle occidentale. Inspire d'autres colonisés. Mais son rejet de l'islamisme lui nuit dans certaines sociétés musulmanes. Modèle d'autolibération, d'un pays qui a pris en main ses propres destinées. Certaines colonies demandent néanmoins un « **droit de pétition** » pour pouvoir **exiger le retrait des nations colonisatrices**.
- **Des promesses avaient été faites aux nations colonisées durant la guerre** moyennant leur implication dans ladite guerre. Cela attise les espérances de changement de la situation coloniale après la guerre :
  - Il s'agit ici surtout du cas des **Indes britanniques** auxquelles Londres avait promis le self government.
  - Du côté français, **on promet la citoyenneté française** aux soldats qui vont combattre pour la France sur le front en Europe : non plus des sujets de l'empire mais des citoyens français.

Ces éléments aboutissent à une **secousse du monde colonial à la fin des années 1910 et au début des années 1920** limités à l'Asie, au Proche Orient et dans une moindre mesure dans le Maghreb. En Asie, double mouvement d'affirmation nationaliste :

- Structuration de partis bourgeois nationalistes
- Structuration de mouvements communistes

Ces mvmts se structurent de manière séparés et progressivement se rapprocherons plus tard autour de la question coloniale.

C'est en **Inde** que l'indépendantisme aboutit le mieux. Les promesses non tenues de l'Empire Britannique (celle de self government) **attisent d'ailleurs les nationalismes qui se structurent autour du Parti du Congrès** (Indian National Congress, radicalisation du parti). + naissances de mouvement populaires qui réclament plus d'autonomie. Répression → le massacre d'Amritsar, le 13 avril 1919 ne manque pas d'attiser lui aussi les tensions entre le gouvernement de Londres et les élites indiennes. Ce massacre provoque une radicalisation + place importante dans la mémoire indienne.

A partir de ces répression, le **Parti du Congrès se déclare « noncoopérant »** (ne travaillera plus avec les autorités britanniques) et affiche ses vellétés d'indépendance. **Gandhi** et **Nehru** lancent une **campagne de désobéissance civile** (non-paiement des impôts) mettant explicitement en question la domination britannique sur cet empire. Les autorités britanniques s'en sort au départ avec une forte répression (arrestations, paiement forcé des impôts, etc.). Maitrise de la contestation, ils semblent parvenir à maintenir leur contrôle sur le « joyaux de l'empire », mais cela radicalise aspiration, murit l'idée de couper les liens avec la métropole britannique (plus une simple demande de self government).

Au Moyen-Orient, des vellétés d'émancipation sont aussi présentes (influence Turque s'y fait + sentir). Deux états y ont une indep de façade : système semi-colonial, indépendance maintenue pour faire tampon entre les ambitions GB et Russes. On y voit un phénomène d'autonomisation politique de la tutelle britannique (retrait des troupes en 1920 en Perse et en 1922 en Afghanistan). Ils conservent tout de même la main sur les intérêt éco.

En Égypte, la GB assouplit le protectorat britannique pour calmer les soulèvements. Les Britanniques donnent l'indépendance formelle (tutelle britannique reste forte : canal de suez sous leur contrôle + conservent les intérêts économiques) au pays des pharaons en 1922. Cependant, dans le traité d'indépendance, les Britanniques ont su mettre en place un certain nombre de privilèges comme le maintien de nombreuses bases militaires en Égypte et la gestion purement européenne du Canal de Suez.

Plus à l'Est, les métropoles ont du mal à faire régner l'ordre comme en Palestine (Britannique), le territoire étant en proie à des violences entre communautés. La mise en place **d'un livre blanc** (1922, régule les droits de chacune de communautés sur le territoire) ne suffit pas véritablement à maintenir l'ordre.

**En Syrie**, la France a du mal à s'installer. Les élites y refusent la présence du mandataire français. Répression forte des mvmts de contestation au début des années 20. Un des épisodes les plus violents est la **révolte des minorités druzes** en 1925, répression forte.

**En Irak**, l'Empire Britannique comprend vite **qu'il lui faut lâcher du lest pour garder ses intérêts dans la région intacts**. Il dote **l'Irak d'une Constitution** puis lui donne **l'indépendance** en 1932 (sauvegarde des intérêts éco sur les puits de pétrole, via la Turkish Petrolian Campaign, consortium Britannique sur l'exploitation de ces puits).

**Le Maghreb** français voit aussi apparaître des mouvements de contestation qui sont néanmoins moins organisés politiquement :

- Ainsi, **en Tunisie** en 1922, des **grèves éclatent** (visant à affaiblir les biens et les fruits éco que la France retire de son protectorat) sous la houlette du Destour (parti nationaliste bourgeois). Une seconde vague de grève voit le jour en 1924, par la CGTT (Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens) : syndicat liés au parti coco et donc au Komintern.
- **Au Maroc**, un mouvement moins organisé politiquement fait aussi beaucoup bruit. **La guerre du Rif** part du Maroc espagnol en 1921 (jusqu'en 1926) et est menée par **Abd-el-Krim**. Ce mouvement prend une **ampleur inédite et gagne le Maroc français** à partir de 1925. Mouvement tribal, plus que nationaliste. Résiste à l'armée espagnole et même à l'armée française. Met en forme une sorte de rébellion armée de pop arabe musulmane marocaine face à la tutelles/puissances qui dominent la région sous protectorat. France a d'ailleurs du mal à vaincre le mouvement d'Abd-el-Krim. Ce dernier est finalement arrêté et envoyé en déportation en 1926.

Partout, les **puissances coloniales reprennent assez vite la main**. 1918-1925 : on entend les nouvelles revendications, mais qui rentrent vite dans le rang. Dans l'opinion publique des puissance coloniales, **seuls les partis coco défendent l'indépendantisme**. Seuls

les communistes portent la voix de l'anticolonialisme dans les sociétés européennes et leur position y est souvent largement minoritaire.

**Conclusion :**

Il s'agit d'un monde qui cherche à **reconstruire les bases d'un ordre international** mais dont les **déséquilibres hérités de la guerre l'en empêche**.

*L'Europe*, si elle reste le centre de cette organisation des relations internationales, en est aussi le **principal problème** (question de l'intervention française dans la Ruhr).

*Dans les autres régions* du monde, la **guerre a révélé les frustrations**. La carte et la domination des puissances semble partout rebattue : impression d'un désordre généralisé : d'une part, *les Etats-Unis* ont pris une **importance nouvelle** dans les relations internationales sans pour autant assumer le « **fardeau de la puissance** » ; d'autre part, l'ombre de *l'acteur soviétique* **plane sur le monde** même s'il est en périphérie ; **la Société des Nations peine à s'affirmer** et à trouver sa place sur la scène internationale.

## CHAPITRE 3 Un monde pacifié ? (1924-1929)

Les années d'après-guerre 1919-1923, montée continue des tensions en Europe, jusqu'à l'occupation de la Ruhr en 1923, qui met au jour **un double clivage** : **franco-allemand et franco-britannique** (prise de distance). L'intervention franco-belge dans la Ruhr marque l'apogée des tensions en Europe et montre aussi les limites de cette stratégie. La stratégie des égoïsme nationaux ne fonctionne plus. C'est **l'échec d'une solution par la force** qui oblige alors les acteurs à revenir à la table des négociations. **Poincaré** l'accepte lui-même à la fin de l'année 1923. Cela marque un **basculement** puisque le **climat des relations internationales s'apaise avec la pacification en Europe**. Cette détente est servie par la **croissance économique** mondiale qui revient. On a donc **cinq années de détente diplomatique et de développement économique** dans l'entre-deux-guerres. Cette période dorée a été permise par le **développement du dollar**. La coopération européenne et internationale, si elle a été brève, a permis de **poser les bases pour l'après Seconde Guerre mondiale**.

### I) Le tournant de 1924 en Europe

« C'était une année qui avait commencé par des morts, par la disparition des symboles ou des acteurs les plus considérables des premières années de la Paix : Lénine était mort en janvier, Wilson en février, Hugo Stinnes en avril. En mai, des élections pleines de lyrisme avaient amené au pouvoir le bloc des Gauches : comme on venait d'en finir avec la Chambre bleu horizon, on croyait que la guerre était définitivement liquidée. »

Paul Nizan, *La Conspiration*, Paris, NRF, 1938, p. 39.

→ Cette citation montre le tournant symbolique de 1924, reconnu par des intellectuels au moment où ils le vivaient.

**Les cartes rebattues dès la fin 1923** : Dès la fin de l'année 1923, les choses changent avec **notamment l'accord Baldwin sur la dette américano-britannique** en juin 1923 qui marque un **rapprochement entre les deux « sœurs »**. En 1923, le gouvernement **Stresemann** arrive au pouvoir, et abandonne en septembre la **Résistance passive** (grève générale dans la Ruhr pour empêcher les usines de tourner : ruineuse pour l'Allemagne et est un obstacle à tout dialogue international) et le gouvernement allemand se dit **prêt à négocier avec la France** sur la question des réparations de guerre. Dès novembre, **Poincaré** accepte le **principe d'une commission d'experts sur le paiement des réparations**. Cela aboutit au début des travaux de la **Commission Dawes** (commission d'experts, de banquiers internationaux et notamment américaines : trouver une solution financière et pas militaire) en décembre 1923 pour **trouver une solution** à la question des réparations de guerre.

**Alternances politiques à Londres et à Paris** : On enregistre un **basculement à gauche des gouvernements français et britannique**. En Grande-Bretagne, le **Parti Travilliste remporte les élections** en décembre 1923 (dirigé par **Ramsey McDonald**) suivi par le **Cartel des gauches** en France en avril 1924 ce qui constitue un **désaveu de la politique dure de Poincaré** dans la Ruhr. **Édouard Herriot** prend ainsi la tête du nouveau gouvernement. Les deux pays semblent donc **aller dans la même direction** notamment sur les questions des relations internationales dans une dynamique reposant davantage sur le **dialogue**. Lassitude de l'opinion publique de la logique conflictuelle, signe d'un revirement parallèle, volonté d'essayer autre chose.

#### a. Sortie de l'impasse des réparation

C'est sur cette question prioritaire que l'on travaille en premier lieu à l'aube de l'année 1924.

### i. La Commission Dawes rend sa copie (avril 1924)

Il s'agit d'un **plan de paiement pour 5 ans** et ne prévoit pas le paiement intégral en 5 ans mais souhaite **réamorcer la pompe, ledit paiement**. On prévoit une **augmentation progressive** des sommes que l'Allemagne devra verser.

L'idée principale du plan Dawes, est de **lancer un emprunt international en faveur de l'Allemagne** et de **favoriser aussi les investissements** en Allemagne **pour lui permettre de relancer sa machine économique** et ainsi de **payer les réparations** dues notamment à la France.

Les **circuits financiers sont contrôlés par un organisme technique** installé à Berlin et **géré par l'Agent Général des Paiements** qui n'est ni Allemand, ni Britannique, ni Français. L'objectif est de **dépolitiser cette question** des réparations.

D'abord, **ce plan ne change pas la somme** que l'Allemagne (tjrs 132 milliards) doit à la France. Ensuite, le but n'est pas de rembourser la dette, mais de mettre en place des circuits qui permettront de faire payer à l'Allemagne, sur le long terme, ce qu'elle doit. **Ce plan ne parle d'ailleurs pas du tout des dettes de guerre** (il s'agit pour les Américains de bien séparer les deux questions).

### ii. Vers la Conférence de Londres (juillet-août 1924)

Il s'agit ici pour les gouvernements de **décider si oui ou non il faut accepter le Plan Dawes**. Deux éléments à souligner :

- C'est la **première fois que l'Allemagne est conviée à une conférence à égalité** avec les puissances Alliées (invitée à partir du 5 août).
- Les États-Unis **acceptent d'y participer, mais du bout des lèvres** : ils ne veulent pas trop s'investir au départ et **n'envoient que leur ambassadeur** à la Conférence de Londres mais ils sont très **investis en coulisses** : Un des principaux banquier américain est présent (Morgan), ainsi que le Secrétaire d'État au Trésor, le Secrétaire d'État, des grands banquiers américains sont présents à Londres. **Investissement de fait des acteurs américains** : gouvernementaux et privés.

L'enjeu central de la Conférence est de **faire accepter à la France le retrait des troupes stationnées dans la Ruhr**. **Herriot** (président du conseil) **cède assez vite** parce que ça coûte cher à la France et qu'il veut redorer l'image internationale de la France et parce qu'il veut **éviter un front anglo-saxon contre la France** et emprise de sympathie pour les Allemands. En contrepartie de ce Plan, la France promet d'évacuer la Ruhr dès la réception du premier chèque allemand.

En France, c'est cependant **considéré comme un échec du gouvernement Herriot** sur la scène internationale puisque la France **n'a rien obtenu de ces négociations** : pas de moratoire sur les dettes de guerre, pas de lien entre dettes de guerre et réparations et pas de garantie de la frontière franco-allemande.

Le climat s'apaise néanmoins : France est tenue de se retirer de la Ruhr avant août 1925. Il apparaît donc que le problème des réparations est réglé pour 5 ans. L'Allemagne reprend des paiements dès 1924 après **l'entrée en vigueur de l'accord le 1er septembre 1924**.

### b. Vers une réintégration soviétique sur la scène internationale ?

#### i. Rétablissement des relations diplomatiques

L'année 1924 est décisive pour l'Union Soviétique puisque c'est l'année de sa **reconnaissance sur la scène internationale**. En effet, des **puissances européennes et**

**asiatiques rétablissent des liens directs avec Moscou** : les Britanniques rétablissent leurs relations diplomatiques le 2 février 1924, les Italiens le 8 février 1924, la France le 28 octobre 1924. Cette reconnaissance internationale est facilitée en France et en GB par le glissement à gauche de la majorité, mais, plus globalement, l'URSS récolte aussi le **fruit de l'apaisement du contexte soviétique**, sa discrétion lors des années précédente et de la fin de la vague révolutionnaire (elle fait moins peur). C'est également l'année de **la mort de Lénine**.

## ii. Succession de Lénine et positionnement international de l'URSS

**Lénine meurt le 21 janvier 1924**. Sa mort ouvre ainsi une « **guerre de succession** », qui a des enjeux importants au niveau interne du pays comme au niveau du positionnement international de l'URSS.

La querelle se cristallise très vite en 2 camps :

Succession de Lénine (mort le 21 janv. 1924)	
<b>Trotsky</b> (Commissaire du Peuple à la Guerre)	<b>« Troïka »</b> Zinoviev (SG du Komintern) Kamenev (psdr du Conseil des Commissaires du Peuple et du Politburo) Staline (SG du PCUS)
Mot d'ordre de la « Révolution permanente » (et mondiale) <i>(Leçons d'Octobre, sept. 1924)</i>	Mot d'ordre du « Socialisme dans un seul pays » <i>(Trotskisme ou léninisme, déc. 1924)</i>

Le premier mouvement est mené par **Trotsky** qui est **soutenu par l'armée rouge** (Commissaire du peuple à la Guerre). Le second est mené par **la Troïka**, que forme **Zinoviev** (secrétaire général du Komintern), **Kamenev** (président des Commissaires du Peuple et du Politburo) et **Staline** (secrétaire général du Parti Communiste).

Les deux mouvements ont des **conceptions différentes de la politique internationale de la Russie soviétique**. Trotsky souhaite avoir de **nouveaux pays socialistes** dans le monde pour avoir des alliés et souhaite ainsi une « **révolution permanente** » et mondiale. L'Union Soviétique, seul pays soviétique au monde ne peut pas survivre seule à moyen ou à long terme. Du côté de la Troïka, Staline, selon la formule du « **socialisme dans un seul ou même pays** » (cf. ouvrage de Lénine : *Trotskisme ou Léninisme*, décembre 1924), la révolution à l'échelle internationale doit voir une **consolidation de la base socialiste du régime soviétique**. Il s'agit de **consolider l'URSS pour en faire le point de départ d'une révolution mondiale**. Les buts sont les mêmes, mais **l'ordre des priorités est inversé**.

La lutte interne est très vive en Union Soviétique et **la Troïka semble s'imposer face à Trotsky qui est forcé de démissionner**. Trotsky est écarté en janvier 1925 puis déporté au Kazakhstan puis expulsé d'Union Soviétique et enfin assassiné à Mexico.

Les conséquences sur la scène internationale sont importantes : **l'Union soviétique est prête à jouer le jeu des relations internationales** voire à les perturber le jeu des puissances capitalistes, à s'immiscer dans leurs relations, lorsque c'est dans son intérêt. En janvier 1925, Moscou signe un **traité avec le Japon** qui lui donne un droit de regard dans le Pacifique Nord puis signe le **Traité de Berlin** en avril 1926 qui **renforce la coopération entre Allemagne et Union Soviétique**.

## c. La « deuxième naissance » de la SDN

Ce « second souffle » est directement lié à l'arrivée au pouvoir de **MacDonald** à Londres et de **Herriot** à Paris. L'arrivée au pouvoir d'une gouv travailliste en GB fin 1923 puis du Cartel

des gauches en FR au printemps 1924, amène un changement des conceptions vis-à-vis de la SDN. Les deux sont effectivement convaincus que **la SDN peut devenir un outil au cœur de la diplomatie notamment européenne**. Pour **Herriot**, elle peut permettre de **garantir une sécurité que la France** n'a pas réussi à obtenir avec les traités de paix, et permettrait à la France de **redorer son image internationale**, entachée par son invasion de la Ruhr en 1923.

### i. L'assemblée générale de septembre 1924

Les deux chefs de gouvernement vont en personne à Genève et font tous les deux des **discours enflammés**. **MacDonald** traite du **désarmement** et affirme la **nécessité de régler les contentieux avec le droit international (arbitrage des contentieux)** quand **Herriot** ajoute à ces deux points du désarmement et de l'arbitrage, **le point de la sécurité**. Tout l'enjeu tient à **l'ordre des priorités dans entre ces trois principes** (sécurité, arbitrage, désarmement).

### ii. Le « Protocole de Genève »...

Ce **Protocole pour le Règlement Pacifique des Règlements Internationaux** (automne 1924) est de **compléter le Pacte de la SDN**, préciser les axes de coopération entre les membres de la SDN, autour du slogan énoncé par **Herriot** et **MacDonald**. Il précise le principe et **mécanisme des sanctions** comme le **principe d'arbitrage (obligatoire en cas de conflits)**, prévoit une **conférence sur le désarmement** (pour mettre un processus négocié, concerté et collectif de désarmement des membres) ou encore le **vote des décisions à la majorité au lieu de l'unanimité** (adoption sanctions et décisions de l'arbitre). Le principe directeur de ce texte est **l'efficacité des procédures pour assurer une sécurité sur le continent européen**. Texte important, symbole du renouveau de la SDN en 1924.

### iii. ...et son échec

Cependant, ce texte n'est **jamais mis en œuvre** puisqu'il est le produit du multilatéralisme et que **MacDonald chute au moment de la rédaction du texte**. Les Conservateurs rejettent donc le texte considérant qu'il réduit la souveraineté de l'Empire Britannique. L'ensemble de ce Protocole échoue. On en reste donc sur le fonctionnement du Pacte de 1919.

Ce deuxième souffle inscrit un **renouveau dans la durée** car il **permet à la SDN d'obtenir des réussites par la suite et de s'affirmer sur la scène internationale**. **Herriot** obtient aussi une **stature d'homme d'État à l'échelle internationale**. S'ouvre une ère de stabilité politique et de prospérité économique, placée sous le signe du dollars.

## II) La diplomatie du dollar : affirmation de la puissance américaine et outils de pacification mondiale

Les 3 grandes puissances européennes ont montré, au début des années 1920, qu'elles n'ont **plus les moyens de mener une politique de puissance** notamment à cause de la question financière. La Grande-Bretagne est en crise et **tente coûte que coûte de rattacher la livre sterling à l'or**. Elle y parvient en 1925, au prix d'une politique de déflation, de rigueur et d'austérité très dure, et d'une crise économique majeure dans l'ensemble du pays. En Allemagne, **la politique de la Résistance passive met le pays au bord de la faillite** en 9 mois de temps et cela est d'autant plus dangereux pour l'Allemagne qu'elle fait face à une hyperinflation. La France est **incapable de tirer les fruits de sa politique dans la Ruhr** et n'a d'ailleurs **pas les moyens de mener cette opération** durant longtemps.

Les États-Unis ont la **seule monnaie rattachée directement à l'or jusqu'en 1925**. Ils souhaitent d'ailleurs trouver des **moyens d'influence, et de s'imposer en puissance mondiale, sans pour autant mettre en place un engagement américain plus contraignant**. Tout cela mène tout de même à une **détente du contexte international**.

### a. Le « cercle vertueux » de la diplomatie du dollar en Europe (1924-1929)

#### i. Le plan Dawes amorce la pompe

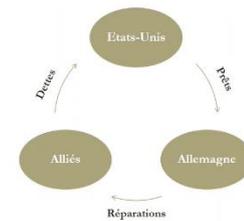
En Europe, le principe de retour financier des Américains est acté par le **Plan Dawes** de 1924. Or, **seuls des financiers Américains ont la capacité de prêter les sommes recommandées par le Plan Dawes pour l'Allemagne**. Au lieu des 800 millions de dollars initialement prévus, on arrive à 2,5 milliards de dollars investit par des investisseurs américains en Allemagne. Cela permet à l'Allemagne de payer ses réparations aux Alliés et à ces mêmes Alliés de payer leurs dettes aux États-Unis.

**Robert Franck** parle de « **triangle financier de la paix** ». Ce circuit vertueux permet **d'apaiser les relations internationales** : entre l'Allemagne et les Alliés mais aussi entre les Alliés et les États-Unis.

Par exemple, en avril 1926, les **accords Mellon Béranger** sont signés entre les États-Unis et la France consolidant la dette Française qui s'étend jusqu'en 1988 (plan de paiement de 62 ans).

L'engagement des États-Unis est à moindre risques puisqu'il se fait sans aucun engagement politique, diplomatique, mais seulement par l'arme du dollars + fonds investit sont pour une très grande majorité privés, et n'impliquent pas le gouvernement. Accepter le fardeau de la puissance sans risque politique.

General Motors rachète ainsi Opel, General Electric rachète une partie d'AEG : les **capitaux américains envahissent les marchés allemands**. Ses investissements se font aussi dans d'autres pays européens comme l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Cela permet de relancer les économies de l'Europe Centrale mais aussi l'Europe en général. Dans le même temps, un **anti-américanisme se développe**. On reproche aux Américains « *d'acheter l'Allemagne* ».



#### ii. Du plan Dawes au plan Young (1929)

Le Plan Dawes (1924) doit durer 5 ans. Dès 1928, on réfléchit à un nouveau plan qui ne serait plus provisoire mais définitif et qui permettrait de faire payer ses 132 milliards à l'Allemagne. On réunit à nouveau une commission d'experts : **la commission Young**. Le plan Young ne remet pas en cause le montant des réparations dues par l'Allemagne. Il met cependant en place un **plan de paiement de 59 ans et qui s'étend jusqu'en 1988**. Transferts + massifs (all peut payer plus) qu'on veut dépolitiser et apaiser.

On imagine des structures nouvelles pour la gestion de ces paiements : **la Banque des Règlements Internationaux** qui siège à Bâle est créée et est chargée de tenir les comptes de la manière la plus dépolitisée possible, tient les ardoises des paiements et des remboursements, les comptes, réclame les échéances.

De plus, ce plan met en place un lien implicite entre réparations de guerre et dettes de guerre. Toujours pas de reconnaissance réelle, notamment par l'admin EUA, mais éléments significatifs :

- Échéance en 1988, même échéance que celle des accords Mellon-Béranger. La France paye ses dettes avec les réparations touchées par l'All (pas officiel).
- S'il ne remet pas en cause les 132 milliards de marks-or, ce plan fait la **distinction entre une somme incompressible (All doit payer quoi qu'il arrive ~20% du**

**total) et l'autre partie qui n'est exigible qu'à la lumière de l'économie mondiale** (lien avec les dettes EUA : exigibles que si les EUA réclament également leur dette, sinon ça ouvre la voie à une annulation d'une part des réparations).

Le plan est adopté à la **Conférence de la Haye** en août 1929 avec l'assentiment du gouvernement allemand. C'est la première fois dans l'entre-deux-guerres que l'Allemagne accepte formellement le chiffre de 132 milliards de marks-or. Cette signature se fait en échange de **l'évacuation par les Alliés de la Rhénanie** avec 5 ans d'avance par rapport aux dispositions du Traité de Versailles. Il permet ainsi de **détendre les relations européennes**. Refus du plan Young par la droite nationaliste, notamment Hitler (cf. cours Droit).

## **b. La diplomatie du dollars hors d'Europe**

### **i. L'omniprésence du dollar sur la planète**

Ces investissements massifs du dollar à travers le monde constituent une **grande arme sans avoir besoin de s'investir physiquement dans les pays en question**.

On trouve des **investissements américains dans le pacifique**. Par exemple, ils profitent du principe de la porte ouverte (accords de Washington, 1922) en Chine pour y investir et y **concurrencer les puissances européennes et le Japon**. Néanmoins, la prudence y est de mise face à **l'instabilité de la situation politique du pays** (guerre civile depuis 1912). L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont aussi des lieux d'investissement américain d'autant plus que la US Navy manœuvre dans la zone : il y a un **rapprochement des dominions avec les États-Unis** (sécurité dépend de + en + des EUA et de moins en moins de la GB).

**Le Proche et Moyen-Orient** reste cependant une région sous influence britannique. Cependant, la **Standard Oil Company (Rockefeller)** entre autre investissent la région en parvenant à obtenir, grâce à l'intermédiaire du Secrétaire d'État, un quart de la Turkish Petroleum Company qui devient la International Petroleum Company.

**L'Amérique du Sud** est, elle, de plus-en-plus une **sorte de pré-carré des États-Unis**. L'interventionnisme états-unien a du plomb dans l'aile puisqu'elle est **mal acceptée par l'opinion publique américaine** : les troupes américaines se retirent d'Haïti à la fin de la décennie ou encore de la République Dominicaine, retrait du Nicaragua en 1925.

**L'interventionnisme se poursuit avec l'arme financière**. La **United Fruit Company** rend dépendants plusieurs gouvernements d'Amérique Latine (Costa Rica, Colombie, Guatemala). Les capitaux américains sont plus de deux fois supérieurs à ceux des Britanniques (deuxième puissance investisseuse dans la région) en 1930. Position éco quasi monopolistique, mise sous tutelle du continent. Ces investissements **permettent à l'Amérique latine de se développer en matière économique** mais cela **freine aussi le développement politique** des démocraties (régimes corrompus liés au firmes américaines) des pays en question en installant des gouvernements corrompus.

**La yankophobie** se développe dans les population latino-américaines (révolte à cuba en 1925) populations qui se rapprochent en partie grâce à cela : la **conférence panaméricaine de la Havane** de 1928 en est le point culminant, porté par l'Argentine, le Chili et le Mexique (comme un front contre les États-Unis). À partir de 1928-1929, cela amène le président **Hoover** à reconsidérer la politique américaine en Amérique latine : **le mémorandum Clark** préconise un **début de désengagement des États-Unis dans la région**.

### **ii. Les frustration et la radicalisation nationaliste au Japon**

Il s'agit à l'époque d'un **pays en plein essor démographique** (de 44 millions d'habitants en 1900 à 68 millions en 1925). Le pays a d'ailleurs du mal à faire face à cette augmentation

notamment sur le **marché de l'emploi**. D'autant plus que le **tremblement de terre de Tokyo** en 1922 détruit des infrastructures et que l'économie japonaise tourne au ralenti.

**Les Américains investissent au Japon** : plus de 40% des investissements directs étrangers dans le pays. Néanmoins, les Américains sont méfiants face au gouvernement japonais qui est de plus-en-plus nationaliste et un potentiel rival dans le Pacifique. La vision américaine du Japon est aussi marquée par la **peur du « péril jaune »** (peur d'une trop forte immigration japonaise aux États-Unis). Cette « menace » aboutit à une **disposition ouvertement discriminatoire envers le Japon dans la loi sur l'immigration de 1924 (Johnson-Reed Act)** aux États-Unis. Elle pose des **quotas d'immigration pour chaque pays** et proportionnels à la population déjà présente sur le sol américain (~2% de la population du pays d'origine en général). Les Japonais n'ont droit qu'à **100 entrées par année**. Vu comme une mesure raciste, et comme une soupape fermée face à la croissance démographique.

Par ailleurs, les Japonais avaient perdu le droit de s'étendre dans le Pacifique (conférence de Washington, 1922) et si le gouvernement américain incite à l'investissement au Japon, il **désincite les banques américaines lorsqu'il s'agit de prêter de l'argent**, par **peur qu'il ne serve à financer le réarmement japonais**. Par exemple, Washington exerce 2 fois son droit de veto face aux prêts de la **Banque Morgan** (en 1923-1924 et en 1927) ce qui est ressenti comme un **acte d'hostilité de la part du gouvernement américain au Japon**.

D'une certaine façon, cela **encourage la radicalisation des milieux nationalistes japonais**. **L'armée japonaise a donc une emprise croissante sur le gouvernement**.

Il bénéficie de la diplomatie du dollars mais se considère comme l'oublié de la prospérité. Le Japon impute sa situation économique défavorable aux puissances occidentales avec la conférence de Washington qui les empêchent de s'étendre dans le Pacifique, avec les quotas d'immigration et les vetos mais aussi parce qu'avec la crise de 1929, les États-Unis retirent massivement leurs capitaux du Japon. Le Japon est de + en + convaincu qu'il ne pourra se développer, absorber sa croissance démographique que par une expansion économique en Asie pacifique, voir par une conquête territoriale. C'est dans ce contexte de volonté d'expansion territoriale (éventuellement armée) qu'est mis en place le **mémorandum Tanaka** en 1927 et qui prévoit le **grignotage éco puis pol de la Chine Pacifique par le Japon, prélude à une expansion plus large dans l'Asie Pacifique**. Présenté à l'empereur par le premier ministre.

Cette diplomatie du dollar a des conséquences ambiguës : si elle permet d'apaiser les tensions, d'affirmer la position des États-Unis sur la scène internationale et de mettre en place un développement économique à travers le monde, elle est aussi la **cause de certaines tensions à travers le monde** (Japon, Amérique latine, etc.). Elle est aussi largement **dépendante de la conjoncture économique américaine** et donc difficile à inscrire dans la durée.

### **III) L'Europe vers la réconciliation ?**

Avec la mise en application du plan Dawes, les choses se passent mieux en Europe et pour la première fois depuis 1919, **l'Allemagne paie** une partie de ses réparations à la France et à la Grande-Bretagne. Cela pacifie les relations entre anciens ennemis et entre alliés. L'Allemagne récupère ainsi progressivement une place de premier plan sur la scène internationale

#### **a. Les chemins des accords de Locarno (16 octobre 1925)**

Il s'agit d'une initiative de **Gustav Stresemann**. Les voisins occidentaux de l'Allemagne (Belgique et France notamment) sont sévères avec elle car ils ont peur de l'Allemagne.

**Stresemann** imagine que pour améliorer ces relations, il faut donner des **garanties de sécurité pour que la Belgique et la France**, par exemple, soient moins dures. Il propose à la Grande-Bretagne de mettre en place un **plan de sécurité garantissant les frontières en Alsace et en Belgique et donc reconnaît la perte de ces territoires**. Il s'agit de faire en sorte que la Grande-Bretagne soit la **puissance garante de ces frontières** pour pouvoir ensuite obtenir le droit de se réarmer, etc. Londres est assez intéressée et transmet le projet à Paris. Le gouvernement **Herriot** est assez réticent mais il chute en avril 1925 et cela débouche sur l'installation d'**Aristide Briand** au Quai d'Orsay (jusqu'en 1932) qui **accepte de négocier sur ces bases**.

On se réunit alors à Locarno en Suisse en octobre 1925. On y retrouve les ministres des Affaires Étrangères des pays concernés et la délégation de la Grande-Bretagne mais aussi **l'Italie qui se propose comme autre puissance garante** des frontières (sur l'initiative de **Mussolini** qui ne souhaite pas rester en dehors de ce grand moment de la diplomatie européenne).

**Le Pacte Rhénan** est le plus important des accords de Locarno. Il a pour principe la **reconnaissance par l'Allemagne de la frontière en Alsace et en Belgique** (mais pas celles de la Pologne et de la Tchécoslovaquie : fait peur en Europe de l'Est). Il reconnaît aussi le **principe de démilitarisation de la Rhénanie**. Cette clause est violée par **Hitler**. La Russie bolchevique est aussi assez mécontente. Les allemands signent donc de nouveaux **accords à Berlin** en 1926 pour **rassurer l'Union Soviétique**.

Marque la détente politique en Europe, qui intervient après la détente économique de 1924. **L'entrée de l'Allemagne à la SDN** est aussi prévue pour l'automne 1926. Création d'une euphorie en Europe chez les partisans du dialogue : on appelle ça « l'effet Locarno », qui permet l'éclosion du militantisme européen.

### **b. L'éclosion du militantisme Européen**

On parle **d'effet de Locarno** à la suite de la signature de ces accords, encourage la prolifération des entreprises. En réalité, dès l'occupation de la Ruhr, de nombreux intellectuels **avaient condamné cette issue et plaidaient pour une solution politique et pour une intégration des pays européens**.

#### **i. Paneurope, par R. Coudenhove-Kalergi (1923)**

Né dans l'Empire Austro-hongrois, il est de mère japonaise et tchécoslovaque de nationalité, de sorte que son profil est largement internationaliste. **Paneurope** en pleine crise de la Ruhr en Europe centrale : titre d'un texte qui est un appel aux européens (manifeste), revue, et plus globalement un mouvement fondé par **Coudenhove-Kalergi**. Son projet est un projet vague en 1923-1924 et veut **une coopération européenne renforcée**, pays du continent au sens restreint du terme : il souhaite exclure la Russie (justifié par le fait que la majeure partie de son territoire est plus largement asiatique, euroasiatique) et la Grande-Bretagne (du fait de son caractère insulaire, jamais engagée dans les projet européens).

Il apporte donc une **importance particulière à la relation entre Paris et Berlin** dans son projet. Pour lui, c'est aussi une vision du **monde divisé entre 5 grands ensembles** (le XIXe siècle était le siècle des Nations et le XXe siècle est le siècle des grands ensembles) :

- L'Amérique (déjà dans cette perspective avec les conférences panaméricaines par exemple),
- L'URSS et les mondes qui gravitent autour,
- Le Commonwealth britannique,
- L'Europe
- Le monde asiatique.

Ce projet gagne une certaine **approbation en Europe** du fait de la **propagande de Coudenhove-Kalergi** qui connaît les élites de tous les pays européens. **Un congrès de la Paneurope est tenu à Vienne** en 1926 sous la présidence d'honneur de **Briand**. C'est donc le **mouvement le plus actif et le plus visible** mais il faut bien avoir en tête que **foule de journaux et de mouvements se manifestent. Il y a donc des projets divers.**

## ii. Pour une union économique

Les **projets économiques ont une place très importante** dans cette diversité et tout particulièrement, la **question des tarifs douaniers** tient une place importante.



Carte de Clive **Morrisson-Bell**, qui représente les tarifs douaniers en Europe : Il veut montrer à quel point le continent est fragmenté par des murs infranchissables qui nuisent aux échanges économiques et qui empêche l'éco européenne d'être prospère (comparaison avec l'Amérique, unifiée, dans tarifs douaniers entre le Texas et ses voisins etc).

La volonté européiste veut mettre fin à ces tarifs douaniers. On a alors deux tendances :

- **Une approche contractuelle** : les entreprises des pays s'entendent (**cartels**) pour mettre fin à ces tarifs douaniers, par exemple avec **l'Entente des Industriels de l'Acier** à partir de septembre 1926 (se mettre d'accord sur les prix, sur des quotas de production, sur des régions de vente...), puis autres branches se rapprochent en cartels : potasse, aluminium..
- **Une approche libérale** : **réduire les tarifs douaniers** en légiférant voire créer une union douanière européenne. Elle est notamment portée par **l'Union Douanière Européenne** (association européenne défendant ce but, fondée en 1927).

Il y a aussi une idée centrale qui est celle de la nécessité de favoriser une meilleure connaissance réciproque des européens. Ça passe par la mobilisation des intellectuels européens qui mettent l'accent sur une **meilleure compréhension entre les peuples et qui aboutit à la multiplication des revues et des associations européistes** : **L'Europe Nouvelle** (**Louise Weiss**), **Europäische Revue** (**Karl v. Rohan**). Mouvements nombreux en Europe centrale, mais restent des mouvements d'élites. Militantisme par le haut, qui atteint mal, peu, voir pas du tout les peuples européens à certains égards.

La plupart des projets européens **reposent sur un axe renforcé entre Paris et Berlin.**

## c. Le dialogue franco-allemand au cœur de l'apaisement européen

### i. Dialogue ministériel

Le contact a été pris entre **Stresemann** et **Briand**, tous deux Ministres des Affaires Étrangères. Ils ont notamment été **couronnés ensemble du Prix Nobel de la Paix de 1926** pour la signature des accords de Locarno et cette même année, ils sont tous les deux **artisans de l'entrée de l'Allemagne à la SDN** (discours d'entrée de **Briand** : « *Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix !* »). La coopération entre ces deux Ministres, qui ont tous deux une **longévité ministérielle dans leurs pays** (fait rare), leur permet d'être **les acteurs principaux de ce dialogue.**

Sur le plan ministériel, il y a plusieurs choses importantes. Par exemple, **la rencontre de Thoiry** (Ain) le 17 septembre 1926, juste après l'Assemblée Générale de la SDN de 1926, ce qui constitue la **première rencontre bilatérale franco-allemande depuis la guerre.** On y discute des bases possibles d'une **reprise du dialogue** entre la France et l'Allemagne. La France fait face à une **chute du franc** et on traite alors d'une **éventuelle aide financière allemande** en échange de quoi, l'Allemagne pourrait obtenir un **assouplissement des clauses de**

**Versailles.** Briand est plutôt pour mais Poincaré l'est beaucoup moins d'autant plus qu'il **préside une politique pour le redressement du franc** ce qui rend cette discussion inutile. On voit bien que **dès lors que l'on touche à des sujets politiques, l'entente est difficile.**

Plus concret en terme de prod et de résultat par la **négociation d'un accord commercial** le 17 août 1927 est, de ce point de vue, très important : facilite les échanges éco et commerciaux entre les deux pays (pénétration du textile et de l'agriculture française en Allemagne et de la chimie et de l'électricité allemande en France). Les deux nations **s'échangent la clause de la nation la plus favorisée.** C'est un **geste fort de main tendue.**

On retrouve aussi cette logique de **négociation-concession dans le plan Young** de 1929-1930 (reconnaissance du montant des réparations en échange d'une évacuation anticipée de la Rhénanie).

## ii. Un rapprochement des sociétés civiles ?

Il est aussi important de voir que **ce dialogue franco-allemand ne se limite pas à un niveau ministériel puisqu'il implique aussi une partie des élites économiques, politiques et culturelles des deux pays.**

Dans le cas des élites économiques, il s'agit d'ententes, **de cartels** (Entente des Industriels de l'Acier).

Pour ce qui est du rapprochement des élites intellectuelles, on parle de « **Locarno intellectuel** » d'autant plus symbolique qu'au lendemain de la guerre, **on boycottait les sciences et les lettres allemandes du fait de leur soutien à la politique du kaiser.** La situation est donc renversée : des écrivains français font des **tournées en Allemagne** (Paul Valéry en 1927) ou l'inverse (Thomas et Heinrich Mann en France) mais aussi des **réseaux entre intellectuels** (André Gide travaille à traduire plusieurs grands écrivains allemands pour les proposer au public français).

On a aussi une **prolifération des revues** comme la **Revue d'Allemagne** ou la **Deutsch-Französische Rundschau**. Des **clubs et associations franco-allemandes** se forment comme la **CFAID** (ou Comité Mayrisch) qu'un luxembourgeois établit dans le but de mieux faire connaître la France aux patrons allemands et l'Allemagne aux patrons français et par là même de rapprocher les élites économiques des deux pays (donner de vraies informations, de **pas nourrir le nationalisme économique**). Le club est très select avec l'idée que les **personnes influentes au sein de ce club vont, un jour, permettre de faire que les populations des deux pays se rapprochent.**

1925-1930 est une **période de dialogue, de détente dans les relations franco-allemandes** qui entraîne aussi celle de la géopolitique du continent. Elle est due au **rétablissement économique** permis par la diplomatie du dollar et à la **bonne volonté d'un certain nombre de personnages de l'époque.**

Pour autant, on est loin d'une lune de miel. D'abord car ces **mouvements restent limités aux couches les plus favorisées** des deux pays et qui a du **mal à infuser en profondeur les sociétés des deux États.** Les opinions publiques suivent à un certain point (rejet du référendum **d'Hitler** contre le plan Young) mais à part cette validation par le biais de l'élection, on a **du mal à avoir une adhésion plus forte.** Il est d'ailleurs clair que les **objectifs français et allemands sont tout à fait différents** : l'Allemagne veut toujours la **révision des traités** quand la France en **souhaite l'application.** Les lignes restent finalement peu changées : ce qui change c'est les méthodes que chacun emploie pour atteindre ses objectifs, accords sur ces moyens. A partir de 1930-31, les relations se tendent de nouveau entre France et Allemagne.

## IV) Un premier âge d'or de la gouvernance mondiale ?

### a. L'ère de la « Sécurité collective »

Formule qui montre la **capacité à arriver à associer la paix dans une logique collective de discussion et qui permet à limiter les conflits**. La SDN est au cœur de cette doctrine. 1924-début des années 30's : années où la SDN tourne à plein, où on voit défiler les chefs de gouvernements, les ministres qui lui accordent du crédit, où elle paraît **efficace comme instrument de stabilité et même de paix**.

Elle parvient à gérer les tensions de sorte qu'elle évite la guerre avec le règlement du conflit gréco-bulgare en 1925 (incident à la frontière).

La SDN met en place **des conférences avec des ambitions à long terme** : elle lance en décembre 1925 des **travaux préparatoires à la Conférence sur le désarmement**. Idée d'un accord entre toutes les grandes puissances de la planète pour réduire leur armement en même temps, ce serait le meilleur moyen de garantir la paix. Ces travaux associent des pays membres de la SDN mais aussi des pays non-membres (1<sup>ère</sup> fois) qui peuvent être intéressés et jouer un rôle important dans cette logique de désarmement mondial : EUA, URSS.

**Conférence économique de Genève**, mai 1927 : même logique, invitation des EUA et de l'URSS. Vise à diminuer voire à **abolir les entraves aux échanges éco mondiaux** (idée très Wilsonienne selon laquelle + les nations commerceront entre elles, et + elles seront dépendantes les unes des autres et moins enclines à se faire la guerre). On y fait surtout **des recommandations** : préconise et invite les nations à **baisser les droits de douanes** (limiter les rivalités commerciales), invite les participants à **encourager la création des cartels internationaux** (entente entre grands groupes d'une même branche qui s'entendent sur des quotas de prod, des prix éventuellement des salaires).

La SDN **fonctionne aussi au quotidien** comme cette première organisation internationale permanente et qui recrute des milliers de **fonctionnaires internationaux** (1<sup>ère</sup> dans l'histoire des RI). Fonctionnent aussi des **bureaux directement rattachés** à la SDN, efficaces dans cette période (ex : bureau international du travail). Cela change la donne puisque la **diplomatie multilatérale n'est plus que l'affaire de sommet ponctuels** mais une diplomatie qui s'inscrit dans une **forme de permanence** ce qui est tout à fait nouveau.

Cela dit, la SDN apparaît efficace mais elle reste **essentiellement centrée sur l'Europe** et les **limites de son rayon de compétences** apparaissent assez vite comme sur le **problème colonial** dans lequel elle est très frileuse (puisque les Britanniques et les Français dominent l'organisation). Le **droit de pétition donné aux populations sous mandat n'est, de fait, pas exercé**. Autre limite importante, si elle est efficace et importante en Europe, **elle a du mal à jouer les premiers rôles dans d'autres espaces**. En effet, lorsque éclate l'incident du Chaco entre le Paraguay et la Bolivie en 1928, alors que les deux pays sont membres de la SDN, **c'est une commission panaméricaine sous domination des États-Unis** qui va permettre de régler le différend. La SDN condamne le Paraguay comme agresseur (rend un arbitrage), mais solution concrète déléguée aux États-Unis.

Cela explique aussi pourquoi la limite de la « Sécurité Collective » est **l'absence des États-Unis**. Certains acteurs de la sécu collective vont chercher à sortir du cadre de la SDN pour réimpliquer des puissances qui n'en sont pas membres, faire une vraie gouvernance mondiale et pas uniquement européenne. **Briand** va essayer de ramener les EUA politiquement, et pas seulement pas le biais du dollars, dans le jeu de cette « Sécurité Collective » avec d'abord un **accord Franco-américain** qui traiterait de la **fin de l'usage de la violence entre la France et les États-Unis** et auquel se rattacheraient d'autres pays. **Kellogg** est plutôt pour négocier mais il finit par **vider l'accord de sa substance et le rend non-contraignant** (ne signe rien qui puisse empêcher les EUA d'agir comme ils veulent). Briand obligé de céder pour obtenir un succès symbolique : les EUA signent un texte international avec les Européens pour la première fois depuis la guerre. Le **Pacte Briand-Kellogg** est signé le 27 août 1928 à Paris et est

**multilatéral** (15 pays, mets la guerre « hors la loi », mais qui n'a aucun pouvoir contraignant, pas de sanctions) **mais il est avant tout symbolique**. Portée pratique très limitée.

Ce pacte est important parce qu'il est le signe du **climat optimiste de la deuxième moitié des années 20**, moment où les mouvements pacifistes s'affirment et deviennent une vraie force d'opinion publique, croyance de la paix par le droit par les gouvernants, croyance dans le pouvoir de la bonne volonté des hommes et des élites politiques, du désarmement, de l'arbitrage qui empêcherait le déclenchement d'une nouvelle guerre.

### **b. Le « Plan Briand », premier plan pour une Europe unie ?**

Contexte du militantisme européen + du lien qu'Aristide Briand entretient avec des associations qui promeuvent le dialogue européen. Il va amener à mettre la question européenne sur la scène diplomatique officielle.

Il a pour point de départ le **discours de Briand à l'Assemblée Générale de la SDN de 1929** :

*« ...Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés, comme les peuples d'Europe, il doit exister **une sorte de lien fédéral**. Ces peuples doivent avoir à tout instant la possibilité d'entrer en contact, de discuter de leurs intérêts communs, de prendre des résolutions communes. **Ils doivent, en un mot, établir entre eux un lien de solidarité** qui leur permette de faire face, au moment voulu, à des circonstances graves si elles venaient à naître. C'est ce lien, messieurs, que je voudrais m'efforcer de créer. ... »*

Ce discours suscite une surprise et **un énorme enthousiasme à Genève**, et plus largement dans les opinions publiques européennes (relais des médias). Cela dit, le projet apparaît **assez flou** et donc les États européens membres de la SDN (27 au total) demandent des précisions sur le projet à la France. On **demande un projet formel**.

La France est donc mandatée pour monter ce projet : **le Plan Briand** (mémoire sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne) du 1er mai 1930. Le rédacteur principal est le bras droit de **Briand** au Quai d'Orsay, **Alexis Leger**. Là aussi, l'idée est que le texte est envoyé à chaque État européen et que **chacun d'eux doit formuler des observations et les envoyer à la France qui en fait une synthèse à l'Assemblée Générale de la SDN de 1930**.

Il y a trois enjeux centraux dans ce texte :

- **Articulation entre projet Européen et SDN** : double risque : le problème est que ce projet européen peut renforcer le caractère européen de la SDN et créer une sorte de doublon de ladite Société des Nations. Risque perçu par **Briand** et **Leger** : insistance du plan sur le fait que l'UE se fera dans le cadre de la SDN, si pliera à ses règles, s'en servira dans ses structures. Cela se traduit concrètement par un dispositif institutionnel calqué sur celui de la SDN :
  - Le projet européen repose sur trois institutions largement inspirées de la SDN : **la Conférence Européenne** (réunit les 27 E de la SDN), **le Comité européen** (organe directif qui réunit 4/5 E européens) et **le Secrétariat européen** (instance administrative). Mimétisme qui vise à montrer que le projet européen pourra s'insérer facilement dans le cadre de la SDN sans en minimiser la portée ou faire doublon.
- **Le maintien de la souveraineté des États européens** : le plan est très clair : il ne prévoit aucun transfert de compétences. La structure européenne ne doit être là que pour la **coopération, la coordination et le dialogue** : aucune atteinte remise ne cause de la souveraineté nationale.

- **Attention au vocab** : Le plan s'intitule « plan pour le projet d'une Europe fédérale » ou « plan d'union fédérale ». Attention au sens du mot fédéral : pas le sens de la fédération comme l'entendrons bien plus tard les fédéralistes européens. Ce n'est qu'au début des 40's que ce terme va s'associer à la question d'un abandon ou d'un transfert de souveraineté dans le discours européen. En 1930, dans le plan Briand, le plan n'a pas ce sens-là. Très important.
- **Le troisième grand enjeu est celui de la « subordination générale du problème économique au problème politique »** : ce plan est un plan d'union politique, priorité politique, question éco ne sont que subordonnées à une entente et un dialogue politique. C'est une **clarification qui est très claire dans le mémorandum**, car c'était une question qui semblait floue dans le discours de **Briand** de 1929 :
  - Entre le discours de **Briand** en septembre 1929 et la publication du projet, la **crise économique s'est aggravée en Europe** (krach boursier de Wall Street en octobre 1929). Beaucoup de pays attendait un plan éco pour freiner collectivement cette dynamique de crise.
  - L'urgence est alors économique à ce moment-là mais la priorité pour Briand doit rester politique.

**L'enthousiasme est donc largement retombé au printemps 1930.** 5 réserves principales sont soulevées dans les 26 réponses :

- Peur que le plan n'induisse une **consolidation définitive de la carte européenne** telle qu'elle est issue des traités d'île de France (Problème pour les pays révisionnistes : Hongrie, Italie, Allemagne).
- Certains gouvernements ont aussi **peur d'un affaiblissement de la SDN par le doublon créé** : c'est le cas de l'Italie fasciste et du Royaume-Uni qui ne souhaite pas traiter différemment ses dominions non-européens par rapport aux pays européens du projet (Canada, NZ, Australie, Empire des Indes).
- Certains pays ont aussi **peur d'une perte de souveraineté** et notamment des petits pays européens qui ont **peur que ce projet ne favorise les décisions des grandes puissances européennes** : c'est le cas de la Belgique et des Pays-Bas.
- D'autres se plaignent du fait de **mettre la priorité sur le point politique comme la Pologne, l'Allemagne et l'Autriche qui souhaitent endiguer la crise.**
- Plusieurs pays soulèvent aussi la **question des États européens non-membres de la SDN.** Les inclure ou pas ? Ça concerne l'Islande et surtout la Turquie de Mustafa Kemal et l'Union Soviétique.

Ainsi, quand Briand présente cela à l'Assemblée Générale de 1930, l'enthousiasme n'est plus au rendez-vous. La SDN crée une **Commission d'études pour l'union européenne (CEUE)** qui ne se réunit que jusqu'en 1931 d'autant plus que **Briand** meurt en 1932. Première institution officielle dédiée aux réflexions sur le rapprochement Européen. Ce plan Briand est donc enterré à partir de 1932.

**L'échec du Plan Briand** tient à **des raisons conjoncturelles** (pas de chance au niveau chronologie). Briand prend la parole en 1929, et un mois plus tard, **Stresemann** décède (homologue allemand), et il perd son interlocuteur qui lui permettrait d'obtenir une position + enthousiaste de l'Allemagne. De plus, **l'aggravation inattendue de la crise économique** qui suivent le discours, change le climat, bcp moins enthousiaste et aventureux.

Il y a aussi des **raisons structurelles** qui empêchent de graver dans le marbre quoi que ce soit : **il y a toujours des révisionnistes et des défenseurs de l'ordre versaillais** et les objectifs européens restent donc largement différents. Dès lors, les européens refusent tout ce qui pourrait figer la situation.

De plus, le plan vient souligner **l'attitude ambiguë du RU**, qui a tjrs un pied dans l'Europe et un pied dans son empire, ce qui ne facilite pas la stabilité européenne.

De ce point de vue, le Plan Briand est **l'aboutissement de ces années de détente mais on est aussi dans la révélation des limites de ce qui a été accompli durant les années précédentes**. C'est la **première fois qu'un tel plan a été débattu** par les gouvernements. C'est d'ailleurs le Plan Briand qui met en place le **principe d'une présidence tournante**.

### Conclusion :

Cette période **est rétrospectivement vue comme un âge d'or des relations internationales dans l'entre-deux-guerres**.

**Trois Assemblées Générales de la SDN** sont ainsi célébrées : celle de 1924 avec le **Protocole de Genève** ; de septembre 1926 avec **l'entrée de l'Allemagne** ; celle de septembre 1929 avec le **discours de Briand**.

Moment important de l'intensification des échanges de toute sorte : économique, financiers, culturels, associatifs (échanges d'étudiants se multiplient). Les contemporains ont pu penser avoir **mis en place un ordre mondial pacifié**, régulé par une forme nouvelle de gouvernance qu'on pense vouée à s'universaliser par l'épreuve même de son succès.

Cela a aussi conduit à étouffer certaines questions qui ne sont pas résolues et qui ressurgissent quand le climat est moins favorable : A l'échelle européenne, **la révision des frontières et des traités reste prégnante** en Europe (Italie, Hongrie). L'Allemagne reste aussi révisionniste (même si moins fortement). A l'échelle internationale, les États-Unis n'ont que **partiellement pris leurs responsabilités** et **l'Union Soviétique reste une énigme** sur la scène internationale d'autant plus depuis l'arrivée au pouvoir de **Staline** qui ne clarifie par cette situation. La phase révolutionnaire est derrière l'URSS, et elle renonce de plus en plus à son isolement. Retour potentiel sur la scène international, vu comme double tranchant (élément d'incertitude, on ne sait pas à quoi s'attendre). Enfin, il y a des exclus de cette âge d'or : le Japon nourrit des **rancœurs et le monde colonisé**, s'il est plus calme qu'au début de la décennie, il n'a rien obtenu et se structure surtout dans la clandestinité. **Le monde colonisé est exclu également, calme dans la période mais se structure dans la clandestinité** (Asie, Proche-Orient, Maghreb). Monde très loin d'avoir abandonné ses espérances d'émancipation de la tutelle coloniale.

## **CHAPITRE 4**

### **Crise(s) et relations internationales (1929-1933)**

La crise économique de 1929 marque la première fois que **le retournement de la conjoncture économique touche le monde entier**. Cela a donc des conséquences politiques à l'échelle de la planète et seule l'URSS reste à peu près à l'écart du séisme. Pour le reste, la **crise est généralisée**, qui révèle des nouvelles interdépendances entre les différents espaces du système mondial, et une dépendance étroite entre pacification des relations internationales et la prospérité économique. On voit rapidement que c'est **cette prospérité éco qui soutenait la pacification**.

La crise **touche tous les continents**, elle est tout aussi violente en Amérique qu'en Europe ou en Asie. L'Afrique s'en sort un peu mieux car les métropoles coloniales font le choix de s'appuyer sur les échanges avec leur empire pour se relever économiquement.

Moment important dans les RI, moment où **en temps de paix ou pour la première fois on semble observer les effets d'une déflagration mondiale**, des logiques de contagions inédites et mal comprises par les contemporains.

*Peut-on trouver des solutions mondiales satisfaisantes pour résoudre la crise mondiale ?*

#### **Introduction : quelques précisions sur la « Crise de 1929 »**

**Cette crise ne commence pas avec le krach du « Jeudi noir »** (24 octobre 1929). Ce n'est pas la cause de la crise, c'est **plutôt un symptôme** qui vient **accélérer les choses** aux Etats-Unis notamment. Le **retournement de la conjoncture économique mondiale est déjà sensible dès l'année 1928** et tout au long de l'année 1929. Dès 1927, l'éco japonaise se trouvait dans une grave crise financière, dès 1928 les investissements internationaux avaient tendance à se rétracter notamment en Europe centrale. En janvier 1929, dix mois avant le krach, l'Allemagne a déjà + 8% de chômeurs (2 fois plus qu'un an plus tôt). Ce qui passe le 24 octobre 1929 vient **aggraver cette spirale** (notamment pq les investisseurs américains essayent de récupérer leurs capitaux et de retirer leurs investissements à l'étranger). Presque partout, la spirale s'aggrave, les éco s'enraye et la **tendance à la baisse est renforcée entre fin 29 et fin 32** (point statistiquement le plus bas en général à la fin 32, début 33).

**Le terme de « crise » (au singulier notamment) est parfois trompeur puisque les crises ne sont pas les mêmes dans les différents espaces :**

**Les secteurs touchés ne sont pas les mêmes :** la banque, l'agriculture, l'industrie, etc. les problèmes sont vastes. Cela explique que trouver une solution mondiale unique est difficile.

**Les crises sont aussi d'intensités différentes :** Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie et Etats-Unis sont les espaces qui sont le plus touchés par la crise. Ces zones voient leur production industrielle plus que divisée par 2 et le chômage y dépasse parfois 25% de la population active (40% de chômeurs en Pologne). Dans cette Europe centrale et aux eua, la crise est d'une intensité exceptionnelle. En Grande-Bretagne ou en France, l'économie est moins touchée. Au Royaume-Uni par exemple, la production industrielle baisse d'environ 20% et le chômage ne dépasse pas 13% en France.

**On a aussi une durée différente de la crise au niveau mondiale :** brève au RU, dès 1933 reprise éco assez forte. L'Allemagne se relève assez rapidement à partir de 1934 alors que la France ne retrouve pas son niveau économique d'avant les années 1930 (crise douce mais longue) lorsque la guerre contre l'Allemagne nazie est déclarée. Aux Etats-Unis, c'est une crise

dure et longue. Tous les indices éco en 1939 sont toujours en dessous de ce qu'ils étaient en 1928. C'est la WW2 qui va permettre aux EUA de sortir de la crise.

**Les chronologies des crises sont donc différentes** : les crises n'interviennent pas partout au même moment. La crise est précoce en Asie, en l'Europe Danubienne et Balkanique dès 1928-29. Elle se déchaîne aux EUA un peu plus tard, à partir de fin 1929. En Europe occidentale, la crise est plus tardive, dans le contexte d'une éco britannique morose, crise la touche en 1931-31. La France est touchée plus tard (1932-1933) avec seulement 3% de chômage jusque 1932. Ces décalages ont de graves conséquences sur la scène internationale : on compte sur ceux qui semblent avoir des situations solides au début des années 30 pour trouver des solutions collectives et de fournir des efforts particuliers. Cela crée des rancœurs des frustrations, lorsque l'un qui semble mieux loti qu'un autre refuse de faire des efforts.

**Il s'agit d'une crise déflationniste** : à la différence des crises des années 1920 où l'on était dans des situations inflationnistes, cette crise voit les prix largement diminuer, notamment pour les prix agricoles (tableau diapo). Le coton par exemple, baisse de 65% entre 1928 et 1933. Cela débouche sur une obsession : la **volonté de faire remonter les prix pour augmenter la rentabilité** (suppression de production, notamment agricoles en Californie, pour tenter de faire remonter les prix, au moment même où des gens meurent de faim).

Question des effets que ces crises cumulées ont pu avoir sur les RI, à quel point elles ont pu perturber le dialogue + solutions qu'on a pu mettre en œuvre pour sortir de cette spirale négative.

## **I) La rupture du cercle vertueux de la prospérité**

### **a. Retournement et contagions**

Dès 1929, on observe une **diminution des investissements américains à l'étranger**. Les investisseurs américains tentent alors de récupérer les capitaux investis à l'étranger (fuite des capitaux étrangers) que ce soit en Amérique latine ou en Europe centrale, ce qui fragilise l'éco de ces pays qui reposaient sur un investissement massif. Début 1930, dynamiques s'accroissent : après le krach du 24 octobre, les investisseurs n'investissent plus, mais en plus vont chercher à rapatrier leurs capitaux placés à l'étranger, et à demander le remboursement de leur créances à leur créateurs, le plus vite possible. **Les espaces économiques très liés à l'économie des Etats-Unis sont ainsi les plus touchés** ce qui explique l'ampleur et la contagion (qui est brutale) en Europe centrale ainsi qu'en Amérique latine. Partout, **les prix s'effondrent, la prod baisse et les prix encore plus**. Le chômage, dans ces espaces, atteint des plafonds.

**La plupart des pays adoptent des politiques protectionnistes** ce qui mène à la **mise en place de barrières douanières et de tarifs douaniers élevés** qui viennent mettre à bas les efforts pour la paix en Europe notamment. Le signal le plus spectaculaire de ce protectionnisme est le vote du **Tarif Hawley-Smoot** de mars 1930 qui augmente en **moyenne les droits de douane de 40%** aux Etats-Unis.

Le protectionnisme se propage vite : l'Autriche double ses droits de douanes. La France n'est pas en crise au tout début des années 1930, et se résout pourtant à des mesures protectionnistes et augmente 3 fois ses droits de douanes (1931, 32, 33) pour répondre aux autres, logique de réciprocité. Le Royaume-Uni se résout aussi à abandonner le libre-échange avec **l'Import Duties Act** de février 1932. Quelques mois avant, ils avaient aussi dû **renoncer à l'étalon-or en dévaluant la livre sterling** le 21 septembre 1931 (cela coûtait 18 millions de livres par jour au gouvernement). La livre perd un quart de sa valeur en 24h : 25 pays en dehors des dominions font partie d'un groupe utilisant la livre comme index pour leur monnaie (pays

scandinaves, Portugal, etc.) ce qui participe à propager la crise ou, du moins, à l'accélérer. Symbole de la grandeur éco du RU qui s'effondre (livre devient flottante, perte stabilité).

Les décisions prises pour enrayer la crise sont des **décisions avant tout nationales** mais qui ont des répercussions directes sur les RI puisque coupent les circuits d'échanges éco entre les espaces de la planète. Impact négatif sur le dialogue : le protectionnisme nourrit la surenchère, les rancunes et le mécontentement sur la scène internationale. Les politiques monétaires sont également unilatérale : dévaluation de la livre mal reçue en France, car n'a pas été prévenue par son allié, et puis parce que cette dévaluation a des esq majeure pour l'éco FR : les exportations RU sont donc moins chères, et les FR apparaissent moins compétitives. Cette dévaluation est vue par Paris comme une forme d'agression économique, qui tend le dialogue entre **les deux pays**.

**Abandon de projets en cours : plan Briand. Amène à se reposer de vieilles questions, comme celle des réparations, qui apparaît ingérable dans ce contexte.**

### **b. Du moratoire Hoover à la Conférence de Lausanne : l'enterrement du système Dawes/Young**

**La crise, d'abord industrielle débouche vite sur une crise bancaire** : plusieurs établissements bancaires importants font faillite. **La Kredit-Anstalt**, une banque autrichienne en mai 1930 (une des grandes places financières en Europe : symbolique) est suivie d'autres faillites comme celle de **la Danatbank** en juillet 1931. Menace de chute du système européen tout entier, du fait de l'entrecroisement des circuits investissements, mise en place en faveur du plan Young et Dawes. Ces deux plans reposent sur des circuits qui lient les banques et les états américains et européens.

Tout un système de flux financier liant investisseurs américains, banques d'Europe centrale et occidentale est ainsi menacé par la grave crise financière américaine (500 faillites bancaires aux Etats-Unis en 1930). Le Président **Hoover**, pour essayer de mettre un terme à la crise bancaire, décide d'un **moratoire d'un an sur les paiements internationaux et intergouvernementaux** ce qui suspend les flux entre Europe et Etats-Unis. C'est **le Moratoire Hoover** (plan Young suspendu, et avec lui les paiement de dettes de guerre, de réparations et tout les règlements entre états décidés par ce plan pendant 1 ans).

Cela semble offrir un certain **répit aux acteurs économiques** mais cela **tend les relations diplomatiques** : la France y voit une tentative cachée de revenir sur les réparations. Fin 1932, à la fin du moratoire, la situation est loin d'être meilleure. **Les Etats-Unis laissent les européens gérer le problème** puisqu'il y a une élection présidentielle en 1932. À la suite de cette non-action américaine, les pays européens décident de se réunir en **conférence internationale à Lausanne** entre le 26 juin et le 9 juillet 1932 pour savoir comment reprendre les paiements des réparations. On considère alors que **si l'Allemagne paye les 3 derniers milliards, on considère sa dette remboursée**. Le Plan Young est ainsi enterré dès 1932 (alors qu'il devait courir jusqu'en 1989). Le principe des réparations est lui aussi enterré. Alors que l'Allemagne était condamnée à payer 132 milliards de marks-or, elle n'aura payé que 23 milliards (17% de la somme).

Cette décision **n'intervient pas dans une logique d'apaisement mais face à une constatation des impasses et elle ne satisfait vraiment personne**. Elle ne satisfait pas l'Allemagne qui est furieuse qu'on lui impose un paiement de 3 milliards dans une telle situation (30% de chômeurs). La France comptait sur un paiement plus important (économique + sécurité nationale). Même si cette décision est prise entre européens, elle a des **répercussions sur d'autres continents** puisque l'Italie, la France et la Grande-Bretagne, dès la fin de la conférence, déclarent **renoncer aux réparations si et seulement si on annule aussi les dettes de guerre**. Etats-Unis pas content du lien entre réparations et dettes de guerre ? Cela aboutit à

la chute du gouvernement en France à la suite du refus du Parlement de voter les crédits pour le remboursement de la dette de guerre en 1932. Décision suivie par le RU et l'IT. Crise européen-américaine.

De ce fait, **les plans Dawes et Young sont définitivement enterrés** et chacun semble vouloir **rompre les liens qui le tiennent proche de ses voisins**. On est dans une **logique de replis politique et économique**. Cela dit, on n'a pas complètement abandonné les perspectives de coopération internationale pour autant mais cette **perspective reste tout de même délicate**.

## **II) Régionale ou mondiale : l'échec d'une solution internationale**

Période marquée, dès le début de la crise, par une **volonté d'une réponse collective à la crise**. Réflexe protectionniste n'empêche pas les **tentatives de dialogues** pour sortir de la crise. Efforts contradictoires avec l'élévation des droits de douane : volonté de trouver une solution dans toute les directions possibles ? **Période de coopération ou pleins de projets se dessinent**, qui n'aboutissent pas toujours néanmoins. Période d'une grande inventivité, ébullition de plans de toute nature. **On réfléchit par des échelles différentes de coopération**.

### **a. La voie « classique » du dialogue bilatéral**

Relance du dialogue bilatéral entre certains états, dans deux logiques différentes :

**Deux pays en situations économiques comparables cherchant à trouver des solutions communes**. Un exemple en est la **coopération entre l'Allemagne et l'Autriche** avec des systèmes économiques comparables, les **banques autrichiennes pouvant être les alliées des industries allemandes**. Les deux ministres des Affaires Etrangères se rencontrent en 1931 et cela aboutit à la signature du **Protocole Curtius-Schobert** à Vienne en mars 1931 qui vise la mise en place d'une **union douanière** entre les deux pays. Cela permettrait de stimuler les échanges entre les deux pays pour **profiter de la complémentarité économique** des deux pays (tertiaire/industriel). Néanmoins, ce rapprochement est vite **dénoncé par les Français et les Italiens** qui dénoncent une fusion économique des deux Etats, une **Anschluss économique**, interdite par les Traités de paix. A Rome comme à Paris, on exerce une grande pression sur les investisseurs viennois pour qu'Allemands et Autrichiens renoncent au projet. Le projet est ainsi enterré à l'été 1931. Cela **ne fait pas disparaître les termes des traités de paix**.

**Deux pays dont un en situation économique inférieure et très affecté par la crise**. Dans ce cas, **tout tourne autour de la France** qui, au début des années 1930, reste dans une situation économique plus favorable que les autres (réserves d'or de la Banque de France multipliées par 2,5, on parle de « *France assise sur un tas d'or* ») ce qui suscite des rancœurs. En effet, elle serait **réticente à aider les autres pays en difficultés**. La priorité pour la France est d'abord **d'empêcher que les alliés d'Europe centrale ne soient trop durement touchés** (Pologne, Tchécoslovaquie, et Yougoslavie). La France a **recours aux emprunts liés** : l'argent doit être utilisé pour acheter des produits français. C'est fait avec la Yougoslavie dès avril 1931 et avec la Tchécoslovaquie en janvier 1932. Paris rentre alors en discussion avec Londres et Berlin pour voir comment les aider. Les discussions sont intenses notamment au début de l'année 1931. Avec Londres, la France consent à un **prêt d'urgence** mais les discussions se dégradent très vite. Quand on discute d'un prêt à long terme, la France est exigeante d'autant plus que la **dévaluation de la livre sape la confiance française vis-à-vis du Royaume-Uni**. Avec Berlin, cela va plus loin puisqu'en juillet 1931, **Heinrich Brüning** vient en visite officielle à Paris. On parle d'une aide pour l'Allemagne qui pourrait aller jusqu'à **1 milliard de marks**

**sur 10 ans** à condition de certaines **garanties politiques** : l'Allemagne doit s'engager à **ne pas chercher à se rapprocher de l'Autriche, à payer les réparations** (nous sommes un an avant la Conférence de Lausanne) **et à renoncer à toute volonté révisionniste**. Le plan échoue puisque ces conditions sont vues comme inacceptables par **Brüning**. Si cette tentative de coopération montre un certain apaisement franco-allemand, **l'horizon des traités reste cependant indépassable**.

### **b. Le régionalisme, une solution innovante ?**

C'est surtout en Europe que ce type de solution est envisagée. **De petits groupes de pays se regroupent pour chercher une coopération économique**. Idée qui repose sur le resserrement entre pays qui connaissent des situations économiques similaires, à une **échelle infra-continentale**.

#### **i. A contre-courant de la dynamique mondiale : Europe du Nord-Ouest**

On a ainsi un îlot libéral au nord-ouest de l'Europe. Ces pays ne souhaitent pas entrer dans une logique protectionniste. Cela passe d'abord par **les accords d'Oslo** du 22 décembre 1930 (Benelux, Norvège, Suède, Danemark) dans lequel ces pays affirment vouloir **former un noyau pour la formation d'une Europe libérale**. Ils s'engagent ainsi à **ne pas augmenter les droits de douanes** entre eux sans quoi il faut alors payer des compensations aux autres signataires. Par ailleurs, les pays du Benelux signent en juin 1932 **la Convention d'Ouchy** qui va plus loin que les accords d'Oslo. Elle consiste en **un engagement de baisse des droits de douanes** : de 10% la première année pour atteindre en baisse totale de 50% en 5 ans. On n'est pas dans une logique préférentielle cependant.

#### **ii. Un « bloc agraire » en Europe centrale ?**

On a aussi un **« bloc agraire » en Europe centrale** qui se dessine. Cette coopération à des origines que l'on peut situer à l'été 1930. La Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie remplissent ensemble un **questionnaire de la SDN qui souhaite faire un Etat des lieux à travers le monde dans l'optique d'avoir un poids plus important**. Cette dynamique aboutit à une **1ère Conférence agraire à Varsovie** en août 1930 avec la Yougoslavie, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et donc la Pologne. On met en place des **quotas** pour lutter contre la surproduction et des **prix minimums** pour enrayer la baisse des prix. On imagine même des **formes de spécialisation régionales** (le blé en Pologne, l'élevage dans les Balkans, etc.), **installations communes de stockages** des produits agricoles (silos communs) et une **organisation commune des transports**. Cela suppose un **organisme directeur, central pour la prise de décision**.

Il réunit pour la première fois autour de la table des **pays défenseurs des traités de paix et des pays révisionnistes** depuis 1920. On espère que cela permettra de **dépasser un certain nombre de blocages politiques**. Ce qui empêche la concrétisation du plan est qu'il suscite une grande suspicion de l'Europe occidentale qui voit ce projet comme une volonté de prise de distance de la part de l'Europe centrale. **La menace de couper les vivres de la part de l'Europe occidentale enterre le projet de façon définitive**.

#### **iii. Le projet avorté de « l'Union Balkanique »**

De plus, on a **le projet de « l'Union Balkanique »** qui a pour particularité de réussir à mettre autour de la même table, les Etats nouvellement indépendants et la Turquie. On a ainsi une **conférence à Athènes** en octobre 1930 (Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, Roumanie, Albanie, Turquie : pays historiquement ennemi de tous les pays balkaniques). On imagine à long terme une **monnaie commune** et dans un premier temps une **union monétaire** mais aussi une mise en place **d'organismes techniques communs** (union des postes, des offices de tourisme), **programme d'équipement massif de la zones** (ports, voies de chemins de fer, réseau routier). On parle aussi d'un **pot commun pour la construction d'infrastructures** dans la zone. On crée un organisme permanent en janvier 1931 : **le Comité Exécutif de l'Union Balkanique** mais il est vite **paralysé par des questions politiques** comme la question des minorités nationales et des frontières. C'est donc un échec.

#### iv. Les débats sur l'Europe Danubienne

Enfin, l'Europe danubienne est peut-être l'espace européen qui a suscité le plus de réflexion au début des années 1930 (espace fortement touché par la crise) et notamment la question de la **réorganisation économique de la région pour surmonter la crise de 1929**. Cet espace est donc au cœur des préoccupations des 3 grandes puissances européennes que sont l'Allemagne (qui souhaite avoir une influence dans la région), la France mais aussi l'Italie (qui a gagné quelques territoires dans les Balkans après la guerre et souhaite y étendre son influence). Les Français sont particulièrement actifs parce qu'ils ont **peur d'un effondrement de ces pays qui rendrait la France plus perméable à l'influence allemande** : élabore un certain nombre de projets autour de ces pays (exemple : plan constructif en 31) qui ont tous les mêmes objectifs :

- Créer une **forme de marché commun** pour favoriser les échanges et dynamiser les économies et profiter ainsi de leur complémentarité (la Tchécoslovaquie est davantage industrielle que l'Autriche financière ou la Roumanie agricole), densifier un bloc capable de résister à l'influence Allemagne.
- Essayer de trouver un **mécanisme qui garantisse des prix des produits agricoles** au-dessus du cours moyen mais aussi créer un fond de soutien financé par les grandes puissances (compenser la différence entre cours moyen et cours nécessaire pour faire tourner les économies d'Europe centrale).

L'enjeu est aussi politique puisqu'il s'agirait de **réunir d'anciens ennemis** (hongrie et Autriche révisionniste vs 3 pays satisfaits).

**La conférence de Stresa** (septembre 1932) vise aux mêmes objectifs concernant un **plan de relèvement des économies de l'Europe centrale**. Difficulté de coopération entre les pays + rivalités All/FR compliquent les accords. Elle n'aboutit à aucun accord.

En réalité, ce sont des **accords économiques bilatéraux entre l'Allemagne et chacun des pays d'Europe centrale** qui closent la question (profite de cet échec). Cette série d'accords (1931-1932) pose que **l'Allemagne accepte de payer des marchandises agricoles à un prix supérieur au cours du marché** pour « sauver » ces économies mais qu'en contrepartie, les produits allemands peuvent entrer dans ces pays **sans être soumis à des droits de douane**. C'est un avantage important alors que la plupart des économies de l'époque retournent à une logique protectionniste (trouve un débouché à son économie en crise) et c'est aussi un moyen pour l'Allemagne de **remettre un pied en Europe centrale**.

On voit qu'il est sans doute impossible de créer en Europe des noyaux de coopération et de dialogues collectifs face à la crise. Donc recherche d'une solution à une autre échelle : l'échelle mondiale.

c. L'impasse d'une solution mondiale  
i. Le travail des organisations internationales

Le système international qui s'était mis en place avec la fin de la Première Guerre mondiale est alors mis en branle pour faire face à cette crise financière mondiale. C'est ainsi la première fois que, face à une crise mondiale, **des institutions internationales tentent de proposer des solutions et des plans de secours**. Parmi ces organisations internationales on retrouve d'abord le **Service Economique de la Société des Nations** mais aussi la **Banque des Règlements Internationaux** (ou BRI) créée par le **plan Young** et dont le siège se trouvait alors à Bâle. Ces deux institutions prétendent **jouer les premiers rôles** pour trouver une solution technique à cette crise et elles agissent de concert. Une de leurs plus probantes réussites est probablement le **plan de sauvetage financier de l'Europe centrale** et notamment de l'Autriche en 1931. Effectivement, la situation de l'Autriche était alors très mauvaise et risquait de se propager un peu partout en Europe du fait des liens entre les banques viennoises et les autres places financières mondiales. Le plan proposait alors de **consentir un prêt massif à l'Autriche pour restaurer ses finances et éviter la banqueroute**. Néanmoins, des **mesures sévères d'orthodoxie budgétaire** (réduction des dépenses publiques, privatisation de certaines entreprises nationales). Le tout serait contrôlé sur place par **des émissaires de la BRI** en Autriche, sorte de tutelle. Cette politique a été mise en œuvre en Autriche mais aussi dans d'autres pays notamment la Hongrie ou les pays balkaniques. L'effondrement du système bancaire autrichien est alors évité (succès à court-terme) mais ce plan a été mal reçu par les Autrichiens. Si le duo SDN-BRI est efficace à court-terme, il est en revanche **incapable de mettre en place des solutions à long-terme**. En effet, ces deux organes sont **dominés par les puissances européenne mais puisque la crise est mondiale, il convient de trouver des solutions en s'entendant avec les Etats-Unis**.

ii. La conférence de Londres enterre la coopération (juin-juillet 1933)

Projet de la conférence de Londres : ramener les EUA dans le jeu de la coopération mondiale. Les débats sont alors centrés sur les questions monétaires.

Dialogue entre 1929 et 1930 entre FR, GB et EUA, vite entravé par la **dévaluation de la livre** en septembre 1931, mais aussi par la **dénonciation unilatérale des dettes de guerre par le Parlement français** en 1932 (motion du Parlement répudiant les dettes de guerre après la conférence de Lausanne) et enfin par **l'aggravation de la crise économique aux Etats-Unis et le contexte politique du pays** qui se recentre sur des problématiques internes.

La victoire de **Franklin D. Roosevelt** aux Etats-Unis en 1932 met un terme à 12 ans d'administration républicaine et **suscite des espoirs** du point de vue des partenaires européens lorsqu'il prend ses fonctions en janvier 1933. Il **reprend en effet les discussions avec le Royaume-Uni et la France** mais ce dialogue n'est **plus aussi bon qu'auparavant du fait d'un décalage entre les Américains et le Royaume-Uni** (qui sort de la crise au contraire des Etats-Unis).

S'ouvre ainsi la **conférence de Londres** le 12 juin 1933 (66 pays dont l'URSS), avec l'idée **qu'il ne peut pas y avoir d'échanges tant qu'il y a une forme de « chaos monétaire »**. On cherche un accord international qui pourrait fixer des **parités monétaires**, ce qui nécessiterait la **création d'un fond de soutien** pour assurer la stabilité des monnaies fragiles. La **seule puissance de l'époque en capacité d'alimenter ce fond de soutien est la France**. D'ailleurs, **Paris se déclare prêt à le faire à la condition que la France obtienne des garanties politiques** parmi lesquelles : **l'abandon formel des dettes de guerre** ainsi que l'engagement du gouvernement de **Roosevelt** de **s'impliquer politiquement dans les affaires européennes**. Ces exigences sont **mal perçues de l'autre côté de l'Atlantique** notamment car

**Roosevelt** entretient de **mauvaises relations avec les Britanniques** qu'il accuse d'être à l'origine des déséquilibres monétaires (la livre est flottante à l'époque). Le 3 juillet 1933, le représentant américain (**Hull**) lit un message de Roosevelt :

« *Le monde ne sera plus endormi par la tromperie spéculative d'arriver à une temporaire et probablement artificielle stabilité des changes internationaux par l'accord de quelques pays puissants. Un système économique national sain est un meilleur facteur de son bien être que le cours de son change fixé selon les variations des autres nations.* »

Rejet d'une stabilisation monétaire sur une base internationale. **Roosevelt** préfère alors **se concentrer sur le redressement américain et non pas sur la coopération internationale**. On continue à discuter à Londres : la conférence se sépare le 27 juillet sans résultat. C'est dans cette optique qu'entre août 1933 et janvier 1934, **Roosevelt dévalue le dollar de 40% pour rendre les produits américains compétitifs**.

### **III) Des solutions unilatérales qui fragilisent l'ordre mondial**

#### **a. La refonte des bases de la « maison américaine » aux Etats-Unis (F. D. Roosevelt)**

Les Etats-Unis opèrent, au début des années 1930, une **recomposition de leurs relations avec les autres Etats du continent américain**. L'ampleur de la crise est grande aux Etats-Unis : on atteint plus de 25% de chômage en 1933. L'axe principal de l'action de **Roosevelt** est domestique avec le **New Deal** mis en place au début de son premier mandat. Cette politique économique des Etats-Unis les amène à **couper leurs relations avec le reste de la planète**. L'Europe et l'Asie sont vues comme des bourbiers où les Etats-Unis n'ont pas d'intérêts économiques.

En revanche, les américains estiment avoir **besoin d'un « backyard » que serait l'Amérique latine** puisque les Etats-Unis sont conscients de leurs besoins de débouchés et de matières premières. **Roosevelt** cherche alors à modifier en profondeur les relations des Etats-Unis avec ses voisins du continent. Les années 1920 ont vu se développer **une yankophobie** à la suite de l'interventionnisme militaire et économique (Big Stick) des Etats-Unis en Amérique latine et la crise de 1929 est donc imputée, par les habitants d'Amérique latine, aux Etats-Unis qui comprennent que cette dégradation des relations américaines est mauvaise pour eux. Sentiment de rancœur envers les Etats-Unis dans les pays d'Amérique Latine. Cette rancœur amène les responsables Etats-Unien aux conséquences qu'elle peut avoir et aux moyens de renouveler les relations Etats-Unis-Américaines.

Cette réflexion est mise en œuvre avant même l'arrivée de **Roosevelt** au pouvoir : dès 1928, le président **Hoover**, commande un rapport sur les relations à l'intérieur du continent. **Le mémorandum Clark** (1928-1930) prévoyait déjà la refonte d'un dialogue sur de meilleures bases avec **moins d'ingérence de la part des Etats-Unis** et un **interventionnisme qui ne serait que « défensif »** (intervention militaire que lorsque la sécurité états-unienne est directement menacée ou mise en cause). Dans la suite logique de ce mémorandum, **Roosevelt**, dans son **discours d'investiture** du 4 mars 1933, consacre un passage complet sur la politique concernant l'Amérique latine et évoque **la « politique du bon voisinage »** (good Neighbors Policy). Le contenu de cette politique est confirmée par **Cordell Hull** (Secrétaire d'Etat de 1933 à 1944) lors de la **conférence panaméricaine de Montevideo** : « *aucun pays n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat américain* ». Dans cette optique, les Etats-Unis retirent en 1933 leurs troupes qui occupait le Nicaragua puis mettent fin à l'occupation de Cuba, **abrogent l'Amendement Platt** (prévoyant une mise sous tutelle de l'île) et signent un accord avec le gouvernement local en 1934.

Ils travaillent aussi avec **les pays d'Amérique du Sud** (Brésil, Argentine, Chili) à la refondation des relations économiques et s'engagent à **cesser les pressions sur les gouvernements** (dues aux grandes entreprises américaines, volonté de mettre fin à leur monopole) ainsi qu'à appliquer **la législation antitrust** du pays sur tout le continent pour casser certaines situations de monopole. On imagine aussi des **accords de dédommagement**, pour compenser l'exploitation des pays au seul profit des entreprises américaines des ressources nationales. Refonde les bases de ce que **Roosevelt** appelle **la « maison américaine »**. Cette politique du bon voisinage porte ses fruits puisqu'en 1941, à l'exception de l'Argentine, tous les pays d'Amérique du Sud entrent en guerre aux côtés des Etats-Unis. Cela crée un **bloc américain relativement solide** : solidarité s'installe au fur et à mesure des années 30. Très visible durant la 2<sup>nd</sup>e guerre mondiale (pays latino-américain suivent les EUA dans la guerre).

### **b. La « préférence impériale », voie britannique de la sortie de crise**

Du côté britannique, **l'utilisation des ressources de l'Empire est vite vu comme la solution pour sortir de la crise économique**. Pour les Britanniques, la crise a été le moment où il a fallu trancher de manière somme toute brutale un vieux dilemme, celui de savoir quelle était leur priorité internationale : l'Empire ou l'Europe ? Cette crise amène les Britanniques à pencher pour l'Empire

#### **i. L'affirmation des liens avec l'Empire : les « dominions »**

**Leo Amery** (Secrétaire d'Etat aux Colonies de 1924 à 1949), par son poste majeur au sein de l'administration des colonies britanniques, est le **défenseur de la politique coloniale et du renforcement des liens entre la métropole et son Empire**. Cette position ne naît pas avec la crise économique, dès les années 1920, l'Empire avait pris une **place importante dans l'économie britannique**. En 1929, par exemple, 45% des produits fabriqués en Grande-Bretagne étaient exportés vers des colonies de l'Empire (contre 35% en 1913) et 29% des importations provenaient de l'Empire (contre 20% en 1913).

Ce renforcement des liens économiques dans les années 1920 s'est accompagné d'une **mutation des liens politiques, renforcés eux aussi**. Par exemple, entre octobre et novembre 1926, on organise une **conférence impériale qui crée le Commonwealth**. Les dominions sont alors des « **communautés autonomes** » non-subordonnées au Royaume-Uni (Irlande, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Ils sont **sous l'autorité du roi mais ont un gouvernement autonome**.

Ces années ayant renforcé les liens entre l'Empire et la métropole font que les Britanniques, une fois face à la crise, misent sur leur Empire colonial. Sur le plan économique, **la dévaluation de la livre rapproche les pays de l'Empire** puisque tout est cher du point de vue des Britanniques sauf les produits issus de l'Empire. Sur le plan politique, **le statut de Westminster** de décembre 1931 reprend les acquis de la conférence impériale et reconnaît le droit à la souveraineté entière aux 5 dominions. Cela **prépare presque à une émancipation politique des dominions de manière pacifique** tout en préservant des liens et une solidarité économique. Le renforcement des liens économiques dans les années 1920 se poursuit d'ailleurs dans les années 1930 puisqu'en août 1932, **la conférence d'Ottawa** institue le principe de la « **préférence impériale** ». Cela signifie que tous les membres du Commonwealth déclarent **préférer les produits de l'Empire** et que l'on met en place des **tarifs douaniers préférentiels**. C'est aussi une façon de pacifier certaines régions de l'Empire où les relations avec la métropole sont plus compliquées.

L'autre enjeu est d'apaiser les tensions dans les espaces coloniaux, qui sont plus agités, et risquent de mettre à mal la solidarité britannique à l'intérieur de l'empire.

## ii. Une volonté d'apaisement des tensions coloniales

Tout d'abord, **la Palestine est sous mandat britannique** depuis 1919 et la fin de la Première Guerre mondiale. La **situation y est instable** depuis le début des années 1920 et le **premier livre blanc** (1920) qui essaie de réguler les relations entre les populations ne fonctionne pas vraiment et n'instaure aucune paix. Au contraire, **les relations interethniques se tendent** tout au long des années 1920 notamment en ce qui concerne les **lieux saints**. C'est ainsi que des **émeutes sanglantes éclatent en août 1929** (notamment le **massacre d'Hébron** le 24 août) et font près de 250 morts en 1 semaine (juifs et arabes). Ces violences inquiètent le mandataire britannique qui **envoie plusieurs commissaires pour mener une enquête**. Cette enquête aboutit à un **second livre blanc le 21 octobre 1930** (livre blanc de **Passfield**) qui a pour objectif de **réguler les relations** entre les différentes communautés et de limiter la migration juive en Palestine (limiter les droits d'acheter des terres pour les juifs de Palestine). Il institue un **principe de priorité à l'emploi pour les arabes de Palestine** et vise un **équilibre démographique dans la région**. Cela mène à une réaction violente de la part de la communauté juive à l'échelle planétaire. La **mobilisation des mouvements sionistes** est très forte et ces mouvements dénoncent le **livre blanc comme étant « anti-juif »** ce qui pousse le gouvernement du Royaume-Uni à publier un **décret d'annulation du livre blanc le 13 février 1931**. La situation en Palestine empire durant les années 1930.

Pour ce qui est de **l'Empire des Indes**, il y a un mouvement de **remise en cause de la tutelle britannique** : c'est le **Parti du Congrès** qui est de nouveau actif à partir de 1928 dont les deux figures de proue sont **Gandhi** et **Nehru**. Le Parti du Congrès **appelle l'élite locale à ne plus coopérer avec le colonisateur** pour bloquer le système colonial britannique (« **désobéissance civile** »). **La « marche du sel »** organisée par **Gandhi** en 1930 vise à protester contre la domination britannique sur le commerce du sel indien (taxe spécifique sur le sel : pour s'assurer des revenus de cette taxe, les autorités impériales britanniques obligent les indiens à passer par les structures monopolistiques de l'administration coloniale pour obtenir du sel, permet de relever l'impôt) → cf. carte diapo.

En réponse, le gouvernement colonisateur, qui **ne veut pas que ces velléités se répandent** dans les colonies voisines de l'Inde, considérée comme le « joyau » de la Couronne britannique, entre en négociations dès 1930 avec les leaders nationaux et notamment avec **Gandhi**. Elles débouchent sur le **pacte de Delhi (Gandhi-Irwin Pact) du 5 mars 1931**. Ce pacte prévoit : **l'arrêt de la désobéissance civile contre la promesse de réformes politiques** (participation des Indiens à la gouvernance de l'Inde) ; **la fin de la répression policière** qui frappe le Parti du Congrès ; **la reconnaissance du droit des populations** qui habitent le littoral indien à exploiter le sel de mer. Mais les **réformes politiques prévues se font attendre**.

Le mouvement de désobéissance civile reprend ainsi en 1932 et les Britanniques comprennent qu'il ne suffit pas de faire des vagues promesses et qu'il faut des réponses rapides et « profondes ». Alors le Royaume-Uni met en place **un livre blanc** en 1933 et en 1935 le **Government of India Act**, qui modifie les relations entre la métropole et sa colonie : **profonde autonomie des provinces indiennes ; fin du principe de la diarchie** (autorités impériales britanniques doivent avoir un droit de regard sur toute les décisions prises par les autorités indienne : désormais, forte autonomie des provinces, des gouvernements locaux, du parlement indien) ; **élargissement du corps électoral indien** (de 7 à 35 millions d'électeurs mais toujours un cens) → plus d'électeurs en Inde que dans la métropole Britannique ; mise en place d'une **Cour fédérale qui juge les contentieux avec la métropole** et composée à égalité d'Indiens et de Britanniques. Ceci-dit, on n'atteint pas le statut de dominion, qui aurait permis l'indépendance Indienne (déception chez les + radicaux des nationalistes indiens).

Réelle réussite britannique sur la recomposition britannique. Cela se passe en parallèle d'un redressement économique de la BG : dès 1933, les signaux sont de nouveau verts du point de vue éco au RU, grâce à cette alliance avec son empire. Sur la scène diplomatique, **le Royaume-Uni « prend le large » et se désintéresse en partie des affaires internationales** qui ne touchent pas directement leur Empire colonial. On peut alors parler d'« égoïsme colonial ».

### c. La tentation autarcique des pouvoirs autoritaires européens

Si la mise en place d'une autarcie est une épreuve difficile, des dictatures d'Europe centrale et du Sud (Pologne, Portugal, Espagne, Italie) revendiquent une **politique économique autarcique qui permettrait un relèvement des économies nationales de ces pays**. Cette doctrine économique se **superpose au discours ultranationaliste** : ce serait par la fermeture que l'on pourrait se protéger de la contagion.

#### i. Le modèle italien

A partir de 1931, l'Italie est durement touchée par la crise et la réponse du régime fasciste à cette crise est une implication plus grande de l'Etat dans l'économie avec notamment un soutien des banques ou la nationalisation d'usines pour éviter les faillites. **Mussolini lance officiellement l'Italie sur la voie de l'autarcie économique en 1933**. C'est un programme économique et politique : l'idée est de **restaurer la « Grande Italie »** et elle se fonde sur la croyance qui veut que l'Italie ait elle-même toutes les ressources nécessaires pour se relever et que l'étranger est vecteur de contamination.

Les **questions financières et monétaires sont importantes pour le pouvoir italien** puisque la fragilisation de la lire remet en cause le discours fasciste porté par **Mussolini** qui **veut éviter la sortie de la lire ainsi que l'entrée de monnaies étrangères** sur le territoire italien. A partir de 1934, les exportations sont conditionnées à la cession des devises étrangères obtenues à l'Etat. En octobre 1935, est publié un décret qui interdit de sortir du territoire italien avec plus de 2000 liras.

La **limite des échanges avec l'étranger** fait aussi partie intégrante de la politique autarcique de l'Italie fasciste. Un décret datant du 18 février 1935 soumet toutes les importations à l'obtention d'une **licence délivrée par l'Etat italien**. Toujours en 1935, les accords douaniers préférentiels qu'elle avait signés (fin de ces accords) sont aussi dénoncés et en août de la même année un **monopole de l'Etat sur l'importation des matières premières** est instauré.

Un **arsenal législatif complet** est utilisé pour créer l'Etat autarcique et en 1937, le **Comité Corporatif Central** devient la **Commission Suprême de l'Autarcie**. Les **conséquences de cette logique interne sont internationales** : tout ce qui vient de l'étranger est perçu comme mauvais par les italiens et le dialogue entre **Mussolini** et les autres Etats européens (notamment démocratiques) se dégrade. Le régime italien est le **modèle le plus abouti en termes de fermeture économique** parmi les autres dictatures européennes de l'entre-deux-guerres.

#### ii. Les tentations de l'Allemagne du NSDAP

**Hitler** accède à la chancellerie en janvier 1933 et **l'autarcie est plus un mort d'ordre politique qu'une réalité économique**. Ce discours, comme en Italie, trouve ses racines dans un discours qui veut que **l'Allemagne soit une grande nation** qui aurait toutes les ressources pour retrouver la prospérité économique. Néanmoins, on ne retrouve pas en Allemagne une

législation aussi conséquente qu'en Italie : on a plutôt une **expansion économique en Allemagne**. L'ambiguïté tient au fait que le **discours du Führer prône à la fois une autarcie économique et la conquête armée d'un « espace vital »**. Parmi les personnes importantes concernant la politique économique de l'Allemagne nazie, on peut citer **Hjalmar Schacht** (un proche d'Hitler : architecte et le conseiller éco d'Hitler) et **Alfred Hugenberg** (Ministre de l'Economie dans le premier gouvernement hitlérien qui avait représenté l'Allemagne lors de la conférence de Londres). Dans leurs écrits, **l'autarcie va de pair avec l'espace vital** (visée allemande d'expansion vers l'Europe centrale). **Hugenberg** annonce cette position lors de la conférence de 1933 : le redressement éco passe par le resserrement des liens en Europe centrale. De ce point de vue, **l'Allemagne prend exemple sur le modèle japonais**.

#### d. La croissance par l'expansion : le dangereux exemple japonais

Le développement économique et militaire du Japon, dans les années 1920-1930, passe par la **conquête de nouveaux territoires en Asie de l'Est**. Néanmoins, la crise économique est, au Japon, très précoce puisqu'elle intervient brutalement en 1926. **Le commerce extérieur est touché de plein fouet** alors qu'il s'agissait de la force économique du Japon. Les mesures protectionnistes des pays européens mais aussi des colonies européennes en Asie sont une des explications de la force de cette crise (l'Indochine est, par exemple, un terrain propice aux exportations japonaises à l'époque). Ces **mesures protectionnistes sont aussi ressenties comme des mesures enfermant les japonais dans la crise et donc perçues comme injustes**. D'autant plus que la **croissance démographique japonaise** ne peut trouver de solutions dans l'émigration ce qui vient s'ajouter au ressenti d'injustice. Les rancœurs sont aussi nourries par l'impression qu'ont les nippons d'avoir été des « bons élèves » sur la scène internationale : ayant réduit leur tonnage lors de la conférence de Washington de 1922, ayant réduit les enclaves qu'ils occupaient en Chine et avec leur rôle actif à la SDN (membre du Conseil).

La **politique intérieure japonaise est ainsi avant tout expansionniste** et monte, dans la deuxième moitié des années 1920, un **ultranationalisme porté par l'armée** qui met en avant l'idée que le **dialogue international n'a rien apporté** au pays et qu'il faut donc trouver **d'autres moyens de résoudre la crise** démocratique et sortir de la crise économique. L'émigration étant impossible et les marchés extérieurs étant fermés, il faut, pour ce faire, conquérir de nouveaux marchés, si besoin par la force. C'est la **« théorie du relèvement par l'expansion »**.

Cette politique suscite des débats violents au début des années 1930 et un **clivage se dessine entre le pouvoir civil** (porté par le Premier Ministre), plutôt enclin à respecter le droit international **et le pouvoir armé**, plutôt partisan du coup de force (ce clivage est ici assez simplifié donc attention à ne pas le caricaturer). En septembre 1931, a lieu **l'incident de Moukden**. Le Japon y possède un pied à terre : droit de rester à Port Arthur (enclave sur le continent, permet d'avoir accès aux lignes de communication et notamment aux lignes de chemin de fer). Dans cette région chinoise (en Mandchourie, cf. carte diapo), le pouvoir militaire Japonais prétexte un sabotage sur la ligne ferroviaire de Moukden par les nationalistes chinois, pour venir occuper la ville. D'abord l'armée occupe la ville de Moukden, et très rapidement **les japonais occupent l'ensemble de la Mandchourie**.

La Chine, qui se sent agressée, en appelle à la SDN dont elle est membre. Cette SDN **envoie des experts** sur le terrain qui enquêtent pour tirer au clair cette situation. Pendant ce temps, l'occupation japonaise s'étend, d'autant plus que l'armée a profité de cette expansion pour se débarrasser du pouvoir civil à Tokyo en décembre 1931 : **l'armée à les mains libres**. Une fois la conquête de la Mandchourie achevée, **les nippons mettent en place une structure politique : le Mandchoukouo** qui est un **Etat fantoche sous tutelle japonaise**. Les japonais montrent très vite qu'ils ne comptent pas s'arrêter là puisque dès janvier 1932, ils **bombardent**

**Shanghai.** Fin 1932 – début 1933, l'occupation d'étend dans le Jehol et se rapproche de Pékin (la capitale chinoise étant à l'époque Nankin).

**D'un point de vue économique, la tactique japonaise est une réussite.** Dès le milieu de l'année 1932, la **croissance économique japonaise repart** et est notamment soutenue par des investissements massifs dans l'industrie de guerre et la bourse de Tokyo retrouve son importance de 1927 à la fin de cette même année 1932. Néanmoins, cette politique de l'expansion agressive et militaire constitue un **défi lancé à la communauté internationale.** En effet, le Japon siège au Conseil permanent de la SDN et c'est la première fois qu'il est partie prenante à un conflit.

En octobre 1931, la SDN **somme en vain le Japon d'évacuer la Mandchourie.** Au terme de l'enquête lancée par la même SDN en 1931, le Japon est jugé agresseur et est menacé de sanction mais on sent alors bien que personne n'est pressé d'intervenir. En mars 1933, **le Japon se retire de la SDN** face à cette menace de sanction. Cependant, ce n'est pas seulement une faillite de la SDN puisque les acteurs concernés par la question de l'expansion japonaise ne sont pas plus efficaces que la Société des Nations. **L'Union Soviétique qui est particulièrement exposée à l'expansion nipponne** choisit de ne pas s'immiscer dans ce qui est vu comme étant une querelle propre au capitalisme et reste donc à l'écart. Les Etats-Unis, implicitement garants du Traité de Washington de 1922 et du principe de la « porte ouverte » en Chine (bafoué en l'occurrence), réagissent peu. Cela est dû au **caractère relativement obsolète de leur marine et par leur crainte d'un engrenage qui les mèneraient dans un conflit armé qui ne leur serait pas favorable.** C'est le moment du passage entre **Hoover** et **Roosevelt** à l'époque mais il y a tout de même une continuité en matière de politique étrangère. Effectivement, la politique de non-reconnaissance (refus de reconnaître l'existence légale de l'Etat de Mandchoukouo) reste un axe important de la politique étrangère américaine malgré l'alternance à la présidence. **Roosevelt condamne donc l'agression mais n'intervient pas.** En revanche, Roosevelt en 1933 puis en 1934 lance des notes pour un **programme de modernisation de la flotte américaine** ce qui reflète la prise de conscience du fait que l'expansion japonaise peut nuire aux intérêts américains. Cette politique d'expansion japonaise inspire ainsi des puissances européennes telles que l'Allemagne (et l'idée de Lebensraum) ou l'Italie (conquête de l'Ethiopie).

## Conclusion

Ces années (de 1929 au début de l'année 1933) sont les **années les plus violentes de la crise économique**, des années de **réflexion sur les mécanismes d'interdépendance** entre les espaces de la planète, sur les solutions qui peuvent être apportées à la crise. On retrouve de manière récurrente la **notion de « contagion »** qui induit des réflexes différents. On a réfléchi sur le repli mais aussi sur un gouvernement international de la crise. La plupart des acteurs ont joué sur les 2 tableaux : **protectionnisme et discussions collectives.** C'est d'ailleurs peut-être cette indécision qui fait que cela n'a pas fonctionné. **Cet échec des concertations collectives est entériné à la conférence de Londres de 1933** durant laquelle les Etats-Unis décident de prendre le large et l'Allemagne se dévoile.

A partir de là, **les pays se replient sur des solutions unilatérales** qui parfois portent leurs fruits économiquement parlant (exemple : Japon). Cependant, les effets de ces solutions unilatérales sont : **le renforcement des nationalismes et une menace sur l'ordre international.** A l'été 1933, la plupart des économies sont sur la pente ascendante (japon, RU, Allemagne) alors que les Etats-Unis s'enfoncent encore et que la France entre en récession à son tour, après avoir jusqu'ici été épargnée.

En termes de relations internationales, cela a pour conséquence un **retour à une scène internationale « à l'ancienne »**, dominée par les jeux de pouvoir du fait de **la SDN qui est en**

Histoire des Relations Internationales  
Marion Aballéa

**quelque sorte « hors-jeu ».** Le **développement de ces gouvernements ultranationalistes** et belliqueux met en péril les relations internationales à l'époque et **montre le lien entre les contextes internes et international.**

## CHAPITRE 5 : LE DEFI TOTALITAIRE A L'ORDRE INTERNATIONAL (1933-1939)

### Introduction

Woodrow Wilson, en 1919, parle de « *triomphe de la démocratie* » en Europe mais les régimes démocratiques installés à la suite de la victoire alliée de 1919 ont été remplacés, pour la plupart, par des dictatures. Dès 1932, la majorité des pays européens sont autoritaires.

Pays	Date d'installation de la dictature	Détenteur du pouvoir
Hongrie	1919	M. Horthy
Italie	1922	B. Mussolini
Bulgarie	1923-1926 puis à p. 1934	A. Tzankov Général Georgieff
Espagne	1923-1930 ; puis à p. 1939	A. Primo de Rivera ; F. Franco
Portugal	1926	A. Salazar
Yougoslavie	1929	Alexandre 1 <sup>er</sup> († 1934)
Pologne	1930	J. Pilsudski († 1935)
Allemagne	1933	A. Hitler
Autriche	1933	E. Dollfuss († 1934)

(on pourrait ajouter l'URSS, c'est un cas particulier)

Ces régimes autoritaires sont de natures différentes :

- **Des dictatures militaires** : en Espagne (Franco) en Pologne
- **Des dictatures traditionnalistes et réactionnaires appuyées par la religion** : en Hongrie et au Portugal (appuyés sur des valeurs trad, volonté de restaurer un ordre passé vu comme idéal).
- **Des dictatures révolutionnaires** : en Italie, en Allemagne et en Union Soviétique (volonté de créer une nouvelle société, un ordre nouveau et un H nouveau dans certains cas).

Il ne faut donc pas mettre toutes ces dictatures sur le même plan. D'autant plus que l'emprise sur les populations sont différents. Par exemple, la Bulgarie n'en a pas vraiment les moyens. Cette évolution en Europe relève de l'évolution intérieure des états mais pèsent sur les relations internationales, notamment dans 2 dimensions principales :

- **Ces dictatures se regardent et il y a un phénomène de contagion** : l'Italie, l'Espagne puis le Portugal deviennent des dictatures durant les années 1920 ce qui met au jour un **effet de mimétisme**. **Le modèle est ainsi l'Italie fasciste** et une admiration pour Mussolini voit le jour (visible en Espagne notamment, ainsi qu'au Portugal). Pas de lien systématiques entre ces régimes, mais certains ont des affinités qui se manifestent parfois de manière assez nette + certains sont proches sur le plan idéologique ce qui favorise des rapprochements (axe Horthy-Mussolini).
- **Toutes ces dictatures reposent sur un discours ultranationaliste**. Elles présentent toute le système international hérité des traités de paix comme des carcans sacrifiant les nations. Le nationalisme constitue la base de leurs politiques étrangères. Ce discours tend aussi à légitimer le pouvoir du dictateur sur la scène intérieur (très net dans le cas d'Hitler).

Evidemment, ces 2 éléments amènent une nouvelle donne sur la scène européenne, d'autant plus que chronologiquement, elle coïncide à une remise en cause du syst internationale pendant la crise des années 30. Change le jeu des relations internationales :

- Dans les années 1920, la « **croisade démocratique** » est finie du point de vue des démocraties occidentales qui se **sont accommodées des dérives autoritaires en Europe** qui constitue presque un rempart contre la contagion bolchévique (s'accommoder tant que c'est dans l'intérêt commun → accepter Mussolini garantit une Italie stable).
- Dans les années 1930 on observe **la consolidation des régimes totalitaires**, qui vise à installer un pouvoir politique fort, un contrôle des populations et un anéantissement de toute opposition, **et qui va de pair avec une offensive de ces régimes sur la scène internationale** ce qui inquiète davantage les démocraties occidentales (d'autant plus que l'extension Japonaise se fait dans le même temps dans le pacifique).

Il y a cependant une dégradation du climat international à partir de 1932-1933 mais **on ne peut parler de « marche vers la guerre »** (pas avant 1937-1938). On pense encore pouvoir régler les problèmes sur la scène diplomatique mais il y a tout de même une remise en cause du système des relations internationales.

## **I) Le temps des ambiguïtés (1933-1935)**

Les communautés sont toutes sonnées par la crise économique de 1929. Chacun travaille au relèvement national : le Japon, par exemple, assouvit sa domination sur la Manchourie, grignote discrètement la Chine du Nord, mais arrête les coups d'éclats, pour avoir le temps de constituer ses forces pour un effort de guerre de grande ampleur. 1933 est ainsi un **moment de flottement des relations internationales**, un moment entre dysfonctionnement, aspiration au répit. Dans ce moment de flottement, ce ne sont plus les démocratie occidentale qui mènent le jeu européen, mais les 3 régimes totalitaire qui affirment leur place. **Les 3 Etats totalitaires d'Europe s'affirment comme les puissances dynamiques.**

### **a. L'illusion d'un dialogue international incluant l'Allemagne hitlérienne**

Depuis juillet 1932, il n'y a **plus de gouvernement qui soit légal en Allemagne**. Le contexte électoral compliqué amène à **l'accession au pouvoir de Hitler** le 30 janvier 1933 ce qui ne manque pas de bouleverser les relations internationales. Les démocraties européennes voient tout de suite ds ce qui se passe en Allemagne quelque chose qui va bouleverser le dialogue européen, et voient dans ce régime un régime à part (élément perturbateur du jeu). Les choses se passent différemment par rapport à l'installation de Mussolini en Italie : Mussolini est bien accepté, **la dictature fasciste ne bouleverse pas les équilibre européens**, Mussolini comme élément stabilisateur, et rempart à la menace bolchévik. La perception de la nouveauté en Allemagne est différente. Cela tient au fait que **l'accent mis par Hitler sur la dimension internationale de son programme politique** inquiète en effet les puissances démocratiques occidentales

### **i. Les implications internationales du projet hitlérien**

La première chose que vise le programme politique hitlérien est une **révision des traités de paix** que **Hitler** n'hésite pas à envisager par la voie de la force (comme dans *Mein Kampf*). La place et l'honneur de l'Allemagne ne pourront être rétablis en Europe que en révisant les traités pour Hitler, et ce dès 1933. Pas nouveau par rapport aux régimes allemands antérieurs,

qui avaient le même objectif. La nouveauté, c'est qu'Hitler envisage d'utiliser la force pour accéder au révisionnisme. Il donc insiste sur la **nécessité d'un réarmement de l'Allemagne**.

Il y aussi la **composante raciale dans son programme**, avec des implications en termes de politique étrangère. D'abord, le « **Grand Reich** » doit réunir tous les Allemands donc tous les germanophones : Autrichiens, Tchèques, Polonais, Danois, Alsaciens, etc. Il y a aussi comme conséquence **la nécessaire expansion à l'Est** aux dépens des peuples dits « inférieurs » comme les slaves. Enfin, la dernière des conséquences de cette dimension raciste est la nécessité pour le peuple allemand de **se confronter avec l'ennemi « judéo-bolchévique »** (obsession de **Hitler** depuis le début des années 1920 et fruit de ses lectures disparates depuis sa jeunesse).

La troisième chose que vise le programme politique nazi concerne **l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis des démocraties européennes** (not. France et GB) : Hitler est convaincu que la réalisation de ses projets doit passer par une **confrontation avec la France** (il n'y a pas assez de place sur le continent européen pour deux puissances hégémoniques, il faut trancher ce dilemme qui empoisonne les relations internationales depuis la réunification de l'Allemagne de 1870). Il est aussi convaincu d'une **possibilité d'entente avec le Royaume-Uni** sur la base de l'anticommunisme des élites britanniques et en se répartissant les sphères d'influence : aux Britanniques les eaux et aux Allemands la terre.

Ces problèmes sont clairs au moment de l'accession des nazis au gouvernement (Cf. *Mein Kampf*). Pour autant, l'Allemagne est en **proie au chômage et du point de vue militaire, elle est désarmée** (+ armée limitée à 100 000 hommes depuis le Traité de Versailles). L'urgence du gouvernement de **Hitler** est de **gagner du temps sur le plan diplomatique pour se réarmer**. Dès lors, pendant près d'un an (jusque fin 1933 – début 1934) **Hitler** semble jouer **le jeu du dialogue international et est relativement accepté en réalité**.

## ii. Le dossier du désarmement (conférence de Genève)

Les traités de paix (1919-1920) prévoyaient **le principe d'un désarmement général**. Dans les années 1920, on a réfléchi à la mise en place de ce principe, ce qui a été compliqué. Le résultat a été l'ouverture en février 1932 d'une **conférence générale sur le désarmement** à laquelle participent 62 Etats et délégations. Elle vise à discuter des moyens de **réduire les forces militaires, le niveau des armements**. L'Allemagne est membre de cette conférence, et ce avant l'arrivée au pouvoir de **Hitler**. Très vite, les discussions sont bloquées et on observe une dégradation globale du climat international en raison d'un **face-à-face franco-allemand** qui provoque l'arrêt des négociations. L'Allemagne plaide pour le **principe dit « d'égalité des droits »**. C'est **le Gleichberechtigung** : soit l'Allemagne se réarme soit les autres se désarment.

Les Britanniques sont assez enclins à accorder cela à l'Allemagne malgré la flagrante réticence des Français. Les Britanniques considèrent en effet que les dispositions des années 1920 nourrissent les frustrations plus qu'elles n'apaisent. **Le Royaume-Uni reconnaît ce principe** énoncé par l'Allemagne ce qui est une **victoire symbolique** pour le gouvernement allemand. Nous sommes en décembre 1932.

Un mois plus tard, l'Allemagne continue (avec **Hitler** au pouvoir en janvier 1933) à participer à la conférence de Genève. Il **veut mettre en œuvre l'égalité des droits**. Dans le même temps, il lance en Allemagne un **programme de réarmement** alors qu'il continue de discuter de désarmement à Genève. L'Allemagne n'a alors pas pour but de faire aboutir les négociations mais elle **veut surtout isoler les Français**. En octobre 1933, la **France annonce qu'elle refuse le principe d'égalité des droits**. Hitler joue alors les offensés, revient sur la position de l'Allemagne et joue les bons élèves. L'Allemagne se retire ainsi de la conférence

le 14 octobre 1933 puis de la SDN 5 jours plus tard. **Hitler fait, de cette manière, reposer la responsabilité sur la France.**

### iii. Le « Pacte à quatre » (printemps 1933)

En mars 1933, **Hitler** accepte la participation allemande au « **Pacte à quatre** » qui est un projet proposé par **Mussolini** qui vise à mettre en place une sorte de directoire, de **gouvernement à quatre des « destinées » européennes**. Le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne forment ainsi un club qui se réunit régulièrement pour **maintenir la paix** et qui **envisage même une révision des traités**. En acceptant, **l'Allemagne démontre sa volonté de dialogue** et, à nouveau, la réussite de **Hitler** c'est de **faire reposer l'échec de ce dialogue sur la France**. En effet, celle-ci a auparavant posé comme condition de sa participation la reconnaissance du principe qui veut que toute révision des traités se fasse à l'unanimité. Hitler dénonce bien évidemment cette position qui « vide le pacte de son sens » car la France, selon lui, n'accepterait jamais une révision des frontières. Il se retire donc d'une affaire où il n'estime n'avoir « rien à négocier ». L'Allemagne pousse ensuite vers le **bilatéralisme** et Hitler essaie par-là de **cultiver une image d'acteur international prêt à négocier**.

### iv. Le Pacte germano-polonais (26 janvier 1934)

Pour briser l'encerclement diplomatique de l'Allemagne, **Hitler** passe par **une « voie contre-nature »** : le rapprochement avec la Pologne. Les **deux ennemis ne reconnaissant pas leurs frontières**, cet accord est effectivement contre-nature. Du côté polonais, la signature de cet accord se justifie par **l'insatisfaction vis-à-vis de l'allié français** (que les Polonais trouvent plus tourné vers la Tchécoslovaquie) et la **peur des soviétiques** mais aussi par le fait que **Pilsudski** voit **Hitler** comme un Allemand du Sud qui **voudrait donc l'Anschluss plus qu'une expansion vers l'Est**. Il y a par ailleurs une **proximité idéologique** entre les deux régimes notamment sur la question de l'antisémitisme. L'intérêt au rapprochement est ponctuel pour l'Allemagne mais permet de reprendre pied dans le jeu de l'est de l'Europe, et de créer une lourde brèche dans le système français (alliance France-Pologne-Tchécoslovaquie).

### v. Le rapprochement avec Londres : accord naval du 18 juin 1935

Ces bonnes relations avec la Couronne britannique sont une condition nécessaire pour le projet hitlérien qui **veut une bienveillance entre l'Allemagne et le Royaume-Uni**. **Hitler profite donc du retour des conservateurs** à la tête du gouvernement britannique pour se rapprocher de la Grande-Bretagne. Cet **accord naval** est pensé comme une **alternative bilatérale à la conférence sur le désarmement**. L'Allemagne accepte volontairement de limiter sa flotte à 35% de la flotte de la Royal Navy ce qui est perçu comme un signe de bonne volonté et de justice pour les Anglais (devenu illusoire d'interdire toute marine, GB préfère essayer de contrôler l'ampleur du réarmement allemand plutôt que de l'interdire). C'est **symboliquement et matériellement important pour l'Allemagne** qui n'avait plus le droit d'entretenir une flotte depuis le Traité de Versailles.

### vi. Le plébiscite sarrois (janvier 1935)

Si **Hitler** ne reconnaît pas les accords de Locarno, il n'a toutefois pas les moyens de les contester concrètement. Il est donc **contraint d'accepter la situation politique de l'Alsace**. L'épreuve de force est de ce fait **reportée sur la question de la Sarre**. Celle-ci avait été détachée de l'Allemagne et placée sous le contrôle de la SDN pendant 15 ans après la Première

Guerre mondiale. Au terme de cette période de 15 ans, un **plébiscite sur le rattachement de la Sarre à l'Allemagne ou à la France est donc organisé** (comme convenu dans les traités de 1919). **Hitler** fait une campagne, pas extrêmement offensive. Janvier 1935 : les Sarrois votent pour un retour dans le giron allemand, triomphe personnel pour **Hitler**.

On a donc un moment où l'Allemagne a fait en sorte d'apparaître comme un acteur possible dans le dialogue européen. Le but est de gagner du temps pour mener le réarmement du pays : dès décembre 1933, **Hitler** a fait passer l'armée de 100 000 hommes à 300 000 hommes. Face à cette affirmation ambiguë de l'Allemagne, ceux qui vont répondre sont l'URSS et l'Italie, et pas la France et la GB.

### **b. Vers un retour soviétique sur la scène européenne ?**

Elle est l'une des premières puissances à se rendre compte **de la menace que représente le nazisme**. A partir des années 1930, **cette menace est l'occasion pour l'Union Soviétique de revenir sur la scène internationale**.

La victoire de **Staline** dans la course pour la succession à **Lénine** à la tête du Parti Communiste de l'Union Soviétique a aussi **donné la priorité à la consolidation du régime soviétique** avant l'expansion par une révolution mondiale. L'arme principale de l'Union Soviétique est la IIIème Internationale Communiste qui fonde le **Komintern**. Néanmoins, celui-ci n'est pas vraiment efficace pour ce qui est de fédérer tous les partis communistes nationaux sous la domination des Soviétiques. Il définit en 1928 une stratégie d'action autour du mot d'ordre « **classe contre classe** ». L'ennemi de tous les partis communistes autour de la planète est donc la bourgeoisie, qu'elle soit socialiste ou d'extrême droite. Cette stratégie est particulièrement dirigée contre les **mouvements nationalistes** dans certains pays.

En effet, jusqu'à lors, les partis communistes n'ont **pas été de vrais remparts contre les partis nationalistes** mais se sont plus concentrés sur la lutte contre le centre-gauche ou le centre-droit. **Le KPD par exemple, ne lutte pas contre la chute de la République de Weimar** parce que cette crise profite en fait à la fois à l'extrême-gauche et à l'extrême-droite. Moscou pensait d'ailleurs qu'il fallait que Weimar soit détruit pour que le KPD triomphe en Allemagne.

Avec le retournement de situation en Allemagne en janvier 1933, l'URSS est vite **amenée à changer de position sur cette question**. Un retournement diplomatique est initié par **Maxime Litvinov**, alors Commissaire du peuple aux Affaires Etrangères. C'est le premier haut responsable soviétique à **prendre conscience de la menace nazie et des erreurs du Komintern**, notamment car elle en est l'ennemie principale du fait de l'anticommunisme des disciples de **Hitler** mais aussi parce que **depuis les accords de Rapallo, les Allemands produisent des armes sur leur sol**. De plus, l'URSS voit son ennemi Japonais développer son influence en Asie Orientale, et a peur d'avoir à gérer deux crises en même temps : une avec le Japon et une avec l'Allemagne. Elle préfère donc prendre les devants.

L'URSS est alors prêt à **ouvrir des brèches dans le front anti-bourgeois**, à parler avec les démocraties bourgeoises voire à leur tendre la main. Le but est alors de **contrer ce qui pourrait être l'affirmation de la menace allemande**. C'est donc un retournement majeur dans la diplomatie soviétique depuis son instauration en 1917. Cette nouvelle politique diplomatique passe par **3 axes** qui tendent tous à tisser des liens avec les démocraties de l'Ouest contre l'Allemagne (alliance de circonstances) :

- **Reconnaissance des frontières et établissement des relations diplomatiques** (1933-1934) : L'Union Soviétique est prête à se mettre d'accord sur la question des frontières et donc à **renoncer officiellement à certains territoires** (Etats baltes, Pologne,

Tchécoslovaquie, Roumanie) par une série d'accords bilatéraux. C'est une disposition de circonstance qui apaise les relations avec certains Etats et qui permet à l'URSS de **se rendre acceptable sur la scène internationale** pour des pays qui n'avaient pas de relations avec l'Union Soviétique auparavant. **Les Etats-Unis établissent pour la première fois des relations diplomatiques avec les Soviétiques en 1934** en suivant l'exemple des puissances européennes. **L'Union Soviétique entre aussi à la SDN** en septembre 1934 ce qui est une révolution pour les deux institutions : l'URSS cesse de critiquer une diplomatie « bourgeoise » et les membres de la SDN ne tiennent plus les Soviétiques à l'écart. Ce rapprochement se fait donc sur une logique avant tout pragmatique.



- **Rapprochement franco-soviétique** : Les Soviétiques souhaitent **retisser des liens avec les puissances d'Europe Occidentale** pour que l'Allemagne doive mener une offensive sur les deux fronts en cas de guerre. Du fait d'un fort antibolchevisme dans ces pays, **les efforts de Litvinov se concentrent sur la France** en raison de l'ancienne alliance franco-russe (conclue à la fin des années 1890), et va tenter de se rapprocher des deux ministres successifs des affaires étrangères : **Barthou** et **Laval**. En France, on cultive le souvenir nostalgique de l'alliance franco-russe d'avant-guerre qui a fait ses preuves pour la lutte contre l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale. On parle alors d'un « **projet de Locarno oriental** » en 1934. Il s'agirait de conclure un **pacte régional d'assistance mutuelle et de garantie des frontières** (imaginé par **Barthou**) entre la France, l'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie, la Pologne, les Pays baltes et même l'Allemagne. Cependant, ce projet en reste là du fait de **l'opposition de l'Allemagne** face à ce pacte (elle comprend la dimension antigermanique du pacte) mais aussi de **l'opposition de la Pologne** (qui a conclu un accord bilatéral avec l'Allemagne en 1934 contre l'Union Soviétique). A la place de ce « Locarno oriental », un **Pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique** est signé le 2 mai 1935 à Paris (signé cette fois-ci avec **Laval**). L'anti-germanisme est au cœur de ce rapprochement. Un Pacte d'assistance mutuelle entre l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie est aussi signé le 16 mai 1935. Paris essayait effectivement de **lier les deux puissances pour avoir une solidarité à 3** en cas d'attaque allemande. Néanmoins, cela implique que l'URSS, pour aider la Tchécoslovaquie, doit traverser la Pologne ce qui rend fragile cette assistance mutuelle.
- **Changement de stratégie du Komintern et adoption de la stratégie des « Fronts populaires » lors du VIIème Congrès du PCUS** en août 1935 : La stratégie adoptée au départ par le Komintern (« classe contre classe ») explique que le KPD en Allemagne n'ait pas noué d'alliance avec un autre parti politique pour contrer la montée de la droite völkisch et nazie (tous ceux qui sont hors du PC sont des ennemis politique, mais également des ennemis de classe, hors de la classe ouvrière). En 1935, cette **tactique est remplacée par celle du « front populaire » qui fait des droites nationalistes et fascistes les ennemies les plus importantes des partis communistes**. Il leur faut ainsi tendre la main aux autres partis démocratiques pour lutter contre l'extrême-droite. Ce changement a des **effets majeurs dans la vie politique de certains pays**. Des fronts populaires se créent partout et arrivent parfois au pouvoir comme c'est le cas en Espagne ou en France en 1936 mais aussi au Chili en 1938.

L'arrivée d'**Hitler** au pouvoir ramène l'URSS dans le jeu européen. Mais la manière dont elle va utiliser cette place est floue : doute et incertitude sur son futur comportement. Est-elle vrmt prête à jouer un jeu international bourgeois qu'elle critique depuis ses débuts ?

### c. L'Italie fasciste, avant-garde de la résistance au nazisme

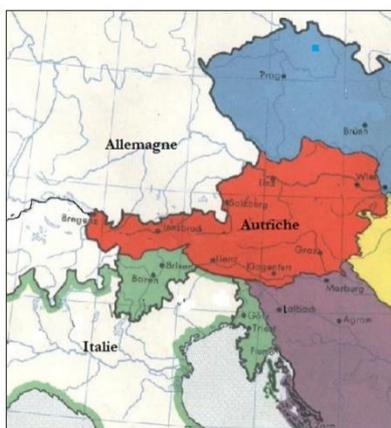
L'Italie fasciste apparaît à ce moment comme l'autre grand acteur qui veut se poser en avant-garde d'un front anti-nazi. **Mussolini** a toujours été un **acteur important du dialogue européen**. Dès les années 30's, il **se pose en pivot, en arbitre des relations européennes mais aussi en rempart à la menace d'une extension nazie**.

Avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Mussolini avait marqué sa volonté que l'Italie s'affiche plus clairement **comme une puissance internationale, diplomatique**. Le prestige pour Mussolini se place dans une diplomatie offensive qui redonnerait à l'Italie toute la place qu'elle doit avoir d'après lui sur la scène internationale. En 1927, installe un **protectorat sur l'Albanie** qui renforce l'influence italienne dans les Balkans et en Méditerranée orientale. Cela contribue à un **début d'encercllement de l'ennemi Yougoslave** (pays qui a hérité de la majorité des terres Irrédentes que l'Italie convoitait après la WW1). Dans ce duel, on a également l'axe Rome-Budapest (Hongrie et Italie fasciste ont de bonnes relations : même adversité avec la Yougoslavie). Cela témoigne donc de la volonté de l'Italie fasciste d'imposer son **influence dans les Balkans et d'encercler la Yougoslavie**.

En 1932, **Mussolini** marque sa volonté de jouer un rôle personnel dans la diplomatie en liquidant son poste de ministre des Affaires étrangères. Il est **responsable personnellement de la diplomatie**. Désormais, le régime, et **Mussolini** en particulier, regarde vers l'extérieur. Dans cette logique, il veut utiliser les bonnes relations qu'il a avec la démocratie occidentale : en 1933, Mussolini **se pose en médiateur entre les révisionnistes et les défenseurs des traités**. Il est à l'origine du **projet du Pacte à Quatre** en 1933. L'Italie est désormais à la manœuvre. **Mussolini** s'affirme comme un **interlocuteur plus pacifique** qu'**Hitler**.

Les relations personnelles entre **Mussolini** et **Hitler** sont assez complexes. **Hitler** est un admirateur à distance de **Mussolini** tandis que **Mussolini** est plus méfiant. Les **deux hommes se rencontrent à Stra** en juin 1934 pour la première fois. Cette première rencontre est racontée comme un **échec** et le témoignage d'une **antipathie**. **Hitler** est assez peu impressionné par le décorum, déployé par Mussolini pour l'accueillir. Néanmoins, les deux hommes **perçoivent leur proximité idéologique et la forme du duo qu'ils pourraient opposer au duopole franco-britannique**.

Impression mitigée, et cette rencontre n'est pas un moment de révélation qui prédit ce qui va suivre : En effet, **Mussolini** ne veut pas rompre le dialogue avec les démocraties. De plus, le problème principal entre l'Italie et l'Allemagne est un **contentieux territorial, l'Autriche**. Il y a une **vieille prétention allemande à l'Anschluss** qui fait peur à **Mussolini** qui ne veut pas avoir une **Allemagne à sa frontière nord**. De plus, il y a le problème du **Trentin-Haut-Adige ou Trentin-Tyrol du Sud** qui est une région germanophone qui appartenait à l'Empire austro-hongrois mais a été **donnée à l'Italie par les traités de paix** (historiquement autrichien, peuplé de pop germanophones). En cas d'Anschluss, **les**



L'Autriche dans ses frontières de 1919

**Allemands devraient vouloir récupérer cette région** (Anschluss : unité des germanophones). Assez ironiquement, **Mussolini** se fait **défenseur des traités pour cette région**.

D'ailleurs, **Mussolini** aide Paris en 1931 à faire échouer le projet de rapprochement économique entre l'Allemagne et l'Autriche (**Anschluss économique**). La même logique se rejoue à l'été 1934, où l'opposition italienne prend forme dans **l'Anschluss manqué** de juillet 1934. C'est un **complot initié par les nazis autrichiens**. Ils veulent forcer l'Autriche à suivre le même pas que l'Allemagne. Or, ils ne sont pas au pouvoir. Le **chancelier Dollfuss** (admirateur de Mussolini mais très méfiant de ce qui se passe en Allemagne), chef d'un régime austro-fasciste, tient à l'écart le parti nazi et l'Allemagne. Il y a donc une **tentative de coup d'État en juillet 1934** qui aboutit à **l'assassinat du chancelier**. Or, les sympathisants de **Dollfuss** résistent en Autriche ainsi que **Mussolini**. Il masse des divisions italiennes à la frontière avec l'Autriche. Il s'affirme comme le **protecteur de l'indépendance autrichienne** et annonce qui ne laissera pas faire un rattachement autrichien à l'Allemagne sous le coup des nazis. **Hitler désavoue alors les nazis autrichiens et se dédouane de l'affaire**. C'est donc une **victoire de prestige pour Mussolini**. Cela montre que l'Italie fasciste domine par rapport à l'Allemagne. Cette affaire a eu pour effet de **renforcer la méfiance de Mussolini à l'égard d'Hitler**.

**Mussolini** se **cherche donc des alliés**. Il se tourne donc vers Paris. La France de **Pierre Laval** n'a aucun problème à jouer la carte de l'alliance soviétique et fasciste au nom de la Realpolitik. **Pierre Laval** se rend à Rome en janvier 1935 pour **poser les bases d'un dialogue franco-italien**. Le front antihitlérien de Rome est renforcé par les violations des traités de paix par l'Allemagne (mars 1935 : **rétablissement de la conscription en Allemagne**), puisque **Mussolini** convie l'Angleterre et la France à une **conférence à Stresa** en avril 1935. L'idée est de mettre en place un **front anti-allemand en réaffirmant la valeur du traité de Locarno** qui reprenait les dispositions militaires contre l'Allemagne. À l'initiative de **Mussolini** est réaffirmée **l'importance de l'indépendance autrichienne**. Or, cette **alliance est assez fragile** puisque Londres torpille les résultats de cette conférence par la **signature avec Berlin d'un accord naval** de juin 1935. Le front de Stresa tombe alors à l'eau.

Cela témoigne de la **difficulté à opposer un front unifié à l'Allemagne nazie** du fait des objectifs différents des pays. Cela change le point de vue de **Mussolini** envers le Royaume-Uni. Cela l'amène à **changer sa politique internationale vers une logique unilatérale**. Cette période est marquée par des **démocraties très passives**. Les États-Unis sont eux à l'écart du jeu. Cela **explique que les puissances totalitaires se sont encouragées à passer à l'épreuve de force**.

## **II) Le temps des coups de force (1935-1937)**

Ces années sont les **années du délitement de l'ordre international issu des traités de paix**. De fait, il est toujours en place malgré les critiques. En 2 ans il est totalement balayé. Les coups de forces collectifs le balaient face à une **sécurité collective inefficace**.

### **a. L'affaire éthiopienne ou la rupture ambiguë entre l'Italie et les démocraties**

Même si l'affaire de Stresa a refroidi les relations en **Mussolini** et les démocraties, **l'Italie reste une pièce importante**. **Mussolini** essaie de **tirer profit de leur bienveillance**. Si l'autarcie a fonctionné, **Mussolini** caresse l'idée de **l'expansion hors des frontières et notamment outre-mer pour rétablir la croissance et faire revivre la gloire romaine**. L'Italie avait espéré recevoir une partie des colonies allemandes en 1918. En octobre 1935, **l'Italie attaque l'Éthiopie**, un des rares pays indépendants. Cela réunirait les colonies d'Érythrée et de Somalie. Le risque principal est le Royaume-Uni qui est garant de ses colonies

dans la zone. Or, au moment où l'annonce de l'attaque se diffuse, le Royaume-Uni est à la veille d'élections. Les **conservateurs refusent de s'engager dans une guerre néocoloniale et refuse d'agir sans mandat de la SDN ou action de la France**. L'Éthiopie est membre de la SDN et **porte la question à Genève en octobre 1935**. Le débat débouche sur des **sanctions économiques qui sont votées**. Or, elles ont été sabotées notamment par **Laval** qui ne veut pas rompre son alliance avec Rome (exclusion de l'acier, le fer, le pétrole → pas concernés par les sanctions). Les États-Unis annoncent qu'ils ne sont pas tenus par l'embargo.

Dès que les élections britanniques sont passées, Paris et Londres essaient de travailler à un compromis, pour trouver une solution au pbm Ethiopien sans renoncer à l'alliance avec l'Italie. Ce plan est **le Plan Laval-Hore**. L'idée est **de partager l'Éthiopie avec 2/3 pour l'Italie**. Mussolini se déclare intéressé par le plan mais réserve sa réponse. Les opérations militaires continuent en mai 1936 jusqu'à la conquête totale du territoire Ethiopien par l'armée Italienne. Le 9 mai 1936, l'empereur Ethiopien part en exil, et à la place me roi d'Italie **Victor Emmanuel III** est alors proclamé Empereur d'Éthiopie.

**La SDN lève les sanctions et l'Italie en reste membre. Mussolini prend tout de même ses distances avec le jeu international**, d'autant qu'**Hitler** avait déclaré sa neutralité bienveillante avant de reconnaître cette conquête le 25 juillet 1936. **Mussolini** regarde de + en + comment il pourrait s'accommoder avec Berlin. Terrain favorable à un rapprochement avec l'Allemagne puisque ça détourne l'Italie d'un regard vers le nord, sphère d'influence de l'Allemagne.

## **b. Hitler lance l'épreuve de force**

Au milieu des années 30, l'Allemagne est **quasiment sortie de la crise économique**. Elle retrouve une stabilité économique et sociale et a **réamorcé son réarmement**. Elle a **liquidé la majorité des oppositions intérieures**. Le premier camp a été ouvert à Dachau à la fin de l'année 1933. Persistent néanmoins des difficultés financières.

Le docteur **Schacht** avoue qu'il est **difficile de financer la reprise économique et le réarmement**. **Hitler** refuse de mettre ce dernier en pause. Pour lui il faut **briser les chaînes du traité de Versailles**, qui maintiennent l'Allemagne dans une situation économique fragile et il est temps de préparer à terme une **expansion au prix de la guerre**.

Dans un premier temps il **rétablit la conscription** en mars 1935 après avoir créé la **Luftwaffe** confiée à **Göring**. Dès lors, les annonces sont publiques et le réarmement est clairement monté. Ils sont **mis en avant comme des mesures de libération nationale**. Ces violations ne font pas réagir ni la SDN ni les grands États européens dont **Hitler** se doutait depuis la conférence sur le désarmement. En 1936, il lance un deuxième coup de force. Sa volonté est de **terminer le rétablissement plein et entier de la souveraineté allemande** sur son territoire. Cela passe, en janvier 1935, par la récupération de **la Sarre par plébiscite**. Elle **obtient également en fait le réarmement** puisque personne ne s'y oppose.

Néanmoins l'Allemagne n'a **pas le droit de faire ce qu'il veut de son armée, et notamment de faire entrer son armée en Rhénanie**. C'est une zone démilitarisée sans limite de durée. C'est une **pièce centrale de la garantie de la sécurité française et belge**. Le réarmement pourrait provoquer une réaction importante mais **Hitler** le fait contre l'avis de ses généraux qui affirment que l'armée n'est pas prête. Le 7 mars 1936, **Hitler** ordonne aux troupes allemandes d'entrer en Rhénanie. C'est un « **Rubicon personnel** », un coup de poker. C'est un tournant. À cette date la France est en pleine période électorale. Les Français répondent par une déclaration en apparence offensive du ministère de la Guerre : « **la France ne laissera pas Strasbourg sous le feu des canons allemands**. » Elle souhaite sonder les puissances garantes du traité de Locarno. L'Italie est alors en pleine conquête éthiopienne et en froid avec les démocraties. Les Britanniques se défilent également et veulent utiliser la SDN : « **je ne vois**

*pas pourquoi notre pays devrait entrer en guerre parce que quelqu'un a pénétré son propre territoire.* » L'État-major français est **incapable de préparer un plan de riposte adéquat**. Les Français ne réagissent donc pas réellement. La Rhénanie est remilitarisée sans riposte. C'est un moment de tournant qui montre l'incapacité des pays européens à s'entendre face à l'Allemagne. C'est une preuve de faiblesse des démocraties.

**Hitler** est donc décidé à ne pas s'arrêter là. Désormais l'Allemagne **n'est plus limitée sur son territoire** par les traités de paix. Les Allemands pensent à la suite, notamment lors d'une réunion qui a lieu à la fin de l'année 1937 entre **Hitler**, les chefs de ses trois armées et les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre, **Bloembergen**. Cela amène la rédaction d'un procès-verbal dans le « **Protocole de Hossbach** ». Cela définit les futurs objectifs de la politique étrangère. Le développement de l'Allemagne ne peut passer que par l'expansion, or cela ne sera jamais accepté par les démocraties. Il faut donc **poursuivre le réarmement** qui devrait atteindre sa pleine puissance vers 1943. Cela met aussi en avant l'idée que **si l'opportunité se présentait, il faudrait la saisir**. Les deux priorités seraient de **régler l'Anschluss et le sort de la Tchécoslovaquie**.

La question pour **Hitler** est celle **d'une relation avec le Royaume-Uni**. Le ministère prône un accord en amont contrairement au coup de force d'**Hitler** fondé sur l'antibolchevisme anglais. Il évince alors son ministre des Affaires étrangères, **von Neurath**, qui penche pour une situation négociée en amont avec Londres, pour le remplacer par **J. von Ribbentrop**. Le plan d'action et les hommes se mettent en place.

Il reste à cimenter des alliances puisque l'Allemagne reste isolée sur la scène internationale, ce que permet la Guerre d'Espagne.

### c. La guerre d'Espagne et la structuration d'un axe fasciste

COURS LOLA, PAUL ET EVA (Scola) :

On va surtout s'intéresser à la dimension internationale même si c'est d'abord un événement national qui a marqué profondément le pays, dont la très grande majorité des victimes sont espagnoles, dont les combattants sont majoritairement espagnols et dont la mémoire pèse sur l'histoire contemporaine espagnole. A côté de ce côté de ce conflit déchirant pour le peuple espagnol, il y a un conflit international, un moment clé de l'histoire de l'entre-deux-guerres qui replace l'Espagne au cœur des intérêts et tensions européennes alors même que c'est un pays qui était vu comme enfermé depuis deux siècles dans une arriération économique et politique qui avait connu un âge d'or au XVIème et XVIIème siècle et était depuis sorti des grands équilibres internationaux. Au XIXème siècle et dans la première moitié du XXème siècle on se soucie assez peu de l'Espagne dans les équilibres européens et d'un coup un conflit en Espagne va faire du pays un des cœur battant de la géopolitique européenne. Les causes de la guerre sont essentiellement national et espagnole, on est dans un pays qui a été touché très violemment par la crise économique, dans un pays dont les structures économiques sont archaïques, des structures économiques marquées par les inégalités, les antagonismes sociaux très violents (notamment dans les campagnes entre les grands propriétaires et une misère paysanne extrêmement forte), qui a débouché sur de nombreuses crises politiques en Espagne tout au long du XIXème siècle et au début du XXème siècle et en l'occurrence cela avait débouché au tournant des années 1930 sur une nouvelle crise politique qui avait amené la chute de la dictature de Primo de Rivera en 1930 puis la chute du régime monarchique en 1931 et la proclamation de la République en 1931. Cette proclamation s'est faite sans violence majeure mais elle n'a en rien résolue la crise politique, économique, sociale profonde dans laquelle se trouve l'Espagne et n'a au contraire que fait raviver les oppositions et les années qui vont de 1931 à 1936 sont des années de violence politique et sociale

extrêmement marqué en Espagne et on est loin d'un climat apaisé, c'est dans ce contexte qu'en février 1936 le Front Populaire (Frente Popular) remporte les élections législatives en Espagne. C'est la victoire d'une coalition électorale formée par les différentes formes de gauche, coalition qui s'est mise en place suite à la stratégie du Front Populaire mis en place par le Komintern, la IIIème Internationale qui a donné la consigne aux partis communistes de sceller des alliances avec les formes de gauche pour lutter contre la menace fasciste comme le dit le vocabulaire stalinien. Le Front Populaire espagnol s'est créé dans cette dynamique là puisqu'il rassemble bien les forces de gauche espagnoles (sauf les anarchistes puissants en Espagne mais n'ayant pas rejoint la coalition) (4 grandes tendances : le centre-gauche bourgeois ; le parti socialiste, le PSE ; le PCE, parti communiste espagnol affilié à Moscou ; et les communistes non staliniens : se revendiquent de l'expérience communiste et du marxisme mais contestent la domination de Moscou et l'autorité de Staline, se sont regroupé dans le POUM, parti ouvrier de l'unité marxiste avec une opposition très forte au PCE, une forme de lutte intestine), il s'unit contre la menace de la droite et notamment de l'extrême-droite espagnole et remporte la victoire en février 1936. Cette victoire du Front Populaire est une victoire courte ; les élections ont été très serrés dans un climat de très fortes tensions et de polarisations politiques entre les forces de gauche et les forces de droite et cette victoire est très mal vécue par les différentes formes de la droite espagnole, les élites économiques, les tenants du pouvoir sous les majorités précédentes, l'église catholique (qui voit dans cette victoire une menace) et les militaires (qui se pensent comme des tenants de l'ordre social ancien et comme les garants d'un ordre qui serait menacé par une révolution). Il y a dans ces différentes formes de droite vaincus dans l'élection une peur qui augmente de ce qui serait les prémisses d'une révolution bolchévique à venir et on voit donc ces forces de droite s'organiser et dans la plus grande tradition politique espagnole (qui a l'habitude des coups d'état militaires) le 17 juillet 1936 un soulèvement militaire qui est organisé contre le gouvernement légal par les grands généraux qui veulent renverser le régime (la République qui est vu comme un régime faible qui risque de basculer vers une forme de révolution bolchévique) et le gouvernement du Front Populaire. Le coup d'état est quelque chose d'habituel dans l'histoire politique espagnole et ce sont les grands généraux qui se soulèvent. Le soulèvement part du Maroc espagnol où se sont réuni un certain nombre de généraux conjurés et l'ordre est donné à tous les militaires espagnoles stationnés dans le territoire d'aller prendre le contrôle des organes de pouvoir : de la mairie local, de la préfecture locale, des antennes de radio, ... C'est une stratégie classique de coup d'état militaire au vu de la faiblesse du gouvernement espagnol, de la tradition espagnole des coups d'état militaire. On pense du point de vue des initiateurs que ce coup d'état doit triompher très rapidement. La grande surprise est qu'on n'observe non pas une capitulation d'un régime pourtant jeune et donc à priori plutôt faible mais au contraire un sursaut populaire pour défendre le régime, pour défendre la légalité républicaine. Dès lors, au début du mois d'août 1936, on a une Espagne coupée en deux avec une partie du territoire qui a été conquis par les militaires (sud-ouest et ouest du pays, en vert sur la carte) mais une partie du territoire qui reste fidèle et qui a défendu le gouvernement légal républicain (moitié-est du territoire notamment dans les trois grandes villes qui sont les trois bastions de la gauche espagnole : Barcelone, Madrid, Valence, ainsi que le nord et notamment le pays basque qui représente aussi une poche de résistance, en rose sur la carte). 15 jours après le début du soulèvement, l'histoire tragique de la guerre d'Espagne qui va durer trois ans on voit déjà la lutte de ces deux Espagne et c'est finalement la manière dont les militaires vont conquérir de plus en plus de territoires jusqu'à la prise des dernières grandes villes bastions républicains en 1939, la dernière ville à tomber étant Madrid à la fin du mois de mars 1939. Près de 3 ans de conflit pour voir une Espagne divisé en 2 en août 1936 devenir uni dans la victoire des militaires et du général Franco à la fin du mois de mars 1939. 3 années de conflit extrêmement meurtrier. Ce conflit est marqué par les enjeux, les traditions, la culture politique espagnole mais ce qui est intéressant c'est que sur

lui se greffe très vite des enjeux européens voire même extra européens. Cela car dès le 20 juillet, 3 jours après le début du soulèvement, le gouvernement légal de Madrid en appelle au secours de la France, c'est assez logique puisque la France est elle aussi depuis quelques jours sous un gouvernement de Front Populaire, la même logique de coalition des forces de gauche l'a emporté en France en mai 1936 et la France du Front Populaire apparaît assez logiquement comme la sœur de l'Espagne du Front Populaire et donc le gouvernement de Madrid en appelle au gouvernement français pour venir défendre un régime légal attaqué par les militaires. Le chef du gouvernement français Léon Blum est plutôt enclin à intervenir, par solidarité, par le bien-fondé de défendre un régime légal attaqué par des forces réactionnaires mais il y a de gros débats au sein de la coalition du Front Populaire français et les radicaux sont très frileux et refusent l'intervention car ils voient dans ce qu'il se passe en Espagne comme le risque de pousser la France vers une guerre révolutionnaire, le risque si les forces de gauche l'emporte en Espagne de voir l'Espagne basculer vers un régime bolchévique. Bref, les débats internes au Front Populaire français amènent le gouvernement français à renoncer à intervenir le 25 juillet. Malgré ses convictions personnelles, Léon Blum annonce que la France ne répondra pas à cet appel du gouvernement républicain madrilène. En revanche, du côté des militaires espagnols et donc des nationalistes on se cherche aussi des alliés, on croyait à une victoire rapide, on est très surpris de l'échec de ce soulèvement mais on comprend aussi qu'avec cet échec ce qui devait s'opérer en quelques jours doit désormais s'inscrire dans la durée et pour gagner dans la durée, les nationalistes ont besoin de soutien. Or, eux trouvent immédiatement des soutiens de manière assez naturelle du côté de l'Italie fasciste puisque Mussolini voit immédiatement dans ce qui se passe en Espagne une opportunité pour renforcer sa propre situation sur l'échiquier européen et notamment dans cette Europe méditerranéenne qui l'intéresse de plus en plus. Il voit aussi dans ce qui se passe en Espagne et dans la réaction des forces militaires et de droite espagnoles une forme de croisade contre le communisme et espère une reconnaissance et profiter de l'affaire pour étendre son influence en Méditerranée et donc dès le mois d'août 1936, l'Italie fasciste déploie une aide massive en matériel, en armes, en hommes auprès du camp nationaliste espagnol dirigé par Franco. Plus de 75 (je suppose X 1000) hommes sont envoyés dans des corps expéditionnaires de volontaires fascistes qui vont combattre au côté des militaires espagnols. Du côté allemand, qui a aussi été sondé par les militaires espagnols, l'attitude est plus réservée, Hitler n'a à ses yeux rien à gagner, il considère le chaos politique espagnol avec un certain mépris mais comprend d'un autre côté assez vite qu'avoir un pouvoir ami ou en tout cas bienveillant en Espagne serait utile en cas de guerre contre la France : permettrait de sécuriser la frontière franco-espagnol et ne refuse donc pas totalement d'intervenir et envoie très peu d'hommes mais l'Allemagne envoie une division aérienne pour pallier ce qui est un grand manque de l'armée espagnole peu moderne et ce qui permet à l'Allemagne de tester ses propres capacités, quelques mois seulement après avoir restauré une aviation militaire, l'Allemagne envoie une division aérienne (Légion Condor qui bombardera notamment Guernica en 1937). Le soutien massif vient de l'Italie fasciste, Hitler en profite pour envoyer une division aérienne mais en termes de soutien logistique, son apport est moindre comparé à l'Italie fasciste. Face à ce double soutien réel quoique différent apporté par l'Allemagne et l'Italie, la retenue des démocraties telle la France représente un handicap supplémentaire pour le gouvernement républicain attaqué. Blum a mauvaise conscience de devoir abandonner le gouvernement républicain et germe dans son esprit l'idée de minimiser au maximum les dégâts créés par la position française et va imaginer ce qu'on appelle la non-intervention et va amener 25 pays à signer en août 1936 un pacte de non-intervention, soit un pacte dans lequel 25 pays s'engagent à ne pas intervenir dans le conflit espagnol, à mettre en place un embargo militaire, soit ne vendre d'armes à aucun des deux partis en conflit, l'idée étant que si la France n'intervient pas au côté des républicains, elle essaye au moins de limiter l'intervention d'autres auprès de ses ennemis. 25 pays le signent dont la France et le

RoyaumeUni, mais aussi l'Allemagne, l'Italie, l'URSS (on essaye de neutraliser les interventions extérieures) mais très vite tous les observateurs sur le terrain signalent que le pacte est bafoué et que l'Italie notamment déploie massivement des troupes en Espagne, qu'on retrouve des armes soviétiques, des hommes sous uniforme italien en train de combattre en Espagne. Dès lors, en octobre 1936 et face à cette constatation, l'URSS annonce qu'elle ne se considère plus tenue par le pacte et Staline change de stratégie, à partir de ce moment-là il intervient massivement en Espagne pour soutenir le camp républicain ou plus exactement le parti communiste républicain dont il espère qu'une victoire républicaine lui permettra d'avoir le premier rôle : si ce sont les communistes qui ont sauvé le régime, il espère qu'on pourra à terme mettre en place un régime communiste en Espagne. On voit bien la stratégie soviétique derrière tout ça. Cette stratégie soviétique passe par l'envoi de matériel militaire, de conseillers militaires depuis Moscou et aussi par le recrutement par le Komintern des brigades internationales (surtout des hommes, venus de 53 pays différents, recrutés par le Komintern, qui sont liés aux partis communistes dans leurs pays et recrutés par le Komintern pour aller combattre en Espagne pour défendre la démocratie et peut-être la révolution (cela représente 60 000 volontaires et ce sont des forces qui vont très vite jouir d'une aura particulière grâce à la propagande soviétique qui fait d'eux des héros). Si on ajoute à toutes ces interventions extérieures les milliers de volontaires internationaux qui viennent en Espagne sans être reliés aux brigades internationales mais au nom d'un idéal, pour défendre un régime attaqué (ex : André Malraux, George Orwell, ...). Cela participe encore à l'internationalisation du conflit auquel on peut encore ajouter l'écho international du conflit espagnol qui est donné par l'implication d'artistes (Pablo Picasso, Orwell, ...). Dès lors, ce qui se joue en Espagne devient un conflit à dimension internationale et certains y voient dès lors une lutte du fascisme et de l'antifascisme. Dans ce contexte, la victoire de Franco et le grand défilé qu'il organise à Madrid le 1er avril 1939 appartient pour beaucoup comme un triomphe des dictatures européennes, comme un triomphe des forces de droite. D'ailleurs, les volontaires italiens sont en très bonne place durant le défilé de la victoire des franquistes en avril 1939. A l'inverse, les vaincus, les combattants républicains qui fuient en masse à la frontière franco-espagnol au début de l'année 1939 alors que la défaite se profile puis est acté, sont accueillis de manière extrêmement méfiante à la frontière française, on y voit un risque et un péril rouge potentiel (les français vont els traiter très mal notamment en les parquant dans des camps dans le Sud-Ouest de la France, ex : camp d'Argelès-Sur-Mer qui a accueilli plus de 200 000 réfugiés dans des conditions extrêmement pénibles). Au-delà du terrain espagnol, la guerre d'Espagne a été un moment important car elle a permis de favoriser une structuration des alliances et notamment du côté fasciste (on a lutté ensemble contre le péril bolchévique et ça a rapproché un certain nombre de pays). Dès octobre 1936 on voit un rapprochement italo-germanique s'opérer avec la visite de Ciano, le gendre de Mussolini à Berlin, qui annonce à Hitler la volonté italienne de recentrer la politique étrangère italienne sur la Méditerranée, sur l'Afrique, sur les Balkans et donc la possibilité de trouver un terrain d'entente plus facile avec l'Allemagne, cela se concrétise quelques jours plus tard avec le premier discours de Mussolini évoquant un axe Rome-Berlin, un axe qui doit à ses yeux structurer la remise en ordre et le futur de l'Europe. On voit bien que cela s'est aussi joué autour d'une participation commune dans la guerre d'Espagne. Enfin, la guerre d'Espagne met pour la première fois l'Allemagne en conflit avec l'URSS et le Komintern par procuration. Cela a pour conséquence de créer une méfiance accrue envers le Komintern, méfiance partagée par le Japon, autre voisin de l'URSS. En novembre 1936, le Japon et l'Allemagne signent le pacte anti-Komintern (on a un ennemi commun et ça rapproche). Pacte auquel l'Italie adhère un an plus tard. La fin de l'année 1936, alors même que le conflit espagnol est loin d'être fini, montre que l'éclosion de la guerre d'Espagne a vu se structurer pour la première fois des alliances qui représentent une forme de menace pour l'ordre international. On voit aussi dans l'intervention massive italienne et soviétique, ainsi que

dans l'intervention plus moindre allemande et dans la grande réserve et retenue des franco-britanniques quelles sont les grandes puissances dynamiques du continent et lesquelles sont dans des postures d'hésitation permanente ce qui bouscule aussi les équilibres hérités du conflit et remet en cause beaucoup de choses.

#### d. La reprise de la guerre en Extrême-Orient

En 1931, il y a un début d'expansion japonaise en Chine du Nord. Après ce moment, le Japon **consolide ses positions et marque un temps de pause**. En revanche, du côté chinois, **la résistance s'organise** contre la pénétration japonaise. Depuis le milieu des années 1920, la **lutte y fait rage entre communistes et nationalistes**. Le changement de mot d'ordre du Komintern au milieu des années 1930 avec les Fronts Populaires a aussi des effets en Chine. Les communistes de **Mao** tendent la main aux nationalistes de **Chang Kaï-chek** le temps de lutter ensemble contre la menace japonaise. Cela débouche sur **l'accord de Xi'an** entre nationalistes et communistes chinois le 24 décembre 1936, aussi **dit de Noël**. Cet accord est pressé d'autant que le Japon semble prêt à relancer la guerre.

En effet, dès juillet 1937, **le Japon la reprend et déploie des moyens considérables**. En quelques semaines la **progression du Japon est fulgurante**. Il s'empare notamment des



grandes villes chinoises, Pékin, Shanghai et Nankin, la capitale impériale, en décembre 1937. Nankin a été le théâtre du **premier grand massacre de masse de civil** durant les prémices de la **Seconde Guerre mondiale**. Les chiffres sont très contestés mais on évalue les morts à près de 200 000 sur un million d'habitants. C'est source de contentieux encore actuels entre les deux pays.

**Les démocraties restent passives** vis-à-vis de ce conflit (guerre d'Espagne).

En revanche, **l'URSS intervient indirectement** mais assez massivement au soutien des Chinois. Elle **envoie des armes, des conseillers**. Cela renforce l'adversité nippo-chinoise. Les forces chinoises s'organisent et les Japonais s'enlisent au début de l'année 1938, notamment après leur **échec dans l'avancée le long du fleuve Jaune (Yangzi Xiang)**, dans une bataille restée célèbre. Le leader nationaliste **Chang Kaï-chek** **décide faire abattre les digues** du fleuve Jaune, ce qui provoque une crue et une inondation massive. Cela amène les chars japonais à s'embourber mais on compte plus de 100 000 victimes noyées dans la crue.

Le Japon comprend alors qu'il entre dans une guerre longue qui tourne parfois à la guérilla et qui regroupe des acteurs de plus en plus nombreux. **C'est de moins en moins une guerre sino-japonaise mais une guerre aux enjeux mondialisés**.

**Conclusion :** Les années 35-37 sont des années violentes : coup de force des totalitarisme, et prémices de la seconde guerre mondiale. Dans ces différents épisode, ont été démontré la faiblesse du syst international et de ses défenseurs, et au contraire les puissances autoritaires dictent le jeu (URSS, Japon, Allemagne, Italie), et sont encouragées par leur succès. Dès 1938, on entre dans une **véritable marche à la guerre**. Reste à voir comment chacun s'y prépare, s'y refuse ou la perçoit.

### III) Faillite de l'antifascisme et marche à la guerre (1938-1939)

#### a. Les différents visages du renoncement

##### i. Isolationnisme des États-Unis

Les États-Unis dans les années 1930 ont une valeur de Neutralité, qui est aussi le nom d'une politique. Depuis la **Conférence de Londres** de 1933, les États-Unis annoncent s'occuper de leurs propres affaires et le **choix d'un relèvement national**. C'est le point de départ d'un repli réel et d'un isolationnisme (ne pas utiliser cette expression tout le temps : valable que sous Roosevelt).

Cela passe par un **vrai courant d'opinion publique**, notamment une **relecture de l'entrée en guerre de 1917**. Se diffuse l'idée que cette dernière était une erreur massive et que les États-Unis n'en ont rien retiré, ni reconnaissance, ni paiement des dettes. On cherche à voir les raisons qui ont poussé **Wilson** à prendre cette décision, car il est nécessaire de ne pas répéter les mêmes erreurs.

Roosevelt fait entrer, dans ce contexte, les États-Unis dans **l'ère de la Neutralité**. Dans son discours en août 1936, il le réaffirme.

*« Nous ne sommes pas isolationnistes, excepté dans la mesure où nous cherchons à nous isoler nous-mêmes complètement de la guerre. Cependant, nous devons nous souvenir qu'aussi longtemps que la guerre existe ici-bas, il y aura un danger même pour la nation la plus ardemment pacifique d'être entraînée dans un conflit. »*

F.D. Roosevelt, discours de Chautauqua, 14 août 1936

Cette position se traduit législativement parlant par **les lois de neutralité** adoptées en 1935 et 1937 par le Congrès américain. Elles doivent prémunir les États-Unis de toute intervention non-réfléchie dans un conflit. La première, d'août 1935, **dispose l'interdiction de vente d'armes à tout pays engagé dans un conflit**. Six mois plus tard, **les prêts sont interdits** à un pays en guerre. La troisième de janvier 1937, ces dispositions sont élargies au **cas des guerres civiles**. Elle pose le **principe du « cash and carry »** : pour tous les pays qui ne sont pas sous embargo, les acheteurs doivent payer comptant et venir chercher les marchandises eux-mêmes dans les ports américains. Toutes ces lois font écho aux raisons de l'entrée en guerre en 1917 : prêts de matériels, de dollars et coulées allemandes de bateaux.

Ces lois sont prises sous la présidence de **Roosevelt** mais sa position personnelle évolue, notamment au vu de ce qu'il se passe en Espagne. Un de ses plus fameux discours est celui dit **de la Quarantaine prononcé à Chicago** le 5 octobre 1937. Il utilise la métaphore de la quarantaine médicale. Il insiste à l'inverse sur la **« solidarité et l'interdépendance du monde. »** Cela marque déjà une **forme d'inflexion de sa position**. Le tournant véritable s'opère lors de son **discours sur l'état de l'Union** le 4 janvier 1939. Il y affirme que **« la législation de neutralité peut être nuisible. »** Malgré cela, **Roosevelt** doit faire avec un Congrès très isolationniste et il est difficile de revenir sur ces lois. Il faut attendre 1941 et la **loi prêt-bail** de 1941 pour voir la position législative des États-Unis changer sur le sujet.

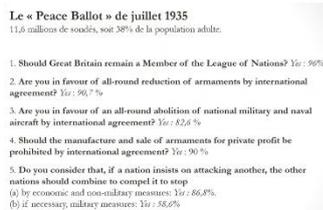
##### ii. « L'apaisement » britannique

Le Royaume-Uni est toujours **vu comme la puissance qui tient en main les rênes du continent**. Les Français n'agissent pas sans Londres, comme l'a montré le réarmement de la Rhénanie. De plus, c'est la seule puissance qui compte aux yeux d'**Hitler**. **Les années 1930 sont dominées par les conservateurs**, notamment par **Neville Chamberlain**, d'abord ministre des finances puis premier ministre à partir de 1936 et jusqu'en 1939. Ce dernier est **Chancelier de l'Échiquier** dans le début des années 1930. Il **incarne la politique d'apaisement**. Sous sa direction, la politique britannique repose sur trois prémices.

- Le premier est la **conviction pacifiste du peuple britannique**. Le peace ballot montre que les Britanniques sont attachés à la sécurité collective mais que ce consensus se brise dès lors que l'on imagine des sanctions militaires. Seule une moitié est prête à mettre en œuvre des sanctions militaires.
- La seconde est la **priorité donnée à l'Empire**. Renforcer la cohésion du monde britannique est pour eux la meilleure protection.
- La troisième est **l'idée qu'en Europe les Britanniques sont enclins à reconnaître que les prétentions allemandes à redevenir une grande puissance sont compréhensibles**. Il faut en tout cas éviter toute intervention militaire britannique en Europe pour privilégier la diplomatie.

Sur ces trois principes **se greffe l'antibolchevisme des élites britanniques**. Tout cela explique **l'accord naval** entre le Royaume-Uni et l'Allemagne nazie en 1935, la faible condamnation de l'expédition de **Mussolini** en Éthiopie ou du réarmement de la Rhénanie et enfin l'obsession de se tenir à l'écart de la Guerre d'Espagne par crainte de contagion de la menace bolchevique.

Toutefois, ce n'est pas un aveuglement, comme cela a pu être caricaturé. Les Britanniques **perçoivent la menace de guerre** mais mettent en place une diplomatie qui se concentre sur les enjeux de Londres et du monde britannique tout en mettant l'Europe au second plan. Dès 1935, le Royaume-Uni **relance son réarmement**, comme la France. Mais dans un contexte de rigueur budgétaire, elle **privilégie la flotte de guerre et la Royal Air Force**. Dans cette aviation, les chasseurs sont privilégiés. Ce sont des avions à court rayon d'action puisque les Britanniques ne s'imaginent pas attaquer le continent. Londres ne pense pas non plus envoyer de troupes. Le corps expéditionnaire est alors complètement sacrifié.



### iii. La « non-intervention » et la politique coloniale du Front Populaire français

La France adopte ce mot d'ordre pour ce qui est de l'Europe avec une espèce de mauvaise conscience du gouvernement français et notamment de **Léon Blum** qui comprend qu'il s'agit d'une forme de capitulation. Il va faire son possible pour rendre la frontière pyrénéenne perméable : c'est la « **non-intervention relâchée** ». La France de cette période se **concentre vers l'Empire pour régler un certain nombre de problèmes dans une politique impériale marquée par un humanisme**. Le Front Populaire s'attaque aux mandats proche-orientaux, notamment ceux de la Syrie et du Liban.

Il négocie les **accords Vienot** signés en septembre 1936 qui prévoient une **indépendance de ces pays et la mise en place de structures étatiques**. Ces accords ont ensuite été ignorés du fait de l'entrée en guerre. Il regarde aussi vers l'Algérie où les revendications nationalistes sont de plus en plus marquées. Il élabore le **projet Blum-Viollette** en décembre 1936. Il prévoit **d'étendre la citoyenneté française** à plusieurs dizaines de milliers d'autochtones algériens musulmans. Les critères sont des critères de formation et de niveau d'étude. Il y a la **volonté de faire émerger une élite**. Ce projet est combattu par les Européens d'Algérie qui représentent 10% de la population. Il est abandonné à la chute du gouvernement.

### iv. « L'égoïsme sacré » de l'URSS stalinienne

Les tergiversations des démocraties amènent **Staline** à **douter de la main tendue qui avait été proposée à la France au nom de l'antifascisme**. De plus, les discours

antisoviétiques n'y cessent pas. L'URSS se voit seule à soutenir les républicains dans la Guerre d'Espagne. De plus, **Staline** est déçu lorsqu'il les voit signer des accords avec **Hitler**. À Moscou se consolide l'idée que les **Franco-Anglais mènent un jeu trouble** pour pousser **Hitler** à s'intéresser à l'Est, ce qui serait à leur avantage.

En interne, le pays connaît une **grande épuration** qui touche toutes les catégories de population. Cela touche les koulaks, le gouvernement et l'Armée rouge fondée par **Trotski**. Cette dernière est décapitée par les Purges de 1937-1938. Les huit plus hauts gradés sont tous exécutés. Il n'y a plus de commandement.

**L'URSS de 1938 n'a pas les moyens de mener une guerre contre l'Allemagne.** Tout cela explique la prise de distance avec les démocraties. Dès 1937, **Staline** explique que le devoirs de l'URSS est « *l'égoïsme sacré* », c'est-à-dire la défense des intérêts de la patrie. **Un discours plus nationaliste s'affirme**, à l'image la mobilisation au nom de la grande guerre patriotique. En février 1937, l'URSS **annonce que l'alliance avec Paris n'est pas remise en cause mais que le soutien dépendra de l'attitude des États de l'Est.**

Toutes ces puissances ont toutes une bonne raison de ne pas entrer dans l'affrontement. **Hitler** en est conscient et est décidé à en profiter.

### **b. De Vienne à Munich : le chemin honteux de l'apaisement (mars 1938-mars 1939)**

**La France est dans une crise politique sociale** à la suite de la chute du Front Populaire. De plus en plus de voix s'élèvent pour **rompre avec la ligne de défense absolue du traité de Versailles** → nouveau. La France n'a peut-être plus les moyens de défendre sa position intransigeant vis-à-vis du traité de Versailles, notamment en Europe centrale, il faut peut-être ouvrir la voie à d'autres stratégie. C'est une fenêtre d'opportunité pour l'Allemagne d'autant que **Mussolini** fait savoir à **Hitler** qu'il ne s'obstinera pas à défendre l'indépendance autrichienne si eux-mêmes n'en veulent pas. Pour lui, l'Autriche est « *un pays allemand de race et de culture.* ».

**Tout est en place pour déclencher l'Anschluss.** Pour la première fois, l'Allemagne s'apprête à mener, pour la première fois, une **politique offensive hors de ses frontières.** **Hitler** organise une reprise en main des affaires intérieures avant cela en **écartant la droite traditionnelle du pouvoir** (ceux qui semblent vouloir mener une politique de prudence). Il met **J. von Ribbentrop** à la tête des Affaires Étrangères. Il écarte aussi **Blomberg**, ministre de la Guerre, et **Fritsch** de la Wehrmacht. Ces deux derniers sont considérés par Hitler comme des freins à l'action offensive. Il veut faire monter la SS beaucoup plus liée au Führer.

**Le passage à l'acte de l'Anschluss se fait en mars 1938.** **Hitler** s'appuie sur les nazis autrichiens et instrumentalise un combat interne à l'Autriche entre le gouvernement de **Schuschnigg** et le leader nazi, **Seyss-Inquart.** **Hitler** oblige le premier à prendre le second comme ministre de l'Intérieur. C'est un poste stratégique puisque ce ministère a la police en main. **Schuschnigg** s'exécute en février 1938. Un mois plus tard, le 11 mars, **Hitler** oblige **Schuschnigg** à la démission en faveur de **Seyss-Inquart** qui **prend la tête du gouvernement autrichien.** Le 12 mars, ce dernier **proclame le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne et les troupes allemandes entrent sur le territoire.** Trois jours plus tard, **Hitler** défile dans Vienne sous les ovations du peuple.

L'Anschluss a été fait en moins d'un mois sans prise d'armes et sans que les démocraties ne bougent. **Hitler** organise un **plébiscite un mois plus tard** pour confirmer sa victoire. Les Autrichiens et les Allemands y sont favorables à près de 97%. Si les chiffres ont pu être modifiés, il y a tout de fois **un réel consensus.** De plus, **Hitler** profite du rattachement pour

**utiliser le stock d'or autrichien afin de renflouer ses caisses et d'augmenter le réarmement.**

Du fait de l'immobilité des autres puissances européennes, **Hitler** n'a aucune raison de s'arrêter là. La prochaine étape est la **question tchécoslovaque** qui mène à la **conférence de**



**Munich**. En effet, il y a une entaille dans le territoire allemand si l'on regarde la carte. Les germanophones vivent en Tchécoslovaquie dans les Sudètes. Ils sont 3 millions. De plus, ce pays est la toute dernière démocratie en Europe centrale. **Hitler** s'appuie sur le leader des nationalistes allemands des Sudètes, **Henlein**. Il organise une **forme d'agitation pour maintenir un climat précaire dans la zone**. Il **intensifie ses revendications et les critiques contre Prague**. Face à cela, le président tchécoslovaque **Benes** engage un

dialogue mais refuse de se laisser impressionner. Il décide de **mobiliser l'armée tchécoslovaque en partie**, ce qui étonne les pays européens. En effet, ce pays est l'allié de la France depuis 1919 et de Moscou depuis 1935. Cela porte le risque d'une déflagration. Le gouvernement de **Daladier** fait savoir que la France tiendra ses engagements mais Londres temporise. Londres envoie en mission de **lord Runciman** dans le pays afin d'y sonder la situation. Cela ne donne pas grand-chose.

**Hitler** laisse pourrir la situation tandis qu'il **consolide le consensus intérieur en Allemagne** avec le **culte de personnalité** et notamment le **grand congrès de Nuremberg** de septembre 1938. À partir de Nuremberg il **déclenche la crise dans son discours de clôture** du 12 septembre 1938 : il prétend qu'il est dans son devoir de venir au secours de ces allemands persécutés en Tchécoslovaquie (il s'appuie sur l'agitation et climat précaire qu'il a mis en place pour avancer cet argument). Il lance un **ultimatum à l'Europe** : les Sudètes doivent être rattachés à l'Allemagne avant le 1er octobre. Cela marque le **début de la crise de Munich**, notamment liée à l'idée de deadline. **Chamberlain** (GB) essaie de trouver une solution et se rend deux fois chez **Hitler**. Cela n'aboutit à rien. Le 26 septembre, **Hitler** prononce un **nouveau discours au palais des sports de Berlin** où il **annonce faire tous les préparatifs possibles pour entrer sur le territoire**.

**Mussolini** se pose alors en médiateur et en homme de la dernière chance. Il organise une **grande conférence internationale en 48 heures dans l'urgence à Munich**. Les quatre dirigeants se retrouvent à Munich le 29 septembre. Les autres pays, l'URSS et la Tchécoslovaquie, ne sont pas consultés. Dans la nuit du 30 septembre, **un accord est trouvé et le territoire est cédé à l'Allemagne**. Elle s'engage en contrepartie à respecter l'intégrité du reste du territoire. Le 1er octobre, les troupes allemandes occupent la région et trois millions de personnes changent de nationalité. Les pays voisins de la Tchécoslovaquie profitent du chaos pour occuper eux-mêmes des territoires tchécoslovaques. Dès le 2 octobre, **les Polonais en profitent pour occuper le bassin minier de Teschen**. La Tchécoslovaquie n'a pas les moyens de résister. Un mois plus tard, **la Hongrie du général Horthy occupe aussi une partie de la Tchécoslovaquie** avec la bienveillance de l'Allemagne et de l'Italie. Elle récupère une bande de 11 000 km<sup>2</sup> le long de la frontière. Ainsi, les voisins dépècent le territoire tchécoslovaque.

Les accords de Munich résultent de la peur de l'entrée en guerre des démocraties européennes. Tout cela pousse au compromis. Les dirigeants sont néanmoins conscients du danger. **Chamberlain** dit avoir sauvé la paix pour son temps. **Blum** parle de « *lâche soulagement* ». En France, la SFIO est divisée quant à ces accords Munich. Au Royaume-Uni, **Churchill** est la voix qui porte le plus pour dénoncer ces accords. Il dénonce la « *capitulation totale des démocraties occidentales, un écroulement qui n'apportera ni la paix, ni la sécurité* », 25

novembre 1938. Quelles que soient les réactions, **Munich est un sursis et tous les pays européens accélèrent le réarmement à sa suite.**

### c. 1939 : course contre la montre et doubles-jeux

Les pays accélèrent leur réarmement à la suite de la crise de Munich. Chacun essaye de se mettre dans la position la + confortable possible, tant du pt de vue des alliances que du pt de vue du réarmement.

L'année 1939 est **l'épilogue de trois crises internationales majeures** qui se concluent toutes de manière favorable pour les forces de l'Axe. Année qui voit apparaître 2 tendances contradictoires en Europe d'un pt de vue diplomatique : d'un côté la tendance en apparence irrésistible à se rapprocher des puissances qui ont le vent en poupe (Allemagne), et d'un autre la renaissance d'un front antifasciste, ravivé par la perspective d'une guerre commune à mener.

#### i. La disparition de la Tchécoslovaquie (mars 1939)

Au lendemain des accords de Munich, **Hitler** avait obtenu gain de cause en récupérant les territoires des Sudètes. Les voisins du pays avaient profité de son affaiblissement pour grignoter son territoire, notamment grâce à la « **sentence de Vienne** ». Ce qu'il reste du pays est une épine dans le territoire du Grand Reich. C'est le principal barrage à l'expansion allemande dans l'Europe danubienne. Hitler repasse à l'offensive six mois plus tard.

Il **instrumentalise le nationalisme slovaque** qui se sent dominé par les Tchèques depuis 1919. Hitler souhaite la **proclamation d'un État slovaque indépendant**. Le 14 mars 1939, la partie Est du pays proclame son indépendance en accord avec Berlin et s'allie à l'Allemagne. Il ne reste plus de la Tchécoslovaquie qu'un petit espace autour de Prague, la Bohême. **Hitler** convoque alors le **président tchécoslovaque** pour qu'il **annonce la dissolution de son État et sa transformation en un protectorat**. **Le 15 mars 1939, le protectorat de Bohême-Moravie est intégré au Reich**. Le 16 mars, **Hitler** défile dans Prague, à l'image de son défilé dans Vienne mais ici, la ville est silencieuse.

C'est le **premier territoire slave conquis politiquement par l'Allemagne**. La rhétorique qui était celle de l'union des peuples germaniques dans un grand Reich n'est plus possible à mettre en avant. C'est une logique d'expansion, de conquête sur les pays slaves. C'est la **première démocratie à être rayée de la carte**. C'est aussi une **violation des accords de Munich**. Personne n'a réagi à cette disparition mais elle marque **un moment de prise de conscience** dans les chancelleries européennes puisque les engagements d'Hitler n'ont pas tenu six mois. Cela **accélère le réarmement en France et au Royaume-Uni**. **Chamberlain** y affirme qu'« **Hitler n'est pas un gentleman** ».



#### ii. La fin de la guerre d'Espagne et la victoire franquiste (1<sup>er</sup> avril 1939)

À peine 15 jours après l'entrée des chars allemands dans Prague, **Franco** s'empare de **Madrid** qui était le dernier bastion de la République. Il proclame alors la guerre terminée et gagnée le 1er avril. **Franco** a **signé le pacte anti-Komintern** juste avant sa victoire, le 27 mars. Cela marque la **structuration d'un front anti-démocratique** (Allemagne, Japon, Italie et désormais Espagne) qui se déploie dans plusieurs capitales, d'autant que les soldats italiens défilent en tête de cortège.

### iii. La Grande révolte arabe et ses conséquences internationales (1936-1939)

Depuis **les Émeutes Sanglantes de 1929**, la situation est compliquée. La solution bancal du Royaume-Uni est la proposition d'un **deuxième Livre Blanc**, rapidement retirée du fait de l'opposition juive. **La situation est de plus en plus précaire dès 1935.**

Il y a des **assassinats par les milices arabes des populations juives et inversement**. Cela débouche sur la **Grande révolte arabe** qui passe d'abord par la proclamation d'une **grande grève générale** en avril-mai 1936 par la population arabe en Palestine : ce mouvement affirme l'importance économique des arabes dans la région, et sous l'influence des mouvements de grèves en Europe (France : grandes grèves du front populaire). Cette grève générale paralyse le mandat Britannique, et favorise un mouvement politique avec le **Haut Comité Arabe**, groupe de pilotage du nationalisme arabe en Palestine, notamment dirigé par le **Grand Mufti de Jérusalem** (montre la double dimension religieuse et nationaliste du mouvement). S'il est interdit dès 1937 par Royaume-Uni, cela devient la figure politique et plurielle qui incarne par les élites cette voie du nationalisme arabe.

Les grèves s'accompagnent de violences **réprimées militairement par Royaume-Uni** qui s'appuie sur **milices juives**. Comme lors de toute crise, Londres envoie une **commission d'enquête** menée par **Peel** qui rend un rapport en 1937 (= réponse politique). C'est le premier document à **proposer la création de deux États**. Il suggère également un transfert important de population arabe vers la Jordanie. Les deux communautés refusent.

Le Haut Comité Arabe lance alors une **deuxième phase de l'insurrection**, beaucoup plus violente, qui vise non plus seulement les populations juives, mais également les symboles du pouvoir mandataire Britannique, les intérêts économiques des Britanniques. La **répression britannique est très féroce** et Londres envoie 50 000 soldats, applique la **loi martiale** et opère à emprisonnements arbitraires de leader nationalistes arabes, et s'appuie également sur des milices sionistes, comme **l'organisation Irgoun**.

A partir de 1938, la Palestine est dans une véritable situation de guerre civile, avec un mouvement nationaliste arabe qui s'est structuré, même s'il est clandestin suite à son interdiction. Alors que la situation diplomatique se dégrade en Europe, les Britanniques doivent gérer cette crise qui peut devenir dangereuse. Elle concentre donc leur attention. S'ils répondent par la répression, ce qui permet de décapiter le mouvement nationaliste arabe (principaux leader du mvmt arabe sont arrêtés, déportés aux Seychelles et s'autres fuient → fuite du Grand Mufti au Liban puis gagna l'Irak pendant la WW2), ils gardent des **tentatives de dialogue** (car csq de cette crise dans l'ensemble du monde arabe → volonté de limiter une opposition contre les Britanniques).

Après avoir écarté la proposition de **Peel**, Londres réunit les **deux commissions** en février 1939 ce qui débouche sur la rédaction d'un **nouveau Livre blanc** en mai 1939, . Celui-ci prévoit la **création d'un État indépendant, unifié et binational** d'ici 10 ans. De plus, il y a la volonté de **limiter l'immigration juive** afin de ne pas déséquilibrer la balance démographique. Or, cela mécontente tout le monde, aussi bien les deux communautés que les leaders des pays arabes.

Ces derniers adoptent alors une **position de plus en anglophobe**. En effet, les Britanniques sont perçus comme des oppresseurs de la population arabe. Cette dernière est alors **réceptrice à la propagande allemande** qui s'y déploie (distribution de tracts).

Si la fin de la Grande révolte à l'été 1939 **soulage militairement Londres**, cet épisode a profondément **changé les équilibres géopolitiques au Proche-Orient**. Alors que la région est historiquement l'ennemie de l'Allemagne du fait de l'alliance allemande avec l'ancien Empire ottoman, une sympathie nouvelle s'y déploie. **Les cartes sont ainsi rebattues au**

**profit d'une influence allemande**, voire italienne dans la Méditerranée. Cette région présente un enjeu majeur de la Seconde Guerre mondiale.

On voit donc 2 dynamiques diplomatique concurrentes se constituer :

- **Vers un renforcement du front antihitlérien ?** La première dynamique est le renforcement d'un camp antihitlérien. C'est net dans le rapprochement franco-britannique. Les deux pays mettent en place un **dialogue accru**. Le temps des concessions est terminé et ils affirment qu'ils ne laisseront pas l'Allemagne s'en prendre à la Pologne.  
Aux États-Unis, **Roosevelt** fait ce qu'il peut pour **démanteler les lois de neutralité** et use de ses prérogatives pour signer des décrets qui relancent la production militaire afin de **soutenir financièrement le réarmement français et britannique**. Les liens diplomatiques sont renforcés entre les trois capitales.
- **« La course à l'Allemagne » de l'Europe centrale** : Les puissances centrales se rendent compte qu'il n'est pas forcément heureux de rester allié aux Français. D'où leurs **tentatives de rallier la puissance allemande**, alors en position de force afin de sauvegarder ses intérêts avant le début d'une guerre. Ils ne peuvent en effet pas compter sur les franco-britanniques. Parmi ces pays, on trouve la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie, qui déclarent souhaiter l'amitié de l'Allemagne et de l'Italie, et affirment ne pas s'opposer à un remaniement de la carte. La Hongrie d'Horthy multiplie les gages de bonnes volontés : mesures antisémites, adhésion au pacte anti-Komintern.

Entre ces deux dynamiques : **L'hypothèque soviétique** :

Alors que la guerre se profile, la question reste de savoir ce que va faire **Staline**. Il **joue sur les deux tableaux et négocie avec les deux camps**. Il veut faire monter les enchères. D'avril à août les **négociations entre les Franco-Britanniques et les Soviétiques** sont quotidiennes. Toutefois, cela piétine du fait de la **méfiance de Staline**. De plus, du fait de l'opposition idéologique, les franco-britannique n'imaginent pas une alliance avec l'URSS.

Sous l'influence de **Ribbentrop**, **Hitler** se résout à **mener des négociations avec Moscou**. Les deux pays ont des intérêts communs, c'est-à-dire la Pologne.

C'est là que le double-jeu s'accélère : Le 12 août 1939, l'URSS reçoit à Moscou une délégation franco-britannique censée celer l'idée d'une alliance militaire française entre les 3 pays. Quelques jours après, le 19 août, Staline accepte l'ouverture d'Hitler et accueille à Moscou **Ribbentrop**. Le 23 août, l'Europe se réveille à la nouvelle du **pacte Ribbentrop-Molotov**. Ce **pacte germano-soviétique** est un **pacte de non-agression pour dix ans**. Il contient un **protocole secret de partage des sphères d'influence en Pologne et dans les États baltes**.

**Hitler** peut donc **déclencher une guerre à l'Ouest** tout en sachant que l'URSS n'attaquera pas l'Allemagne. Cela permet à **Hitler** de masser ses troupes à l'Ouest. Une semaine après, **les Allemands lancent l'offensive et entrent en Pologne le 1er septembre 1939**. Les Franco-Britanniques réagissent et, dans un geste diplomatique commun, déclarent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre. **Staline** en profite pour faire entrer ses troupes le 17 septembre 1939.

## **Conclusion**

Avec ces opérations, la guerre éclate en Europe deux ans après l'Orient. C'est une **guerre un peu bizarre**, car la Pologne tombe avant que les Franco-Britanniques n'aient le temps d'envoyer des soldats. La Pologne est dépecée à ses deux tiers par l'Allemagne et à son autre tiers par l'URSS. C'est le deuxième pays issu du traité de Versailles qui disparaît. La

situation est alors gelée puisqu'il n'y a plus de zones de combat. **S'agit-il d'un nouveau coup de force sans lendemain ?** Partout les armées sont mobilisées alors que tous les fondements du système de l'entre-deux-guerres est désormais balayé. La SDN est complètement absente. Tous les acteurs sont conscients qu'une **guerre de grande ampleur se prépare**.

En moins de dix ans, **le rapport de force s'est complètement inversé pour les démocraties**. Si ces dernières dominaient les relations internationales et l'ordre international, elles passent dans une **position de retrait voire de faiblesse**. C'est peut-être ça le + surprenant dans cette période : ce n'est pas tant la marche à la guerre que ce retournement extrêmement rapide des rapports de force dans les relations internationales.

## CHAPITRE 6 : LES RELATIONS INTERNATIONALES DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1939-1945)

Il s'agit de voir quelles sont les dynamiques qui traversent le conflit et quelles sont les visions du monde qui imprègnent le conflit, tout en voyant comment cela évolue. Il s'agit de voir **comment les forces internationales sont l'aboutissement de ce qu'il s'est passé durant l'entre-deux-guerres** ainsi que la façon d'où se dessine **un nouvel ordre mondial** en 1945. Cette année, appelée « **année zéro** » en référence au film *Germania anno zero* (1948), des relations internationales vaut aussi sur les reconstruction de l'ordre mondial.

De plus, **la question des chronologies doit être ouverte**. Si l'on prend celle européenne, elle doit être contestée. On peut prendre celle de 1937-1947 ou encore une chronologie européenne qui se termine en 1941.

Cette période **ne peut pas être appréhendée que du point de vue militaire**. Les enjeux internationaux de cette première moitié des années 1940 **se cristallisent plus dans la structuration de chacun des deux camps** que dans la confrontation des deux. Tous les deux ont une vision d'avenir. Ils imaginent un **post-conflit victorieux**.

### D) L'Axe et la réorganisation du monde

La guerre en Europe est officiellement déclarée en septembre 1939. **Après une courte campagne en Pologne, la situation militaire est gelée** et il faut attendre le printemps 1940 pour voir des affrontements militaires se développer sur le sol européen. En France on appelle cela la « *drôle de guerre* ».

Dès lors que l'on se bat en Europe (à partir de printemps 1940) se déroulent 2 guerres parallèles : **une en Extrême-Orient** qui se déploie depuis 1937 et **une en Europe** qui entraîne très vite, du fait des colonies, une partie de l'Afrique et du Proche-Orient.

Dans ces deux premières années, **les deux guerres parallèles ne sont liées qu'indirectement par l'alliance entre Japon et Allemagne**. Les terrains de conflit ne se croisent pas. Il faut attendre le tournant de l'année 1941-42 pour que ces guerres ne se mêlent. **La guerre devient mondiale**, notamment du fait de **l'implication américaine dès décembre 1941**, car les États-Unis déclarent quasi simultanément la guerre au Japon et à l'Allemagne, ce qui est une première. La guerre s'unifie.

Au moment où les combats débutent, il est clair que **les puissances dominantes sont celles structurées autour de l'Axe**. Elles veulent renverser l'ordre mondial établi alors qu'en face les puissances sont réactives et ont une stratégie militaire défensive parce que leurs buts sont défensifs du statu quo. Du point de vue de l'Axe, **la stratégie est bien de rebattre les cartes**, pour l'Allemagne, du point de vue **impérialiste** mais aussi **idéologique**, c'est-à-dire une guerre raciale voire de croisade contre l'URSS. Dans les deux cas, l'Allemagne nazie mène le jeu et fédère autour d'elle ceux qui ont intérêt à remettre à plat l'ordre mondial.

#### a. Weltanschauung hitlérienne et Europe allemande

**Weltanschauung** : vision, conception du monde, manière dont, du pt de vue hitlérien, on imagine la structuration de la planète, les relations entre différents peuples, états.

Au moins jusqu'en 1942, l'Allemagne nazie est la **puissance motrice de la guerre** en Europe. Elle amène une refonte complète de la structure et du visage du continent européen. Il y a un paradoxe dans la vision hitlérienne de l'organisation mondiale. L'actions de l'Allemagne est marquée par 2 caractéristique qui peuvent sembler contradictoires : **Elle est extrêmement**

**doctrinale et donc théorique.** Elle a été exposée bien avant la guerre, notamment dans *Mein Kampf* et dans le deuxième livre publié en 1928.

De l'autre côté, il y a un **très grand pragmatisme dans les formes concrètes que cette organisation** va prendre durant la guerre, d'où l'hétérogénéité de l'Europe allemande.

- La vision du monde :

Cette vision bouge peu sur quelques grands points. Premièrement il y a l'idée que **l'Europe continentale a vocation à être le terrain exclusif de l'hégémonie allemande selon une hiérarchie raciale.** Ensuite, le reste du monde devra être organisé **en collaboration avec le Royaume-Uni même** si se développe l'idée dans les années 1930 qu'il faudra faire une place à un **Empire colonial allemand**, notamment en Afrique. Troisièmement, cette vision est complétée par des déclarations dans les années 1940 avec l'évocation d'un **partage du monde entre l'Allemagne et le Japon** entre deux pôles dominants.

Ces objectifs doivent passer par des étapes obligatoires dont l'ordre peut varier selon les circonstances. Il y a d'une part « *l'explication définitive* » avec la France et **l'affrontement** entre les deux puissances continentales. Il y aussi a **conquête d'un espace vital à l'Est** qui doit passer par la destruction de l'ennemi soviétique. De plus, il y a la **neutralisation du Royaume-Uni**, qu'elle soit acceptée ou forcée. Finalement doit venir un **grand affrontement avec les États-Unis** auquel l'Allemagne ne pourra échapper.

- La réalisation de ce programme, maquée par une forme de pragmatisme :

Les offensives allemandes **sont les moyens de réaliser ce programme défini.** Les victoires très rapides de 1939 et de 1940 semblent marquer la réalisation de ces premières étapes. **Neuf pays européens sont vaincus** jusqu'en avril 1941. Le seul échec majeur est la **bataille d'Angleterre** et les Allemands renoncent à un débarquement précoce au Royaume-Uni. Toutefois une **Europe allemande se dessine.**

Pays militairement vaincus par l'Allemagne	Date de la campagne allemande
Pologne	septembre 1939
Danemark	avril 1940
Norvège	avril-mai 1940
Pays-Bas	mai 1940
Belgique	mai 1940
Luxembourg	mai 1940
France	mai-juin 1940
Yougoslavie	avril 1941
Grèce	avril 1941

**Cette mise en œuvre reste marquée par une forme de pragmatisme**, en témoignent les formes très différentes de domination que l'Allemagne met en place sur les différents pays qu'elle a incorporés ou vaincus. **Sont annexés au Reich** les territoires considérés comme allemands. Pour le reste, des **protectorats** sont mis en place dans les pays à la

population slave. Celui de Bohême-Moravie est extrêmement violent, tout comme dans le reste de la Pologne non-prussienne. **Dans les pays occupés**, il y a soit une **administration directe** avec des fonctionnaires allemands, soit le **maintien d'un gouvernement national.**

Toutefois, **aucun projet politique n'avait été prévu pour l'Europe allemande**, d'où cette forme d'improvisation. Cela amène à **réfuter l'idée d'un européisme nazi.** Ce système permet la **captation de toutes les ressources de ces pays détournées au service de l'effort de guerre allemand.** L'idée est de servir **l'idéologie raciale.** À la liste des vaincus, il faut ajouter la liste des alliés.

Territoires annexés au Reich	« Protectorats »	Pays occupés, sous administration directe	Pays occupés avec maintien d'un gouvernement national
<ul style="list-style-type: none"><li>• Autriche</li><li>• Prusse occidentale (anciennement polonaise)</li><li>• Luxembourg</li><li>• Alsace-Moselle</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Bohême-Moravie</li><li>• Gouvernement général de Pologne</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pays-Bas</li><li>• Belgique</li><li>• Norvège (jusqu'en 1942)</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Danemark</li><li>• France occupée*</li><li>• Serbie</li><li>• Grèce</li><li>• Norvège (après 1942)</li></ul>

## b. La structuration diplomatique de l'Axe

**La situation diplomatique n'est pas si dominante** que cela. **Mussolini** avait proclamé un **axe Rome-Berlin** après la Guerre d'Espagne. De plus un réseau d'alliances s'est formé autour du **pacte anti-Komintern** signé en 1936 entre Berlin et Tokyo puis rejoint par Rome, Budapest et Madrid. Finalement une alliance formelle a été signée avec le **Pacte d'acier** signé le 22 mai 1939 qui concrétise juridiquement l'axe Rome-Berlin. Enfin, le **pacte germano-soviétique** vient compléter le système. Mais ce dernier va implicitement à l'encontre du **pacte anti-Komintern** et peut fragiliser ce dernier.

« Axe Rome-Berlin »	nov. 1936	Allemagne / Italie
Pacte Anti-Komintern	nov. 1936	Allemagne / Japon
	nov. 1937	Italie
	fév. 1939	Hongrie
	mars 1939	Espagne
Pacte d'Acier	22 mai 1939	Allemagne / Italie
Pacte germano-soviétique	23 août 1939	Allemagne / URSS

La situation n'est pas si assurée que cela pour l'Allemagne nazie en 1939. En effet, **elle est seule à entrer en guerre**. L'Italie se déclare en **position de non-belligérance** à l'automne 1939. Elle refuse de prendre les armes. Le Japon est occupé à combattre la Chine. **L'Espagne reste neutre** et proclame sa neutralité. L'Europe centrale attend de voir ce qu'il se passe. Évidemment, les victoires allemandes, notamment du printemps 1940 et surtout la victoire contre la France **changent la donne de ce relatif isolement diplomatique**. Cela amène aussi à **élargir la guerre au-delà du seul continent européen**.

C'est d'abord l'Italie qui se réveille. Le 18 juin 1940 **la déroute française amène l'Italie à entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne**. Elle ne veut **pas être exclue du partage des dépouilles françaises**. Elle obtient une petite zone d'occupation centrée sur les Alpes. **Mussolini** vise surtout l'Empire français sur le long terme.

Administration de la France métropolitaine (juill. 1940-nov. 1942)



Le Japon comprend aussi qu'il est de son intérêt de consolider ses relations avec l'Allemagne. Il lorgne sur l'Empire d'Indochine. Il tend la main pour signer **le Pacte tripartite** en septembre 1940 avec l'Allemagne et l'Italie. **L'Axe est alors véritablement constitué juridiquement**. Les pays se promettent assistance dans le cas où l'une d'entre elles seraient agressées par un État qui n'est pas encore entré en guerre. Cela vise à la fois les États-Unis et l'URSS.

**L'URSS profite du désordre pour gagner des territoires en Europe centrale**, notamment en Finlande, dans les pays baltes et en Bessarabie roumaine. Cette attitude fait peur aux pays d'Europe centrale. Cela les décide en partie à bouger. En l'espace de quelques semaines, **la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie rejoignent l'Axe**. Seuls la Grèce et le Royaume-Uni semblent s'opposer à l'Allemagne.

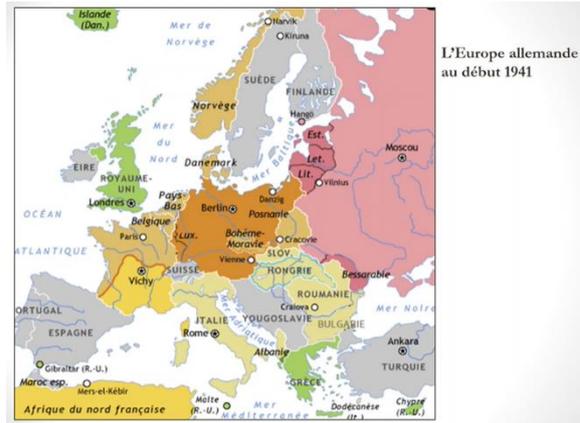
Par les pays soit alliés soit soumis, **la géopolitique de l'Axe est à échelle mondiale, notamment eurasiatique**. L'Empire français est majoritairement fidèle au régime de Vichy, notamment l'Empire d'Afrique du Nord, Occidental, d'Indochine et de Madagascar.

L'AEF s'est lui rallié dès l'été 1940 aux forces gaullistes.

### **Le Japon est toujours en expansion.**

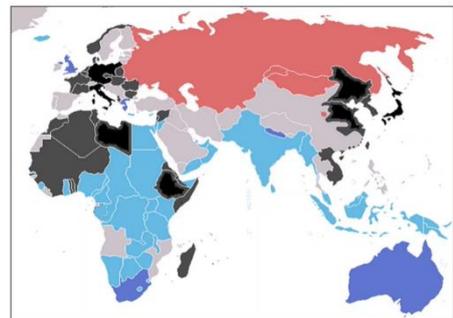
Le nouveau gouvernement de juillet 1940 change un peu la donne. Face à l'embourbement, le Japon va rediriger ses objectifs vers **l'Asie du Sud-Est**, notamment vers **les empires coloniaux européens plus ou moins déchus : français et néerlandais**. L'immense empire colonial néerlandais en Indonésie n'a pas chuté avec les Pays-Bas puisque la Royal Navy s'y implante.

C'est la **doctrine de la sphère de coprosperité**. Au printemps 1941, l'Axe est structuré dans une alliance cohérente et dominante portée par la dynamique des victoires.



L'Europe allemande au début 1941

Afrique et Eurasie au début 1941



L'affrontement continue avec le Royaume-Uni à l'Ouest et l'expansion japonaise continue en Extrême-Ouest. En Europe, la campagne allemande se dirige vers les Balkans. Dans tout cela, **un affrontement avec les États-Unis semble se profiler de manière de plus en plus certaine**, d'autant qu'il y a la question des Philippines sous domination américaine que le Japon vise désormais.

De plus, **le flou reste l'attitude de l'URSS** malgré le pacte. Elle a tiré beaucoup de profits des premiers mois de la guerre. Son sort reste lié à l'Allemagne. Elle pense même un temps **rejoindre les forces de l'Axe**, comme le conseille **Ribbentrop** dans un **pacte quadripartite**. Le pacte de non-agression va-t-il être maintenu ? L'URSS va-t-elle s'engager dans la guerre ? En attendant, l'Axe continue ses offensives militaires.

### **c. L'Axe à la conquête du monde ?**

#### **i. L'Italie en action**

#### **ii. ...pousse l'Allemagne à élargir son champ d'opération**

#### **iii. Le défi de Barbarossa (22 juin 1941)**

#### **iv. Le Japon à la poursuite de la « sphère de coprosperité »**

### **II) Les « Nations unies » : solidarités et concurrences au sein de l'alliance antifasciste**

#### **a. Les relations franco-britanniques jusqu'à Mers-el-Kébir (3 juillet 1940)**

#### **i. Renforcement de la solidarité franco-britannique durant la Drôle de Guerre**

#### **ii. Les défaites militaires précipitent la rupture**

#### **b. Vers l'axe atlantique ; les relations anglo-américaines de juin 1940 à Pearl Harbor**

#### **i. Le basculement progressif de l'opinion publique américaine**

#### **ii. Roosevelt vers la loi Prêt-Bail (lend-lease Act)**

- iii. La charte de l'Atlantique (14 août 1941) : une communauté de valeurs
- c. Les Nations Unies à l'œuvre (janvier 1942 – juin 1944)
  - i. La Déclaration des Nations Unies (1<sup>er</sup> janvier 1942)
  - ii. Aux origines du triumvirat anglo-américano-soviétique
  - iii. Les conférences interalliées jusqu'en 1944
- III) Vers « l'année zéro » : quel ordre international pour l'après-guerre ?
  - a. Affirmation des « superpuissances » et fin du « monde européen »
  - b. Vers un réveil de l'euro-péisme ?
    - i. L'euro-péisme des résistances intérieures
    - ii. Les projets européens des gouvernements en exil
  - c. A la recherche d'une nouvelle architecture mondiale
    - i. Des Nations Unies à l'ONU
    - ii. Une architecture économique et financière pour l'après-guerre
  - d. De Yalta à Potsdam : l'Europe au cœur d'un nouveau face-à-face
    - i. « Accords des pourcentages » (septembre 1944)
    - ii. Conférence de Yalta (4-11 février 1945)
    - iii. Multiplication des contentieux (février-juillet 1945)
    - iv. La conférence de Postdam (17 juillet – 2 août 1945)

**Conclusion : le monde en 1945**